

Révision allégée n°1 du PLU DEPARTEMENT du FINISTÈRE

Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden

**Enquête publique relative aux projets de modification n°1
et des révisions allégées n°1, 2, 3 et 4 du PLU de la
commune de
Plonéour-Lanvern**



Arrêté de Madame la Présidente de la CCHPB n° 2025-240
Dossier E 25000174 /35

Dates de l'enquête :
du 07 octobre 2025 à 9h au 05 novembre 2025 à 17h30

PARTIE 1 : RAPPORT

Commissaire enquêteur : Béatrice Vittoz

Table des matières

1	Généralités	6
1.1	Généralités	6
1.2	Objet de l'enquête	6
1.3	Cadre réglementaire	7
2	La modification n°1 du PLU	8
2.1	Point n°1 : évolution de zonage secteur Mariano	8
2.2	Point n°2 : évolution de zonage des secteurs « Ad » sur Stang ar Bacol	10
2.3	Point n°3 : Changements de destination	12
2.3.1	Querlodan	12
2.3.2	Kergambae Vras	13
2.3.3	Créniat Vras	13
2.3.4	Trégalet	13
2.4	Point n°4 : Prescription de protection des linéaires commerciaux	14
2.5	Point n°5 : Evolution du règlement sur les implantations en limites séparatives, les clôtures et les stationnements	16
3	Révision allégée n°1 du PLU : Kériforn	17
3.1	Localisation et contexte	17
3.2	Le projet	17
3.3	Evolution des pièces réglementaires	18
3.4	Les impacts	19
4	Révision allégée n°2 du PLU : Route de Tréogat	19
4.1	Contexte et état initial	19
4.2	Projet et évolution réglementaire	19
4.3	Les impacts sur l'environnement	20
4.4	Les mesures ERC	20
4.5	Articulation avec les objectifs du SCoT	20
5	Révision allégée n°3 du PLU : Kervahut	20
5.1	Contexte et état initial	20
5.2	Projet et évolution réglementaire	21
5.3	Les impacts sur l'environnement	23
5.4	Les mesures ERC	23
5.5	Articulation avec les objectifs du SCoT	24
6	Révision allégée du PLU : Le Hellès	24
6.1	Contexte et état initial	24
6.2	Projet et évolution réglementaire	25
6.3	Les impacts sur l'environnement	26
6.4	Les mesures ERC	26
6.5	Articulation avec les objectifs du SCoT	26
7	Bilan de la concertation	27
7.1	Modalités de la concertation	27

7.2	Délibérations et annonces légales.....	27
7.3	Bilan de la concertation.....	27
8	Avis des personnes publiques associées et consultées	28
8.1	Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) du Finistère.....	28
8.2	SRADDET de la région Bretagne	28
8.3	Préfecture du Finistère	28
8.4	Syndicat Intercommunaire Ouest Cornouaille Aménagement (SIOCA).....	28
8.5	Mission Régionale d'Autorité environnementale de Bretagne (MRAe).....	29
8.6	Département du Finistère	29
8.7	Avis de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF)	29
8.8	Examen conjoint.....	30
8.8.1	Sur la modification n°1 du PLU	30
8.8.2	Sur la révision allégée n°1 du PLU : Kériforn	30
8.8.3	Sur la révision allégée n°2 du PLU : route de Tréogar	30
8.8.4	Sur la révision allégée n°3 du PLU : Kervahut.....	30
8.8.5	Révision allégée n°4 du PLU : Hameau du Hellès	31
9	Le Dossier.....	31
10	Déroulement de l'enquête	32
10.1	Phase préalable à l'enquête	32
10.1.1	Désignation du commissaire enquêteur.....	32
10.1.2	Réunions avec le maître d'ouvrage	32
10.1.3	Rédactions arrêté et avis d'enquête.....	32
10.1.4	Présentation du projet et visite sur place.....	33
10.1.5	Publicité de l'enquête.....	33
10.1.6	Paraphe du dossier et registre	33
10.1.7	Déroulement des permanences	33
10.1.8	Clôture de l'enquête.....	33
10.2	Phase à l'issue de l'enquête	33
10.2.1	Bilan comptable des observations.....	33
10.2.2	Synthèse par thèmes	33
10.2.3	Procès-verbal de synthèse de l'enquête	34
10.2.4	Mémoire en réponse	34
11	Pièces annexes.....	37
11.1	Arrêté d'ouverture.....	37
11.2	Certificat attestation d'affichage	43
11.3	Parutions légales dans la presse.....	44
11.4	Procès-verbal de synthèse.....	48
11.4.1	Tableau des observations par thèmes.....	48
11.4.2	Questions du commissaire enquêteur.....	60
11.5	Mémoire en réponse de la CCHPB.....	62

11.5.1	Aux questions du commissaire enquêteur	62
11.5.2	Aux observations recueillies par thèmes.....	66
11.6	Plan Masse de « Kervahut »	79

1 Généralités

1.1 Généralités

Plonéour-Lanvern est une commune du département du Finistère. C'est la commune la plus étendue du pays Bigouden. Elle compte 6 403 habitants (recensement de 2022)



Le PLU de Plonéour-Lanvern a été approuvé le 01 février 2022. Depuis le 1^{er} septembre 2024, la compétence de la commune de Plonéour-Lanvern en matière de documents d'urbanisme a été transférée à la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden (CCHPB). Le 18 juillet 2024, avant le transfert de compétence, la commune de Plonéour-Lanvern a engagé plusieurs procédures d'évolution de son Plan Local d'Urbanisme, la modification n°1 et 4 révisions allégées de son PLU. Après délibération du conseil municipal le 24 février 2025 la commune a donné son accord pour que la Communauté de Communes poursuive ces procédures. Le 04 mars 2025 le Conseil Communautaire de la CCHPB a délibéré pour continuer ces procédures, en poursuivant les modalités de concertation fixées par la commune dans la délibération de prescription du 18 juillet 2024.

1.2 Objet de l'enquête

Cette enquête publique dite « unique » a pour objet :

➤ La modification n° 1 du PLU

Après deux ans d'application de son PLU la municipalité a décidé d'opérer plusieurs modifications du volet règlementaire du document en conformité avec les dispositions de l'article L153-36 du code de l'urbanisme. Cette procédure se justifie dans la mesure où les changements apportés n'ont pas d'incidences sur l'économie générale du PADD.

La modification envisagée porte sur plusieurs objets :

1. Evolution du zonage sur le secteur de Mariano pour permettre notamment la construction de logements et encadrer des infrastructures publiques. Ce secteur est essentiellement en zone UL et le changement n'implique pas de suppression de zones agricoles ou naturelles bien que le site comporte des atouts écologiques et paysagers.
2. Evolution du zonage de la zone Ad1 vers Ad3 sur Stang ar Bacol et suppression d'une zone Ad3en zone naturelle. Ce changement de zonage vise à répondre à des besoins de dépôt de matière inerte sur un terrain déjà fléché pour ça dans le passé.
3. Mise en place de changements de destination sur des anciens bâtis en milieu agricole dans les hameaux de Créniaat Vraz, Quélordan, Kergambaé Vraz et Trégalet.
4. L'ajout d'une prescription de protection des rez-de-chaussée commerciaux dans le centre bourg.

5. Modification des règles sur les marges de recul, les clôtures et les stationnements.

➤ La révision allégée n°1 du PLU

Cette révision consiste sur le secteur de Kériforn à réduire une zone N au bénéfice de nouveaux droits à construire sur un secteur proche de la centralité.

➤ La révision allégée n°2 du PLU

Le propriétaire du garage Citroën sur la route de Tréogat souhaite réaliser une extension du bâtiment existant, son entreprise est située en zone A ce qui ne lui permet de réaliser cette opération. La révision envisagée vise à réduire la zone A au bénéfice de nouveaux droits à construire par l'intermédiaire de la création d'un secteur de taille et de capacité limitée (STECAL) permettant ainsi à l'activité existante de s'agrandir dans des proportions raisonnables.

➤ La révision allégée n°3 du PLU

Un diagnostic culturel réalisé en 2024 à l'échelle du pays bigouden a révélé le manque d'infrastructures dédiées aux arts visuels. Les représentants du fond de dotation « Kervahut » souhaitent répondre à ce manque en proposant un espace dédié à l'art contemporain sur le territoire, au hameau de Kervahut. Cette ambition aura pour conséquence la réduction des zones A et N au bénéfice de nouveaux droits à construire. Ils seront encadrés par la création d'un secteur de taille et de capacité limitée (STECAL) ce qui permettra les aménagements prévus.

➤ La révision allégée n°4 du PLU

La municipalité a la volonté de permettre un développement maîtrisé sur le hameau du Hellès classé en zone agricole (A) en mobilisant les dents creuses existantes au sein du tissu urbain. Ce qui se fera par la création d'un nouveau secteur Ah (STECAL de 2,34 ha).

1.3 Cadre réglementaire

La modification n°1 et les révisions allégées n°1, 2, 3 et 4 du PLU de la commune de Plonéour-Lanvern sont réalisées conformément :

- aux dispositions de la loi n°83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ; à l'ordonnance du 03 août 2016 portant « réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement » et le décret d'application.

Le projet de modification n°1 et des révisions simplifiées n°1, 2, 3 et 4 relève aussi des dispositions réglementaires et décisions suivantes :

- Le Code de l'Environnement et notamment les articles L.123-1 à L.123-8, et R.123-1 et suivants ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-2, L.153-19 et suivants, L.153-34, L.153-41, R.153-8 et suivants ;
- La délibération de la commune de Plonéour-Lanvern en date du 1^{er} juillet 2024 prescrivant les procédures de révisions allégées n°1, 2, 3 et 4 ainsi que la procédure de modification n°1 du PLU, et fixant les modalités de concertation.
- L'arrêté préfectoral du 23 août 2024 rendant effectif le transfert de la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et la carte communale » des communes membres à la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden (CCHPB) à compter du 1^{er} septembre 2024 ;
- La délibération du conseil municipal de la commune de Plonéour-Lanvern en date 24 février 2025 donnant son accord à la CCHPB pour la poursuite des cinq procédures d'évolution de son PLU ;
- La délibération du conseil communautaire de la CCHPB en date du 04 mars 2025 décidant de mener à terme les cinq procédures d'évolution du Plan Local d'Urbanisme, et s'en remettant aux modalités de concertation fixées par délibération du conseil municipal de Plonéour-Lanvern du 1^{er} juillet 2024 ;

- La délibération du 22 mai 2025 de la CCHPB tirant le bilan de la concertation et arrêtant les projets de modification n°1 et de révisions allégées n°1, 2, 3 et 4 du PLU de la commune de Plonéour-Lanvern
- La décision n°E25000174/35 du Président du Tribunal Administratif de Rennes, en date du 06 août 2025, désignant Mme Béatrice Vittoz comme commissaire enquêteur ;
- L'arrêté n° 2025.240, de la Présidente de la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden, en date du 05 septembre 2025, prescrivant La mise à l'enquête publique des projets de modification n°1 et de révisions allégées n°1, 2, 3 et 4 du PLU de la commune de Plonéour-Lanvern.

2 La modification n°1 du PLU

2.1 Point n°1 : évolution de zonage secteur Mariano

Le secteur « Mariano » est situé au Nord du centre bourg. D'une surface de 2,24 ha, il est situé dans les marges Nord de la commune. Il accueillait l'ancien terrain de camping municipal qui a conservé une partie de ses aménagements paysagers, notamment une composition arborée qui en fait un poumon de verdure par une présence arborée affirmée. Il est attenant à des terrains de tennis encore utilisés. et est entouré au Sud, à l'Ouest et à l'Est par un tissu pavillonnaire peu dense.



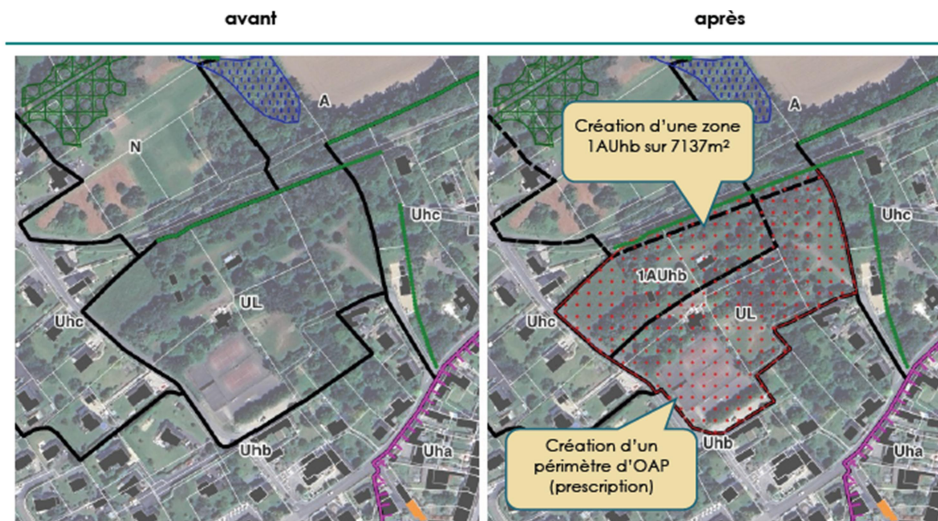
un secteur d'environ 2,4 ha situé sur les marges Nord du centre-bourg avec comme voisinage un tissu résidentiel pavillonnaire

Cet espace est situé en zone UL sans prescriptions particulières, seule la partie Nord du secteur Mariano est concerné par un linéaire de protection du bocage.

L'objectif de cette modification est de permettre le développement d'un projet résidentiel sur la partie Nord-Ouest de la zone et d'aménager différents équipements en maintenant les qualités naturelles du site et en permettant à l'espace de rester ouvert à l'ensemble de la population :

- Aire de jeux
- Jardin partagé
- Aire d'accueil de camping-cars.

Pour cela, le zonage évolue en créant une zone 1 AU dédié au développement résidentiel (environ 7200 m²). Le reste de la zone est maintenu en zone UL



Les mesures ERC menée dans le cadre de son projet et son évaluation environnementale ont principalement visé à protéger le cordon boisé au Nord de la zone ainsi que les différents ensembles de massifs arborés en son sein. D'autre part, l'espace se dote d'orientation d'aménagement et programmation permettant d'encadrer au mieux les futurs développements.



En terme d'impacts, les nouveaux développements prévus sur ces emprises auront pour effets d'artificialiser une partie des sols. Du point de vue paysager, le site changera lui aussi de visage, notamment sur sa partie Nord-ouest (développement résidentiel). Le reste de la zone devrait être impactée à minima à l'exception des surfaces allouées à l'aire de camping-car qui verra des aménagements de revêtements semi-perméables.

a) Articulation avec les objectifs du SCoT

Orientations	Objectif	Argumentaire de compatibilité
Densifier le tissu urbain existant	Dans les communes littorales et non littorales, l'ouverture à l'urbanisation des nouvelles zones sera conditionnée à l'utilisation préalable ou concomitante des disponibilités foncières localisées dans le tissu urbain existant, à l'intérieur de l'enveloppe urbaine que les documents d'urbanisme locaux préciseront. Ainsi, les capacités d'urbanisation seront améliorées ou rendues possibles, en priorité dans (...) : <ul style="list-style-type: none"> les espaces non bâtis entourés de parcelles déjà construites ou constructibles, dits « dents creuses » ; les espaces déjà bâtis mais présentant un potentiel de densification ; les espaces enclavés ou semi enclavés sans enjeux agricole productif. 	L'ancien camping répond aux critères des espaces déjà artificialisés.
L'accueil des camping-cars	Afin de limiter l'impact visuel de fortes concentrations de véhicules ou de stationnements anarchiques, et de réduire l'utilisation des camping-cars pour les petits déplacements, il s'agira : <ul style="list-style-type: none"> d'organiser les conditions d'accueil des campings-caristes par le biais de parkings adaptés de petite taille, et d'une signalisation indiquant les sites dédiés, notamment les campings équipés pour l'accueil des camping-cars ; de prévoir l'intégration urbaine et paysagère des parkings aménagés ; d'intégrer ces sites d'accueil dans un réseau de déplacements doux (piéton/vélo) pour contribuer à la limitation des déplacements en camping-car sur des courtes distances. La réalisation d'un schéma d'accueil des camping-cars à l'échelle ouest Comouaille est par ailleurs encouragée, précisant les besoins en stationnement mais aussi en services (bornes, recueil des eaux noires/grises, tri sélectif). 	Le secteur Mariano est situé proche de l'ancienne voie ferrée et des commodités du bourg. De plus, son emplacement est peu visible depuis l'extérieur ce qui en fait un espace privilégié pour cette fonction de stationnement
Trame verte et bleue	préserver la qualité des lisières forestières en ménageant des espaces « tampons » non bâtis assurant la transition avec les espaces urbains proches. Ces espaces seront, si possible, à dominante prairiale ou de plantations rases afin de conserver l'effet de lisière ;	Le caractère arboré du site et sa proximité à un corridor écologique secondaire et sa position en frange urbaine du bourg imposent d'envisager un maintien de cette trame verte pour des raisons écologiques et paysagères

b) Explication des choix retenus

L'intérêt majeur du terrain concerné est qu'il appartient à la mairie.

- **Les choix de programmation** : Le développement résidentiel prévu sur cette zone ne concerne donc que 7137 m² sur le 2,4 ha limitant ainsi l'artificialisation des sols. Le maintien des terrains de tennis, la programmation d'un parc de jeux ainsi que d'un espace dédié aux jardins partagés vont dans le sens du maintien d'une ouverture de ce site au public. La création d'une aire de camping-cars répond à une demande croissante sur le territoire.
- **Le parti d'aménager** : Le parti d'aménager sur le secteur Mariano s'inscrit dans une volonté de maintenir au mieux les qualités paysagères et écologiques du site. En ce sens, le secteur qui est maintenu en zone UL bénéficiera d'aménagements qui impacteront à minima la couverture végétale du site. D'autre part, le talus boisé au Nord a été rebasculer en zone naturelle du fait des fortes pentes inexploitable. Sur ce linéaire, la prescription de protection des boisements est maintenue.

2.2 Point n°2 : évolution de zonage des secteurs « Ad » sur Stang ar Bacol

Au Nord du hameau de Stang ar Bacol, plusieurs zones portant l'appellation « Ad » correspondent à d'anciennes zones de dépôt et/ou de carrières :

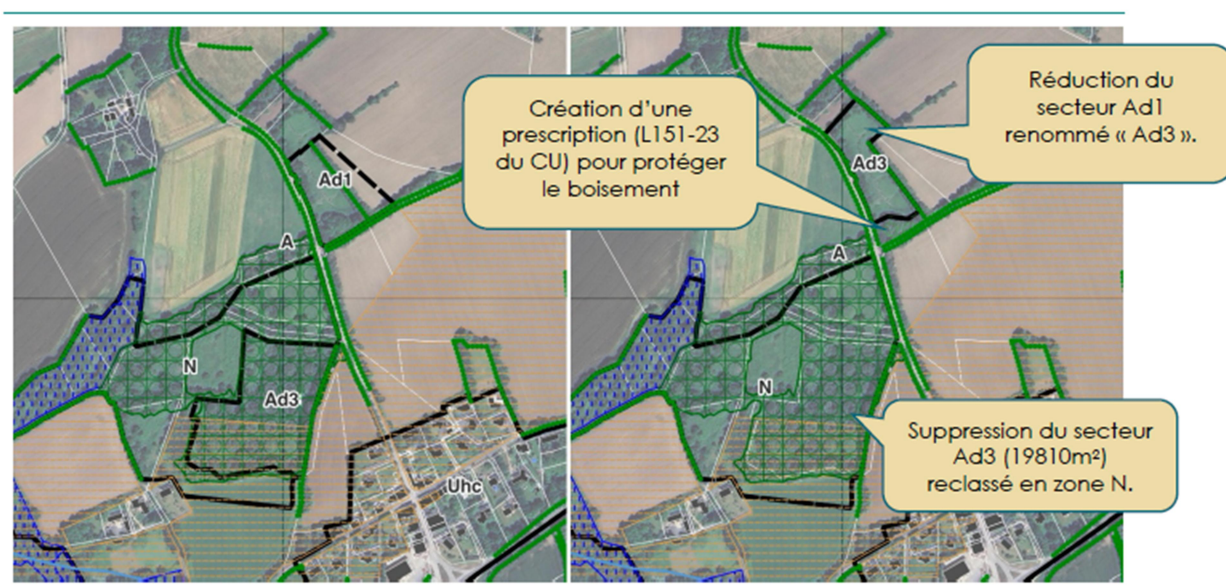
- La zone Ad1 correspondant à une ancienne décharge de matériaux inertes. Aujourd'hui, cette zone a un découpage peu pertinent au regard de la réalité. En effet il englobe des espaces cultivés et omet la partie Nord de l'ancien lieu de dépôt
- La zone Ad3 correspondant à une ancienne carrière est aujourd'hui un espace naturel qui prend part à un corridor écologique. Par ailleurs, cette surface est protégée par un espace boisé classé ce qui rend impossible toute volonté de l'exploiter à nouveau dans le cadre du PLU actuel.



Tenant compte d'un besoin local de stockage de matériaux inertes, la zone Ad1 (8713 m²), où ces dépôts ne sont pas autorisés actuellement ; est transformée en Ad3 (qui elle permet les dépôts). En parallèle, la zone Ad3 de 1,98 ha est supprimée et reclassée en zone N afin de sanctuariser cet espace dont les composantes écologiques et paysagères apparaissent plus pertinentes à protéger.

avant

après



Ainsi la mention Ad1 est supprimée dans le règlement.

La nouvelle zone Ad3 est donc redécoupée pour correspondre à l'ancienne zone de dépôt (7220 m²). En surface cette nouvelle zone est réduite par rapport à l'ancienne de plus de 1000 m². En matière de mesure de réduction, un bosquet d'arbres situé à l'extrémité de cette zone a été reclassé en « A » et protégé par une prescription au titre de l'article R151-23 du Code de l'urbanisme.

a) Articulation avec les objectifs du SCoT

<i>Orientation</i>	<i>Objectif</i>	<i>Argumentaire de compatibilité</i>
Optimiser la gestion des déchets	Implantation d'une installation de stockage des déchets inertes afin de répondre à une demande du territoire	Une relocalisation des infrastructures de stockage de déchets inertes sur la commune de Plonéour-Lanvern se justifie dans la mesure où la commune concentre une part importante des projets du territoire.

		Elle éviterait aux entreprises de mener des transports de matériaux sur des sites plus éloignés engendrant des surcoûts en matière de transport.
--	--	--

b) Explication des choix retenus

Cette modification de zonage s'inscrit dans une recherche d'optimisation des espaces alloués au dépôt de matières inerte :

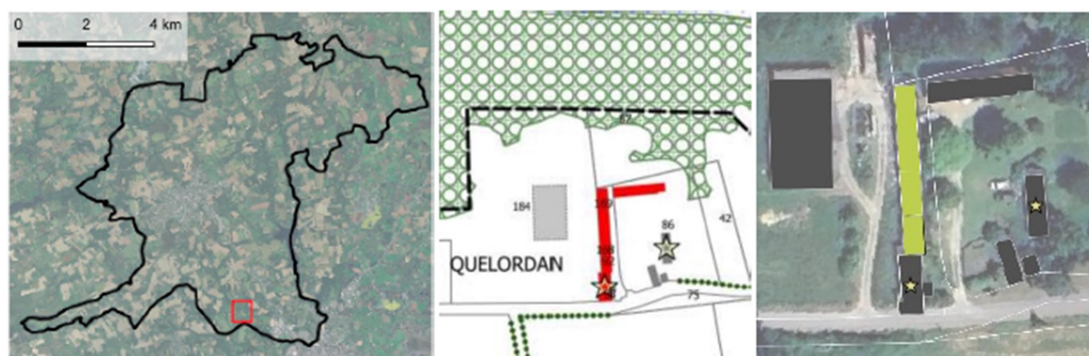
- **La zone Ad3** se révélant plus intéressante d'un point de vue de son milieu, sa moindre accessibilité, ses protections actuelles et de sa position par rapport au corridor écologique attenant, son reclassement en zone naturelle apparaît évident.
- **La zone Ad1** comporte des composantes écologiques moins intéressantes. Elle est essentiellement occupée par d'anciens tas de remblais colonisés par des ronciers. Le choix a donc été retenu de reconsidérer sa fonction pour permettre de nouveaux remblais. De la même manière, sa surface est revue à la baisse en tenant compte des limites de l'ancien espace de dépôt soit 1220 m². A ce titre, le bosquet présent au Sud-Ouest est retiré du zonage et protégé par une prescription pour garantir sa pérennité.

2.3 Point n°3 : Changements de destination

Pour faire suite à des demandes de particuliers, cinq bâtiments, tous situés en zone A, ont été sélectionnés en vue de permettre leur changement de destination sur les hameaux de Kergambae Vras, Crénat Vras, Trégalet et Quélordan. Cette sélection s'est appuyée sur :

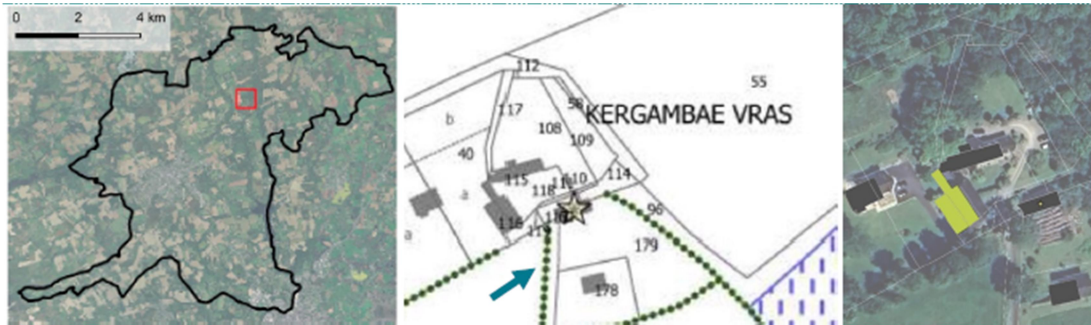
- L'environnement immédiat et notamment le critère de non-réciprocité avec les bâtiments agricoles alentours ;
- de la surface et la qualité du bâti notamment sur le caractère patrimonial ;
- la surface des bâtis (+ de 60 m²) ;
- les possibilités de desserte en réseaux.

2.3.1 Querlordan



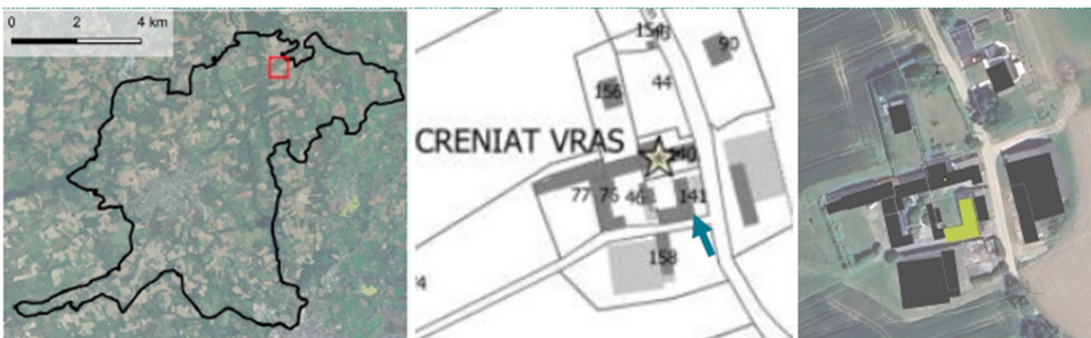
Les parcelles concernées sont YV0168, YV0169, YV0092 pour une surface de bâti de 345 m², ce bâtiment sert aujourd'hui de remise et d'espace de stockage. Deux bâtiments sont déjà étoilés sur ce secteur.

2.3.2 Kergambae Vras



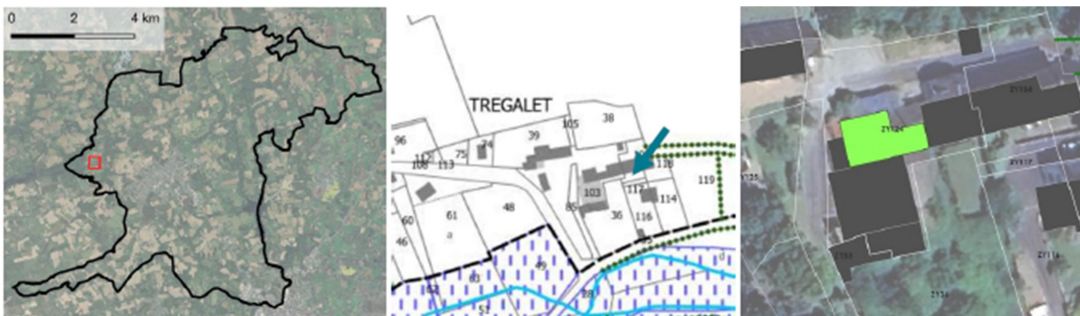
Les parcelles concernées sont Zn0115 et ZN0116 pour une surface de bâti dans la partie Ouest : 92 m² et la partie Est : 122 m². Ce bâtiment sert aujourd'hui de remise et d'espace de stockage.

2.3.3 Créniat Vras



La parcelle concernée est la ZM0141 d'une surface de 100 mé. Le bâtiment sert actuellement de remise.

2.3.4 Trégalet



La parcelle concernée est la ZY0124 pour une surface de bâti de 113 m². Le bâtiment sert actuellement de remise.

a) Les impacts

Les impacts potentiels de ces changements de destination sont limités à une hausse des consommations d'eau et d'énergie liée à la création de nouveaux logements. Les environnements présents autour des constructions sont essentiellement composés d'espaces domestiqués : jardins, cours, espaces de remise.

D'un point de vue paysager, les impacts sont positifs dans la mesure où ces bâtiments sont dans des états parfois précaires. Au regard des différentes analyses liées aux sites de ces bâtiments, aucune mesure de réduction, d'évitement ou de compensation n'a été envisagée sur ce volet de la modification du PLU.

b) Articulation avec les objectifs du SCoT

Orientation	Objectif	Argumentaire de compatibilité
ENCOURAGER LE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES PRIMAIRES	<p>(...) les bâtiments situés en zone agricole mais ayant perdu leur vocation et désignés par les documents d'urbanisme locaux, pourront être autorisés à changer de destination, dans les conditions fixées par l'article L.123-3-1 du Code de l'urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les bâtiments doivent présenter un intérêt architectural ou patrimonial que le changement de destination permettra de préserver, qui devra être justifié par le document d'urbanisme inférieur ; - le changement de destination ne doit pas compromettre l'exploitation agricole : il conviendra là aussi d'analyser les impacts potentiels comme pour une ouverture à l'urbanisation. 	Les critères identifiés dans le DOO sont pris en compte dans cette étude pour valider l'éligibilité des bâtiment pouvant faire l'objet d'un changement de destination.

c) Explication des choix retenus

L'analyse des bâtiments a consisté à tenir compte des critères d'éligibilité de la CDPENAF à savoir :

- Leur patrimonialité et leurs caractéristiques architecturales ;
- Leur surface au sol supérieur à 60 m² ;
- Leur proximité par rapport aux constructions voisines et aux réseaux ;
- Leur distance par rapport aux chefs d'exploitation.

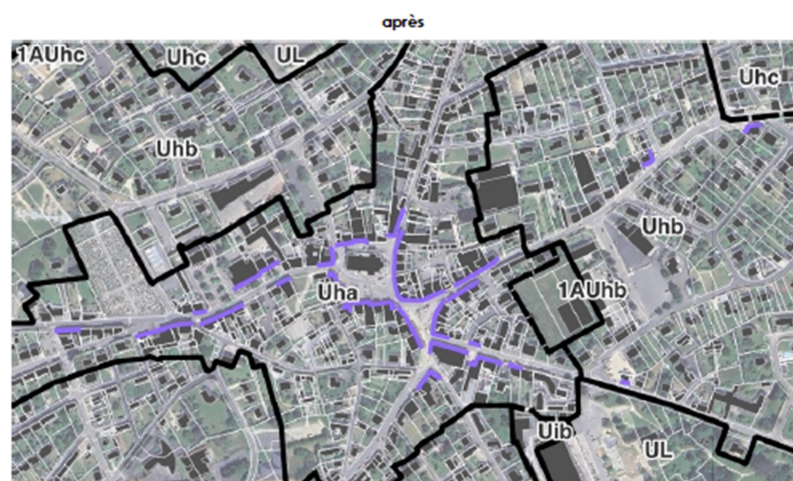
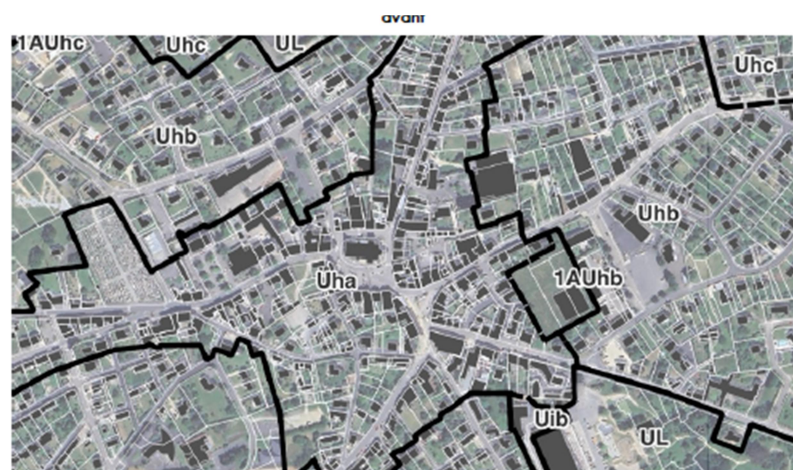
2.4 Point n°4 : Prescription de protection des linéaires commerciaux

Ce volet de la modification s'inscrit dans une volonté de préserver les rez-de-chaussée commerciaux dans le centre-bourg. Le secteur concerné par cette évolution est situé dans les zones UHa et UHb de l'actuel PLU.

C'est un espace qui se distingue par sa densité bâtie et la diversité de ses fonctions présentes : habitats, restauration, commerces, services et équipements publics.

Cette disposition avait été omise lors de la révision du PLU. Cette prescription linéaire a été mise en place sur les commerces existants mais aussi sur les linéaires d'enseigne aujourd'hui fermés.

a) Evolution du règlement graphique



Ajout de la légende :

— Linéaires de protection des rez-de-chaussée commerciaux au titre de l'article L151-16 du code de l'urbanisme.

b) Evolution du règlement graphique

Modification de l'article 11 des dispositions générales :

Avant

ARTICLE 11 - LE PERIMETRE DE DIVERSITE ET DE CENTRALITE COMMERCIALE :

En dehors du périmètre de diversité et de centralité commerciale (article L.151-16 du code de l'urbanisme) et des zones d'activités commerciales identifiées par le SCoT Ouest Cornouaille (ZACOM), l'implantation de commerce de détails et de proximité – à l'exception des activités de vente à domicile et de services - est interdite.

- Le commerce de détail est compris comme lieu d'acquisition de biens de consommation, d'équipements du foyer ou de prestations dans un format adapté à la consommation d'un individu ou d'un ménage que la transaction financière soit réalisée sur site ou de manière dématérialisée.

En dehors des périmètres de centralité et de diversité commerciale, la commercialité du bâti restera acquise à surface de plancher équivalente (même en cas de déclaration de travaux ou de permis de construire) sous condition de non-changement d'activité. Une extension mesurée des commerces existants pourra être autorisée dans la limite de 30% de la surface de plancher initiale.

Après

ARTICLE 11 - LE PERIMETRE DE DIVERSITE ET DE CENTRALITE COMMERCIALE ET PROTECTION DES REZ-DE-CHAUSSEE COMMERCIAUX :

En dehors du périmètre de diversité et de centralité commerciale (article L.151-16 du code de l'urbanisme) et des zones d'activités commerciales identifiées par le SCoT Ouest Cornouaille (ZACOM), l'implantation de commerce de détails et de proximité – à l'exception des activités de vente à domicile et de services - est interdite.

• Le commerce de détail est compris comme lieu d'acquisition de biens de consommation, d'équipements du foyer ou de prestations dans un format adapté à la consommation d'un individu ou d'un ménage que la transaction financière soit réalisée sur site ou de manière dématérialisée.

En dehors des périmètres de centralité et de diversité commerciale, la commercialité du bâti restera acquise à surface de plancher équivalente (même en cas de déclaration de travaux ou de permis de construire) sous condition de non-changement d'activité. Une extension mesurée des commerces existants pourra être autorisée dans la limite de 30% de la surface de plancher initiale.

Sur le linéaire de protection repéré au titre de l'article L151-16 du CU, le changement de destination des locaux commerciaux ou d'activités n'est autorisé que vers les destinations et sous-destinations suivantes : artisanat et commerce de détail, restauration, activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle, équipements d'intérêt collectif et services publics.

Ces dispositions s'appliquent au rez-de-chaussée des constructions ayant une façade sur la voie concernée par le linéaire. Toutefois ne sont pas comprises les parties communes des constructions nécessaires à leur fonctionnement telles que hall d'entrée, cage d'escalier et accès aux étages, accès au stationnement souterrain, locaux techniques ou de gardiennage.

c) Articulation avec les objectifs du SCoT

Orientation	Objectifs	Argumentaire de compatibilité
STRUCTURER LE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL	<p>préserver la vitalité des centres-villes et des bourgs, au service de la proximité ;</p> <p>maintenir et développer les activités commerciales répondant aux besoins quotidiens dans les zones rurales, les petites villes et les quartiers en tenant compte des flux résidentiels secondaires et touristiques ;</p>	<p>En protégeant les linéaires commerciaux du bourg, le PLU s'inscrit pleinement dans les objectifs énoncés par le SCoT</p>

d) Explication des choix retenus

Le tracé des linéaires de prescription a été dessiné en tenant compte des établissements actifs sur le centre-bourg ainsi qu'en intégrant des bas d'immeubles commerciaux fermés amis qui conservent leur vitrine et une devanture compatible à l'installation d'une nouvelle activité.

2.5 Point n°5 : Evolution du règlement sur les implantations en limites séparatives, les clôtures et les stationnements

Cette partie concerne l'évolution du contenu du règlement du PLU :

- Une harmonisation des règles d'implantation des annexes en zone A : 3 mètres (au lieu de 2 mètres) ou alignement.
- Pour les zones UH, l'ajout d'un paragraphe pour assurer l'ensoleillement et la qualité d'éclairage dans le cas d'une implantation d'un bâti en limite séparative.
- Pour les clôtures, une refonte du tableau de règle des clôtures en zone UH. L'objectif est d'harmoniser les règles et de définir le principe de claire-voie en limite d'espace public.
- Pour les stationnements, la modification consiste à adapter le nombre de stationnement demandé en fonction de la taille des nouveaux logements. En zone UHa, la règle concernant les stationnements d'habitat individuel est rendue moins contraignante afin de favoriser les projets dans le centre-bourg.

Ces différentes modifications du règlement n'ont pas d'impacts négatifs sur l'environnement. A l'inverse, les impacts sur le cadre de vie et le paysage peuvent potentiellement être positifs à l'instar du paysage de la rue

(clôture), de meilleures conditions (règles d'ensoleillement), ou de moindre artificialisation des sols (stationnement).

a) Articulation avec les objectifs du SCoT

Ces évolutions de règles mineures n'ont pas d'impact vis-à-vis des orientations générales du SCoT.

b) Explication des choix retenus

Evolutions des règles sur les constructions en limite séparative :

- En zone agricole, la modification de la règle se justifie par une volonté d'harmonisation.
- En zone urbaine, l'ajout d'un paragraphe vise à mieux encadrer le développement d'extensions et d'annexes par rapport au cadre de vie du voisinage. Il appuie notamment sur nécessité d'un respect de l'ensoleillement des parcelles voisines.

Evolution des règles sur les clôtures :

L'évolution portée au tableau des règles de clôtures a pour but de faciliter sa lecture et son utilisation d'une part, et de garantir l'aménagement d'interfaces harmonieuses avec l'espace public d'autre part. Pour ce faire, le nouveau tableau évite des murs trop hauts et impose un dispositif de claire-voie.

Evolution des règles sur le stationnement :

L'évolution des règles de stationnement vise à favoriser les projets de densification en tenant compte de nouvelles réalités socio démographiques. De cette manière, la création de petits logements s'accompagne d'obligations de nombre de stationnement plus adapté.

3 Révision allégée n°1 du PLU : Kériforn

3.1 Localisation et contexte

La procédure porte sur le secteur de Kériforn, situé en périphérie sud du bourg, en interface directe avec les espaces agricoles. Il est composé d'ensembles résidentiels de faible densité, à proximité d'un ensemble d'équipements sportifs plus au Nord.



un secteur situé entre les plateaux sportifs et un ensemble résidentiel peu dense

3.2 Le projet

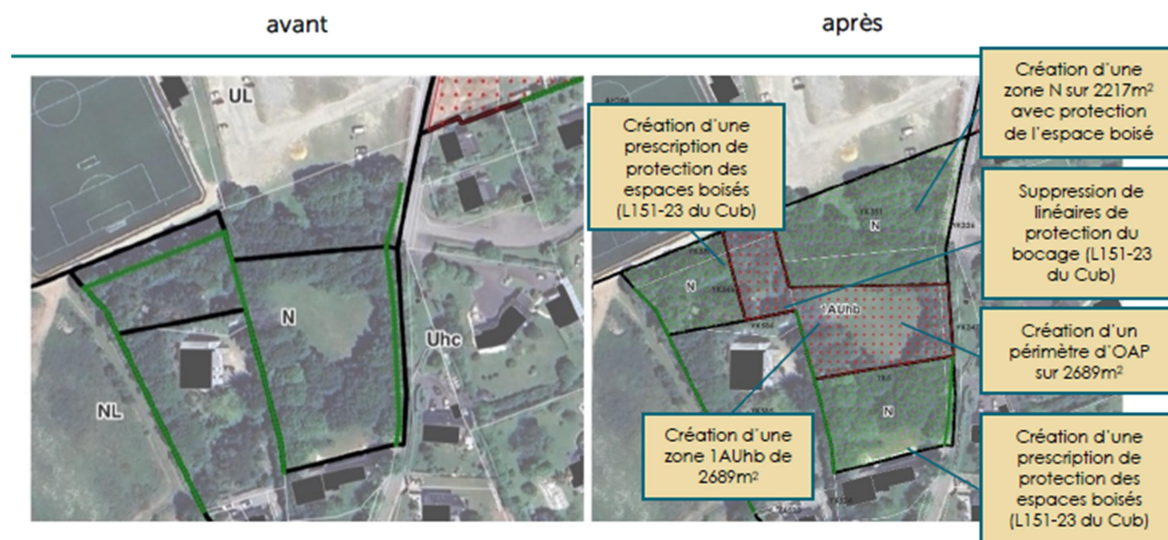
L'objectif est de requalifier une zone naturelle (N) pour y permettre un développement résidentiel limité tout en préservant les qualités écologiques et paysagères.

Le projet reste cohérent avec le PADD, qui privilégie les développements à proximité des commodités du centre-bourg. La procédure allégée est utilisée conformément au Code de l'Urbanisme, car elle concerne une réduction d'espace naturel sans compromettre les orientations stratégiques du PLU.

Les modifications proposées prévoient la transformation d'environ 4600 m² de zone N en zone à urbaniser (1AUh). Une partie restera protégée en zone N. Les boisements situés en dehors de la zone 1AUh feront l'objet d'une protection au titre de l'article R151-23 du CU.

3.3 Evolution des pièces réglementaires

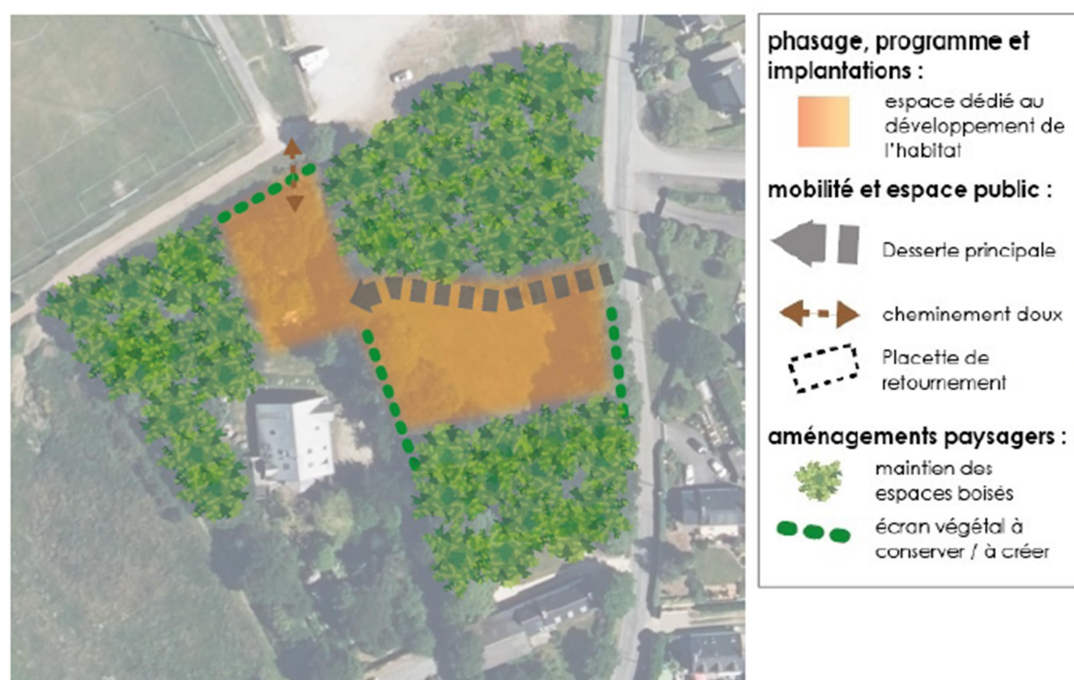
1. Evolution du règlement graphique



2. Création d'orientations d'aménagement et d'orientation

Des OAP sont définies sur ce secteur pour encadrer les futurs aménagements :

- Un accès principal depuis la rue de Kériforn avec une ruelle semi-perméable.
- Une programmation de 5 logements répartis en deux sous-secteurs (4 à l'Est et 1 à l'Ouest).
- La création de cheminements piétons sécurisés.
- La conservation et le remplacement des arbres abattus.



3.4 Les impacts

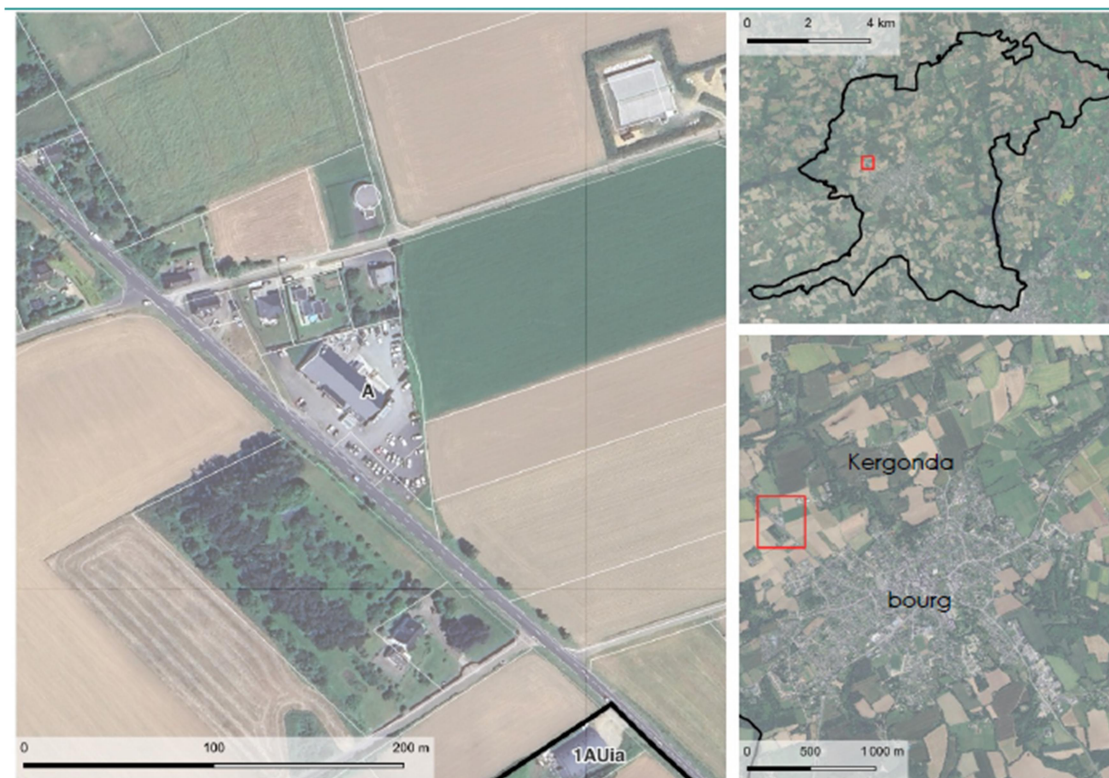
Dans la mesure où cet espace est initialement à dominante naturelle avec des qualités de site, notamment à travers les boisements, les impacts potentiels principalement relevés sont ceux de la destruction des sols par artificialisation.

- Points positifs : Intégration des impacts environnementaux, proximité des réseaux urbains, et respect des continuités écologiques notamment des boisements périphériques.
- Impacts faibles à modérés : Sur l'artificialisation des sols, les paysages et la gestion des eaux pluviales.
- Mesures ERC : Maintien des arbres, limitation de l'artificialisation des sols, et renforcement des protections paysagères.

4 Révision allégée n°2 du PLU : Route de Tréogat

4.1 Contexte et état initial

Le site concerné se trouve dans une zone agricole (A) à proximité du hameau de Kergonda et à environ 350 m de l'entrée Nord-Ouest du bourg de Plonéour-Lanvern. Le garage Citroën existe depuis les années 1970 et constitue une activité économique isolée au sein de l'espace agricole. L'emprise concernée est déjà pratiquement artificialisée.



localisation du secteur route de Tréogat

4.2 Projet et évolution règlementaire

Le garage Citroën a connu récemment des travaux de rénovation qui ont permis une amélioration de son aspect extérieur. Dans la continuité de ces améliorations, le projet vise à permettre l'extension du garage existant, qui comprend un atelier de mécanique et un espace » d'exposition et de vente de véhicules. Pour

ce faire il est proposé de réduire la zone agricole (A) au profit d'un Secteur de Taille et de Capacités Limitées (STECAL) sur une surface de 5445 m².

Cette modification permettrait à l'activité existante de s'agrandir dans des proportions raisonnables, alors que le règlement actuel de la zone A ne permet pas d'extension au-delà d'une surface de 250 m².



détail des évolutions du règlement graphique

4.3 Les impacts sur l'environnement

Au regard du projet d'extension, la création du STECAL ne devrait pas engendrer d'impacts notoire sur l'environnement dans la mesure où la parcelle concernée est déjà fortement artificialisée. Les évolutions règlementaires ne devraient pas engendrer de destruction de milieu naturel ou de consommation d'espace de production agricole. La gestion des eaux ne devrait, elle non plus, pas connaître de dégradation. Seule la thématique sur le paysage apparaît la plus prégnante. En effet, l'éventuelle extension projetée sera visible dans l'espace rural. Pour autant, elle restera accolée au bâtiment et ne devrait pas modifier profondément les panoramas alentours.

4.4 Les mesures ERC

Aucune mesure d'évitement, de réduction ou de compensation n'a été prise dans le processus de ce projet.

4.5 Articulation avec les objectifs du SCoT

Orientations	Objectif	Argumentaire de compatibilité
STRUCTURER LE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL : Le maintien et le retour des commerces en centralité pour limiter l'étalement urbain, réduire les déplacements, répondre au vieillissement de la population et rendre les centres plus attractifs seront favorisés.	Dans ce chapitre, le SCoT précise que certains commerces ne sont pas concernés notamment les concessionnaires automobiles	Le développement d'une activité de garage automobile et concessionnaire reste compatible avec le SCoT dans la mesure où l'activité trouverait plus difficilement sa place dans une centralité du fait des risques de nuisances et conflits d'usages potentiels.

5 Révision allégée n°3 du PLU : Kervahut

5.1 Contexte et état initial

Kervahut est un hameau situé à l'Est du territoire communal de Plonéour-Lanvern, sur les abords de la retenue d'eau du Moulin Neuf. Le hameau se compose de cinq longères et bâtis en pierre, ainsi que deux bâtiments agricoles plus récents (hangar, porcherie). La partie est du hameau est constituée d'anciens bâtis aujourd'hui réhabilités en habitations.

Kervahut s'inscrit dans un paysage remarquable, en interface avec la retenue d'eau du Moulin Neuf. Le secteur se situe en léger surplomb du plan d'eau, créant une co-visibilité depuis le sentier qui longe la rive. Les abords des constructions sont agrémentés d'arbres, d'alignements bocagers et de plantations d'ornement qui participent à structurer le paysage.

Kervahut se situe à proximité d'une réserve d'eau (la retenue du Moulin Neuf) qui joue un rôle important pour l'alimentation en eau potable du territoire et sert également de réservoir de biodiversité. Au niveau du SCoT et du PLU, cette zone est localisée dans un corridor écologique.



Vue du hameau depuis le Sud-Ouest

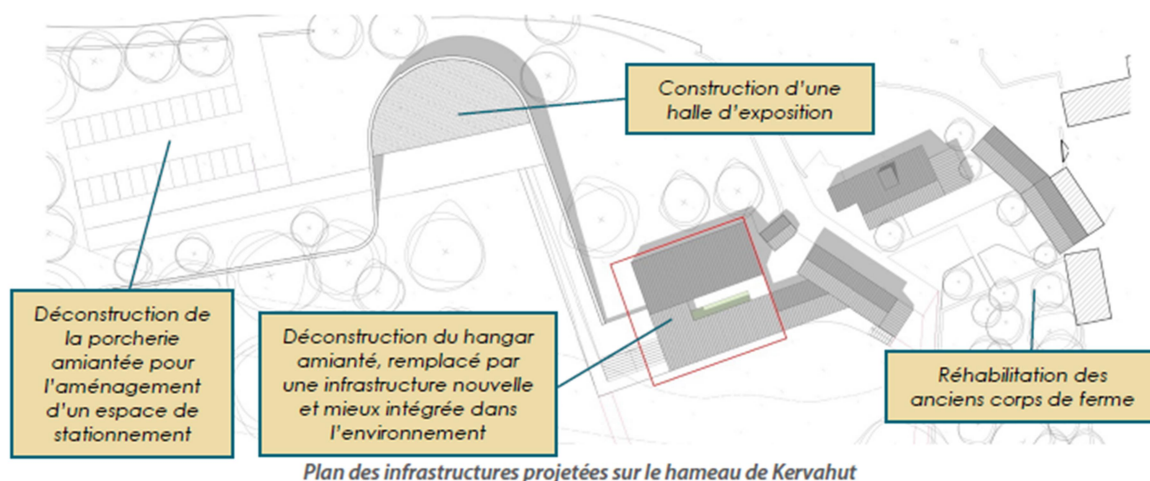


Localisation du hameau de Kervahut

5.2 Projet et évolution règlementaire

L'ensemble des bâtiments du hameau est désormais la propriété du fond de dotation « Kervahut ». Le lieu a vocation à devenir un centre d'art contemporain comprenant un espace d'exposition et d'entreposage d'oeuvres d'art, ainsi qu'une résidence d'accueil pour les artistes avec des équipements de restauration. Ce projet de transformation du hameau de Kervahut s'inscrit dans une démarche de développement touristique et culturel de la commune, tout en cherchant à préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti et naturel existant. Plusieurs types de travaux sont projetés.

- Réhabiliter des bâtiments délabrés
- Déconstruire des bâtiments amiantés
- Mettre en valeur les espaces entre le hameau et la retenue d'eau



1) Evolution du règlement graphique



détail des évolutions du règlement graphique

Le projet nécessite une révision allégée du PLU de Plonéour-Lanvern, impliquant la réduction d'une zone N au bénéfice de nouveaux droits à construire par la création d'un Secteur de Taille et de Capacité Limitées (STECAL) prévue pour encadrer les nouveaux aménagements.

Ce nouveau secteur représente une surface de 1,05. Il couvre des zones bâties (ancien corps de ferme, hangar, porcherie) ainsi que certains espaces non bâtis prévus pour des aménagements extérieurs (stationnements, infrastructures de gestion des eaux (eaux usées, eaux pluviales)).

Les règles de construction sur ce STECAL correspondent aux besoins du projet (surface bâtie totale de 1800 m², hauteur des bâtiments limitée à 12 mètres).

1) Evolutions du règlement écrit

Les dispositions sont ajoutées au règlement écrit de la zone A pour encadrer le développement du STECAL :

Définition des sous-secteurs de la zone agricole (page 93)

Ajout d'un paragraphe :

Secteur At : secteur de taille et de capacité limitées du hameau de Kervahut. Cette zone a vocation à permettre le développement d'infrastructures à vocation culturelle.

A-Article I-2 : Destinations, sous-destinations, usages et affectations des sols soumis à des conditions particulières (R.151-33 du CU) (page 96)

Ajout d'un paragraphe :

8. Uniquement en secteur At sont admises les constructions correspondantes aux sous-destinations « salles d'art et de spectacle, hébergement et restauration ». La surface bâtie sur l'ensemble de la zone ne dépassera pas 1800 m² d'emprise au sol.

A-Article II-1 : Volumétrie et implantation des constructions (R.151-39 du CU)

A-II-1-a-Hauteur des constructions (L.151-18 du CU) (page 97) :

Ajout d'un paragraphe :

En zone At, la hauteur maximale des constructions autorisées est limitée à 12 mètres au point le plus haut de la construction.

A-II-1-e- Emprise au sol des constructions (page 98) :

Ajout d'un paragraphe :

En zone At uniquement, l'emprise au sol maximale de l'ensemble des constructions est limitée à 1800 m².

5.3 Les impacts sur l'environnement

Les impacts potentiels du futur projet sur le hameau de Kervahut sont principalement l'augmentation des surfaces artificialisées à travers l'aménagement du parking et les nouvelles constructions envisagées.

Sur la thématique de l'eau, on note une probable augmentation de la consommation d'eau selon le niveau de fréquentation du site et un risque potentiel pour la qualité de la ressource en eau dû à la proximité de la réserve du Moulin Neuf. Il y aura inévitablement une production d'eaux usées qui devra être gérée sur site par absence de réseau de collecte. Enfin, l'écoulement des eaux de surface sera aussi impacté par l'artificialisation des sols.

Du point de vue des paysages, le site aménagé devrait améliorer le paysage des abords de l'étang suite à la réhabilitation du hameau et aux nouvelles infrastructures plus esthétiques.

L'éloignement du site aux centres urbains engendrera une augmentation des flux automobiles pour se rendre sur place. Les augmentations de consommations énergétiques liées aux nouveaux usages projetés sont aussi à noter.

Cette nouvelle activité devrait engendrer une augmentation de la production de déchets avec peut-être la nécessité de revoir les capacités des points de collecte les plus proches.

Du point de vue du cadre de vie, il pourrait y avoir une hausse ponctuelle des nuisances sonores en fonction de l'affluence de fréquentation du site.

Situé proche de zones cultivées le risque de conflit d'usage entre la future activité et les pratiques agricoles environnantes est aussi relevé.

La situation du lieu en contact avec un corridor écologique peut avoir des répercussions sur la qualité des milieux, notamment aquatiques. En effet, l'étang est un reposoir pour l'avifaune.

5.4 Les mesures ERC

Le projet vise à s'inscrire dans une démarche de moindre impact environnemental. Des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation (ERC) sont proposées pour minimiser ces impacts potentiels, comme l'imposition de règles de perméabilité pour les espaces de stationnement, la mise aux normes des installations d'assainissement, et le développement d'énergies renouvelables (solaire) lors de la réhabilitation.

5.5 Articulation avec les objectifs du SCoT

Le SCoT identifie Plonéour-Lanvern comme un territoire structurant à l'échelle de l'Ouest Cornouaille. Cela lui confère notamment de plus importantes possibilités en termes de développement. D'un point de vue économique, le projet s'inscrit au contact d'une zone agricole. Le hameau en lui-même est composé d'anciens bâtiments agricoles d'élevage qui ne sont plus aux normes. La proximité du plan d'eau protégé rend très compliqué la remise en service de telles infrastructures.

Aussi dans le cadre de la protection de l'activité agricole, le SCoT définit des possibilités de diversifications. Il n'apporte pas de réelles clés de lecture quant à des projets comme celui présenté ici. Il convient néanmoins de porter une vigilance sur le risque de conflit d'usage que pourrait constituer cette future activité par rapport aux pratiques agricoles.

6 Révision allégée du PLU : Le Hellès

6.1 Contexte et état initial

Classé en zone agricole depuis la révision du PLU de 2022, le hameau du Hellès est situé au Sud-Est du bourg de Plonéour-Lanvern, à proximité de la zone d'activités économique de Kerlavar. Il est composé d'une douzaine d'habitations, avec une partie Est principalement constituée d'anciens bâtiments agricoles (corps de ferme) et une partie Ouest déjà urbanisée de pavillons plus récents. Le hameau est proche de l'entrée du bourg, à environ 300 mètres d'un arrêt de bus sur la départementale n°2 reliant Plonéour-Lanvern à Pont-l'Abbé.



Localisation du hameau du Hellès

Sur le thème de l'eau, le hameau ne révèle pas de proximité immédiate de cours d'eau ou de zone humide. Le secteur est desservi par le réseau d'eau potable mais ne bénéficie pas d'un réseau de collecte des eaux usées ni d'un réseau de collecte des eaux pluviales.

Du point de vue des paysages le Hellès se situe dans un espace rural. Il est ceinturé d'un bocage de qualité à préserver. A l'Ouest, le paysage est marqué par la proximité de la zone d'activités avec ses hangars et espaces de stockage. A l'Est, le hameau reste discret dans le grand paysage, entouré d'une ceinture arborée qui réduit l'impact visuel du bâti.



Vue aérienne du hameau depuis le Sud-Est

Sur le thème de la trame verte et bleue, le Hellès est situé non loin d'un petit réservoir considéré comme « secondaire ». Pour autant, il n'est pas en contact direct. Au Nord et au Sud du hameau ; deux corridors majeurs marquent une connexion avec la réserve d'eau du Moulin Neuf. Ceci étant, le hameau se situe en dehors des grandes continuités identifiées dans le SCoT et le PLU.

6.2 Projet et évolution règlementaire

La municipalité souhaite permettre un développement maîtrisé de ce hameau en mobilisant les dents creuses existantes au sein du tissu urbain. Pour cela, la création d'un STECAL « Ah » (à vocation d'habitat) est retenue sur une surface de 2,34 ha. Les limites de ce zonage viennent s'appuyer sur les limites bâties du hameau.

Evolution du règlement graphique

avant

après



6.3 Les impacts sur l'environnement


Les principaux impacts sur l'environnement liés au projet de développement du hameau du Hellès sont le risque de destruction des sols vivants par artificialisation et une imperméabilisation conduisant à une augmentation des écoulements de surface. A préciser qu'aucune zone humide ou cours d'eau ne devraient être impactés directement. L'augmentation du nombre d'habitations devrait engendrer une hausse du trafic routier, des consommations d'eau, de déchets et d'énergie mais de manière mesurée au regard du nombre d'habitations possibles. Il n'y aurait pas dans ce cas-là de perte d'espace productif agricole ni de risque de conflit d'usage avec des agriculteurs.

La création du STECAL engendrera une modification potentielle du paysage du hameau selon la nature des constructions. Cet impact est à nuancer car le hameau est protégé par des écrans végétaux. L'impact paysager sera plus marqué sur la frange Ouest. La trame verte et bleue ne devrait pas être réellement impactée, le Hellès étant situé en léger écart d'un petit réservoir considéré comme « secondaire ».

6.4 Les mesures ERC

Le découpage du hameau a été revu à la baisse puisqu'au départ, il reprenait le zonage de la zone UH de l'ancien PLU. Cette mesure a permis de réduire d'environ 1,35 hectare les droits à construire. Les possibilités de développement sont essentiellement en densification avec un potentiel de 11 logements à produire sur une base de 17 logements/ha.

6.5 Articulation avec les objectifs du SCoT

Orientations	Objectif	Argumentaire de compatibilité
URBANISER EN CONTINUITE DU TISSU URBAIN EXISTANT	L'extension de l'urbanisation lorsqu'elle est nécessaire, doit se faire en continuité, c'est à dire à proximité immédiate et en cohérence avec l'urbanisation existante (...)	Ce développement se situe en continuité directe avec la trame du bourg
GÉRER LES LISIÈRES ENTRE LES ESPACES URBANISÉS ET LES ESPACES AGRICOLES	Les documents d'urbanisme inférieurs porteront une attention particulière à l'insertion des espaces bâtis dans les paysages ouverts. Ils prévoient des mesures d'intégration des franges des extensions urbaines par des aménagements paysagers pouvant être affectés à des vocations récréatives. Ils s'appuieront, de façon privilégiée, sur les éléments naturels existants pour définir les limites à l'urbanisation (plantations, haies, bosquets, relief, cours d'eau,...).	Le maintien du couvert végétal sur la périphérie de l'emprise vise à garantir une transition paysagère harmonieuse avec l'espace rural. Dans ce cadre, le Hellès bénéficie d'un bocage périphérique à préserver.
PRISE EN COMPTE DE LA TRAME VERTE ET BLEUE		Le Hellès se situe en dehors des grandes continuités identifiées dans le SCoT

7 Bilan de la concertation

Le but de la concertation est de permettre aux habitants, associations locales et de protection de l'environnement et tout autre personne concernée par le projet de modification du PLU de prendre connaissance des évolutions qu'il est projeté d'apporter au PLU, de donner un avis à un stade précoce de la procédure et de formuler des observations sur les évolutions envisagées.

7.1 Modalités de la concertation

Dans la première délibération de prescription prise le 1^{er} juillet 2024, la commune de Plonéour-Lanvern a défini les modalités de concertation à travers différents axes :

- Mise à disposition en Mairie et sur le site internet de la Commune des documents produits pour l'étude
- Mise à disposition d'un registre en Mairie permettant de compiler les remarques et contributions du public
- Mise à disposition d'une adresse mail pour communiquer les remarques et contributions : urbanisme@ploneour-lanvern.fr
- Communication des avancées du projet dans le bulletin communal ou sur les réseaux sociaux de la commune

Cette concertation doit se dérouler pendant toute la durée des procédures d'évolution du PLU.

En date du 4 mars 2025, la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden (CCHPB) ayant désormais la compétence a délibéré sur la poursuite de ces procédures en maintenant les mêmes modalités de concertation. Cette délibération précise que :

« (...) en application des articles L.103-2 à L.103-4 du Code de l'urbanisme, aux dispositions fixées par délibérations du conseil municipal de Plonéour-Lanvern en date du 1^{er} juillet 2024, rappelées ci-dessus. A l'issue de cette concertation, le bilan sera présenté au Conseil Communautaire qui en délibérera et arrêtera les projets. »

7.2 Délibérations et annonces légales

- Les délibérations de prescription du 1er juillet 2024 ont été affichées en mairie de Plonéour-Lanvern pendant une durée de 1 mois et ont fait l'objet d'une annonce légale dans les journaux le Télégramme et Ouest-France le 03 août 2024.
- Suite au transfert de la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme tenant lieu et carte communale » à la CCHPB, la délibération du Conseil Communautaire du 04 mars 2025, actant la reprise des procédures par la Communauté de communes a été affichée pendant une durée d'un mois en mairie de Plonéour-Lanvern, au siège de la CCHPB ainsi que sur le site internet de cette dernière. Cette délibération a fait l'objet d'une annonce légale dans le journal le Télégramme le 07 mars 2025.
- En application des articles L.103-1 et L.103-2 du Code de l'urbanisme, la mise à disposition du dossier au public aux jours et horaires habituels d'ouverture au public de la mairie de Plonéour-Lanvern a été organisée sur une durée totale allant du 2 juillet 2024 au 29 avril 2025.

7.3 Bilan de la concertation

Aucune réunion publique n'a été organisée.

Un bilan de la concertation annexé au dossier d'enquête publique, confirme la mise en œuvre des modalités prévues. A la fin de la concertation pour :

- La modification n°1 du PLU : une contribution a été déposée le 27/03/2025 sur le registre elle concerne à la fois la modification et les 4 révisions allégées. Une autre contribution a été envoyée par mail et pose différentes interrogations au sujet d'un changement de zonage envisagé sur le secteur de Pierre-Marie RIOU, cette ambition a finalement été abandonnée par la mairie.
- La révision allégée n°1, Kériforn : une contribution déposée sur le registre le 27/03/2025 et deux courriers envoyés par courrier à la mairie par la même personne en date du 17/07/2024 et du 04/03/2025.
- La révision allégée n°2, route de Tréogat : la même contribution que précédemment déposée sur le registre de la mairie le 27/03/2025.
- La révision allégée n°3, Kervahut : même contribution déposée sur le registre de la mairie le 27/03/2025 ainsi qu'un courrier envoyée en mairie qui concerne le hameau du Hellès mais fait référence à celui de Kervahut en dénarrant une différence de traitement.
- La révision allégée n°4, hameau du Hellès : contribution déposée sur le registre le 27/03/2025. Un courrier en date du 02/12/2024 qui demande l'extension du futur zonage tel que prévu dans le projet, le maintien du zonage Uhb du hameau du Hellès et l'extension du zonage d'assainissement collectif au hameau du Hellès. Un autre courrier du 18/11/2024 sur le même sujet ainsi qu'un courrier remis à la commissaire enquêtrice lors de l'enquête publique du 31/05 au 02/07/2021 portant sur la révision du PLU de Plonéour-Lanvern.

8 Avis des personnes publiques associées et consultées

8.1 Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) du Finistère

- Sur la modification n°1 du PLU : la CCI approuve la mise en place d'un linéaire de protection des rez-de-chaussée, néanmoins le tracé proposé comporte de nombreuses ruptures linéaires, ce qui nuit à l'efficacité du dispositif. Il serait préférable d'axer les efforts de protections au sein du périmètre de centralité avec un linéaire non discontinu à partir de la place de la République.
- Sur les révisions allégées n°1, 2, 3, et 4 pas de remarques c'est un avis favorable

8.2 SRADET de la région Bretagne

La première modification du SRADET a été approuvée le 14 février 2024, il différencie les trajectoires de réduction de l'artificialisation en fonction des spécificités et des besoins des territoires et identifie en hectares les seuils de consommation maximum. C'est au tour maintenant des SCoT de différencier à leur tour les trajectoires de réduction vers les PLU et PLU-I qui devront les intégrer le 22 février 2028. C'est pourquoi il est demandé aux communes d'anticiper procédant à des ouvertures à l'urbanisation raisonnée.

8.3 Préfecture du Finistère

Un seul avis émis sur le projet de modification n°1 : L'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) réalisée pour le développement résidentiel du secteur de Mariano indique que l'objectif poursuivi sera d'environ 12 logements minimum sur une base de 17 logements par hectare. Cette programmation est en contradiction avec l'intégration de ce secteur dans l'enveloppe urbaine de la commune et les règles de densités déterminées dans le PLU opposable (base de 25 logements par hectare pour le pôle urbain). **Vous devrez justifier que le développement urbain depuis l'approbation du PLU respecte bien les densités moyennes demandées par le SCoT.**

8.4 Syndicat Intercommunaute Ouest Cornouaille Aménagement (SIOCA)

- Sur la modification n°1 du PLU : **avis favorable**
- Sur la révision allégée n°1 du PLU : Kériforn, **avis défavorable** au motif, que le SCoT Ouest Cornouaille indique que l'urbanisation doit être située prioritairement dans l'enveloppe urbaine, et

que l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones est conditionnée à l'utilisation préalable et concomitante des disponibilités foncières localisées dans l'enveloppe urbaine. **L'ouverture à l'urbanisation du secteur de Kériforn, situé en extension d'urbanisation, n'est pas justifiée par une étude sur les disponibilités foncières en enveloppe urbaine.**

- Sur la révision allégée n°2 du PLU : route de Tréogat : **avis favorable**
- Sur la révision allégée n°3 du PLU : Kervahut : **avis favorable assorti des réserves suivantes :**

Au vu de la situation du secteur de Kervahut (réservoir annexe de biodiversité au titre de la Trame Verte et Bleue, proximité directe de la retenue d'eau du Moulin Neuf, elle-même identifiée au SCoT comme une composante majeure de la Trame Verte et Bleue), une vigilance toute particulière sera à apporter à l'intégration environnementale du projet, et à la gestion des eaux pluviales et usées.

- Sur la révision allégée n°4 du PLU : hameau du Hellès : **avis favorable considérant que cette révision est compatible avec les dispositions du SCoT Ouest Cornouaille.**

8.5 Mission Régionale d'Autorité environnementale de Bretagne (MRAe)

- Sur la modification n°1 du PLU : Le 25 juin 2025 la MRAe a émis l'avis suivant : « La MRAe de Bretagne n'a pas pu étudier, dans le délai de trois mois qui lui était imparti, le dossier mentionné ci-dessus et reçu le 24 mars 2025. En conséquence elle est réputée n'avoir aucune observation à formuler.
- Sur les révisions allégées n°1 à 4 du PLU : Le 25 juin 2025 la MRAe a émis l'avis suivant : « La MRAe de Bretagne n'a pas pu étudier, dans le délai de trois mois qui lui était imparti, le dossier mentionné ci-dessus et reçu le 24 mars 2025. En conséquence elle est réputée n'avoir aucune observation à formuler.

8.6 Département du Finistère

Par un courrier en date du 4 juillet 2025 le département a indiqué qu'il n'avait aucune remarque à formuler concernant la modification n°1 du PLU.

8.7 Avis de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF)

- Sur la modification n°1 du PLU : Point n°3, changement de destination : **la CDPENAF émet un avis favorable au changement de destination du bâtiment situé à Kergambae Vras et défavorable aux changements de destination des bâtiments situés à Qelordan, Créniat vras et Trégalet.** Pour Qelordan et Creniat Vras, la photographie aérienne montre la présence de hangars pour lesquels l'absence d'activité agricole n'est pas démontrée. Le bâtiment identifié à Trégalet quant à lui, au vu des photographies présentées dans le dossier, semble avoir déjà été transformé en habitation.
- Sur la révision allégée n°2 du PLU, route de Tréogat : **la CDPENAF émet un avis favorable à l'unanimité.**
- Sur la révision allégée n°3, hameau de Kervahut : **la CDPENAF émet un avis défavorable à l'unanimité, considérant que la délimitation très large de ce secteur (10 085m²) et les dispositions réglementaires y afférentes ne sont pas suffisamment restrictives pour garantir la préservation d'un site très sensible sur le plan environnemental et paysager. De fait, le secteur ne correspond donc pas à la notion de STECAL qui doit présenter une taille et une capacité d'accueil limitée.**
- Sur la révision allégée n°4 du PLU, hameau du Hellès : **la CDPENAF émet un avis défavorable à l'unanimité considérant que le secteur ne correspond pas à la notion de STECAL qui doit présenter une taille et une capacité d'accueil limitée. Par ailleurs, le document fait état d'un potentiel constructible important au sein des zones urbanisées. Les besoins en surface supplémentaires, pour l'accueil d'habitat, n'est donc pas justifié. De plus compte tenu du nombre important de STECAL sur**

le territoire de la commune de Plonéour-Lanvern, le document ne peut pas justifier du caractère limité et exceptionnel de ces secteurs situés en zone agricole.

8.8 Examen conjoint

8.8.1 Sur la modification n°1 du PLU

- Secteur de Mariano :

La DDTM relève que lors de la précédente approbation il avait été relevé un excès de zone UL sur la commune.

Le SIOCA relève que l'augmentation du potentiel constructible n'est pas suffisamment justifié au regard des capacités existantes. Le potentiel densifiable pourrait être réhaussé au regard des objectifs du SCoT.

La Communauté de Communes du Pays Bigoudin Sud (CCPBS) insiste sur les critères de qualité qui pourraient venir encadrer un futur projet d'aménagement. A ce titre, la charte de qualité pour les projets d'habitat qui a pour objectif de s'appliquer au deus ECPI (et qui commence à être étudiée par la CCHPB) peut s'avérer un outil pertinent.

- Changements de destination

Il est rappelé qu'il existe déjà une soixantaine de bâtiment étoilé sur la commune.

La Chambre d'Agriculture a évoqué un avis négatif concernant Qélordan et Crénat Vras par rapport à la proximité des bâtiments qui ont vraisemblablement un usage agricole à ce jour.

8.8.2 Sur la révision allégée n°1 du PLU : Kériforn

Le SIOCA : émet un avis défavorable car l'ouverture à l'urbanisation en extension de ce secteur ne semble pas justifiée au regard des capacités actuelles en densification et zones AU existantes.

La DDTM : émet un avis défavorable dans la mesure où l'agglomération de Plonéour-Lanvern comporte déjà un potentiel de densification à exploiter en priorité et des zones AU encore non consommées. En effet, le dossier de révision allégée ne comporte ni bilan de l'évolution du bâti depuis l'approbation du PLU de 2022, ni justification de la création de nouveaux secteurs constructibles. La fragmentation d'une zone N ne semble pas judicieuse sur ce secteur.

La Chambre d'Agriculture relève que la zone n'a pas d'enjeu agricole mais suit l'avis de la DDTM.

8.8.3 Sur la révision allégée n°2 du PLU : route de Tréogar

Le SIOCA émet un avis favorable.

La DDTM n'émet pas d'objection, compte tenu de l'extension du périmètre sur la zone déjà artificialisée.

La Chambre d'Agriculture n'a pas d'objection à ce sujet.

8.8.4 Sur la révision allégée n°3 du PLU : Kervahut

La CCPBS précise que des négociations ont été menées avec le propriétaire pour la rétrocession d'une bande en périmètre de protection rapprochée 1 pour partie. Bien que les abords du plan d'eau ne fassent pas l'objet de protections spécifiques (en dehors de l'arrêté préfectoral relatif au périmètre de captage) des espèces remarquables patrimoniales (rainette verte) peuvent être présentes sur les abords du site. L'approche écologique se limite à la cartographie des milieux, des compléments d'informations pourraient être transmis dans le cadre d'inventaire bocager à l'initiative du syndicat Ouest Co. L'eau reste un enjeu très fort, le projet s'inscrit au contact d'un milieu très sensible notamment sur la question de l'accueil du public. Ce qui ramène à la question de l'assainissement et de son dimensionnement/sa mise aux normes lié à la présence plus ou moins appuyé d'un public ((résidence d'artistes et accueil des visiteurs). Il faudra s'assurer que la capacité de l'infrastructure sera suffisante. Dans le cadre du STECAL, l'emprise au sol maximale autorisée doit être limitée au projet pour éviter un potentiel de développement trop important par rapport à la sensibilité du site. D'un point de vue artistique, ce projet relève d'un véritable intérêt pour le territoire.

Le SIOCA préconise une vigilance quant au devenir du site. Si pour des raisons économiques, la propriété change il faut être limitatif dès à présent. A la fois dans le règlement et l'OAP. **Un avis favorable est émis avec de fortes vigilances en matière d'intégration environnementale et gestion des eaux pluviales et usées.**

La DDTM émet un avis très réservé sur le projet notamment les forts enjeux environnementaux. Dans ce cadre, nécessité de prévoir un diagnostic faune compte tenu de la sensibilité du site. Des questions sont posées sur la gestion des flux et des activités qui seront développées sur le site. Le dossier présenté ne permet pas non plus d'appréhender les risques potentiels concernant la ressource et la qualité des eaux alors que le projet de STECAL est situé en périmètre rapproché de protection de captage.

Tout STECAL doit avant tout préserver le caractère naturel ou agricole. Il est donc nécessaire de limiter la surface du STECAL et fixer les conditions de hauteur, de densité dans le règlement. Actuellement la surface de 10 085 m² est trop importante et les règles proposées sont trop permissives. En plus des OAP préconisées il y a nécessité à travailler le règlement afin de mieux encadrer ce qui pourrait être construit/aménagé.

Les STECAL doivent demeurer l'exception. Dans le PLU actuel les justifications sur ces secteurs restent minces. Il est souligné le caractère exceptionnel et limité des STECAL sur une commune qui en compte déjà 8 et qui souhaite en rajouter 3.

La Chambre d'Agriculture émet un avis défavorable. Elle est surprise par le choix du zonage car historiquement siège d'exploitation, peut être réhabilité et la vocation agricole reste très récente. Il est encore possible d'imaginer un autre type d'agriculture sur ce secteur. Parcelle pâturée jusqu'à l'acquisition du fond. Dans l'absolu, le terrain pourrait repasser agricole, mais il n'y a pas de bail. La Chambre d'Agriculture rejoint l'avis de la DDTM sur le caractère exceptionnel des STECAL.

8.8.5 Révision allégée n°4 du PLU : Hameau du Hellès

Le SIOCA émet un avis favorable, au regard du SCoT actuel qui permet la densification des hameaux existants. Pour autant ce sujet sera sans doute posé dans le cadre du futur SCoT. Il est important de rappeler que dans l'hypothèse où ce projet passe, les enveloppes ouvertes viendront s'ajouter à la consommation d'ENAF de la CCHPB.

La DDTM émet un avis défavorable sur ce projet en raison d'un potentiel constructible trop important (quasiment le double de logements existants). Il n'y a pas de justification à ouvrir de nouveaux espaces dans la mesure où le potentiel de développement du bourg est pour l'instant suffisant (absence d'étude démontrant le contraire). Encore une fois, la création d'un nouveau STECAL pose question au regard du caractère exceptionnel qui doit être réservé à ces zonages.

La Chambre d'Agriculture émet un avis défavorable dans la mesure où les possibilités de construire sont déjà suffisantes sur l'agglomération du bourg et donc que des ouvertures supplémentaires ne semblent pas justifiées.

9 Le Dossier

Pièces du dossier :

Ouverture de l'enquête publique :

- Arrêté d'ouverture du 05/09/2025
- Courrier du Tribunal Administratif
- Justificatifs de parution (19/09 et 11/09) Télégramme et Ouest France
- Certificat de publicité (signé à l'issue de l'enquête par Mme le Maire de Plonéour-Lanvern)

Pièces administratives :

- Délibérations communales de prescription du 01/07/2024
- Délibération communale du 24/02/2025 et délibération communautaire du 04/03/2025
- Délibération communautaire du 22/05/2025

Notices explicatives :

- Modification n°1
- Révisions allégées n° 1, 2, 3, 4

Concertation du public préalable :

- Bilan de la concertation

Examen conjoint – Avis PPA :

- Avis CDPNAF
- Avis tacite MRAE modification n°1
- Avis tacite MRAE révisions allégées
- Avis CCI modification n°1
- Avis CCI révisions allégées
- Avis Département modification n°1
- Examen conjoint : procès-verbaux révisions allégées n° 1, 2, 3, 4
- Examen conjoint : avis sur la modification n°1
- Avis préfecture modification n°1
- Région : avis sur la modification n°1 et révisions allégées n°1, 2, 3, 4
- SIOCA : avis sur la modification n°1 et révisions allégées n°1, 2, 3, 4
-

10 Déroulement de l'enquête

10.1 Phase préalable à l'enquête

10.1.1 Désignation du commissaire enquêteur

Le 05 août 2025, la conseillère déléguée du tribunal administratif de Rennes, a désigné Mme Béatrice Vittoz, commissaire enquêteur, afin de conduire l'enquête unique concernant la Modification n°1 et les Révisions Allégées n°1, 2, 3 et 4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Plonéour-Lanvern.

10.1.2 Réunions avec le maître d'ouvrage

Le 20 août 2025, une réunion est organisée au siège de la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden (CCHPB), avec Monsieur Nicolas ROUXEL, chargé de mission PLUi à la communauté de communes en vue de la présentation des procédures mises en enquêtes publiques. Etaient également présents Mme Josiane KERLOCH, maire de Plonéour-Lanvern et Présidente de la CCHPB, M. Yves LE GUELLEC vice-président de la CCHPB en charge de l'environnement ainsi que M. BOULLAND bureau d'études. Le dossier d'enquête m'a été remis au cours de cette réunion, nous avons également mis en place les dates des permanences.

Cinq permanences sont prévues à la mairie de Plonéour-Lanvern. Les dates sont fixées ainsi :

- Mardi 07 octobre 2025 de 09h00 à 12h00
- Lundi 13 octobre 2025 de 14h00 à 17h00
- Samedi 18 octobre 2025 de 09h00 à 12h00
- Vendredi 31 octobre 2025 de 16h00 à 19h00
- Mardi 05 novembre 2025 de 14h00 à 17h30

Le 22 septembre, une réunion est organisée à la mairie de Plonéour-Lanvern, pour la mise en place de l'enquête publique avec le personnel municipal, en présence de M. Nicolas ROUXEL chargé de mission PLUi, Mme KERLOCH maire de Plonéour-Lanvern et Présidente de la CCHPB ainsi que de M. JOSSE Directeur Général des Services de la mairie de Plonéour-Lanvern.

10.1.3 Rédactions arrêté et avis d'enquête

Après divers échanges avec M. ROUXEL, concernant la rédaction de l'arrêté et de l'avis d'enquête, l'arrêté n°2025.240 prescrivant l'enquête unique et les modalités de celle-ci est signé le 05 septembre 2025. Il est annexé au présent rapport.

10.1.4 Présentation du projet et visite sur place

Le 22 septembre 2025, avec M. Nicolas Rouxel chargé de mission PLUi à la CCHPB, nous avons fait une visite des lieux concernés.

Le 13 octobre je me suis rendue sur le site de Kervahut où j'ai fait une visite avec le porteur de projet.

10.1.5 Publicité de l'enquête

○ Presse

Le premier avis d'enquête est publié le 19 septembre 2025 dans le télégramme et Ouest France et le second avis le 10 octobre 2025.

○ Affichage

L'affichage a été réalisé sur tous les lieux concernés par les procédures et dans des endroits stratégiques de la commune, ainsi qu'à la mairie de Plonéour-Lanvern et au siège de la Communauté de Communes à Pouldreuzic.

L'avis d'enquête a également été publié sur le site internet de la CCHPB et de la mairie de Plonéour-Lanvern.

10.1.6 Paraphe du dossiers et registre

J'ai paraphé le dossier et le registre avant l'ouverture de l'enquête le mardi 07 octobre 2025.

10.1.7 Déroulement des permanences

J'ai tenu 5 permanences, toutes dans le même lieu à savoir la mairie de Plonéour-Lanvern. Durant les permanences j'ai reçu 62 personnes, 5 personnes se sont déplacées hors permanences, pour consulter le dossier ou déposer une observation. Malheureusement aucun comptage n'a été mis en place pour connaître le nombre de visites sur l'adresse dédiée à l'enquête publique sur le site de la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden.

La fréquentation des permanences a été importante. Cependant, les conditions matérielles m'ont permis d'écouter et de renseigner le public. Aucun incident, n'a été déploré

10.1.8 Clôture de l'enquête

Le 05 novembre 2025, à l'issue de la dernière permanence, le registre d'enquête a été clos. L'enquête est close et l'adresse dédiée automatiquement clôturée.

10.2 Phase à l'issue de l'enquête

10.2.1 Bilan comptable des observations

Au total, 50 contributions ont généré 90 observations. Elles émanent de principalement de particuliers.

11 dans le registre, 14 en courriers déposés en permanence, ou reçus par voie postale, 24 sur l'adresse mail dédiée sur le site de la CCHPB.

Un courrier, émanant, de Madame Célia BEST, arrivé le 6 novembre 2025, est hors délai.

Il y a parmi ces observations quelques doublons, certains contributeurs ayant à la fois déposé leurs observations par mail ou sur le registre, puis les ayant ensuite renvoyées ou complétées.

10.2.2 Synthèse par thèmes

J'ai classé les observations selon les thématiques les plus souvent abordées. Chaque thématique a été déclinée en sous-thèmes.

THEMATIQUES	SOUS-THEMES
Hors-sujet	
Modif n°1 : Mariano	Problématique du remblaiement Choix de la destination
Modif n°1 : Stang ar Bacol	Pollution antérieure du site Sur les déchets Trafic routier- Fréquence Autres

Modif n°1 : Changement de destination	Global Qélordon Crénial Vras
Révision Allégée n°1 : Kériforn	Augmentation de zonage Autre accès à la parcelle YK 586
Révision Allégée n°2 : Route de Tréogat	Satisfaction
Révision Allégée n°3 : Kervahut	Proximité du réservoir de Moulin Neuf Dimensionnement réseaux Emprise du projet Règlement écrit Intérêt du projet Respect de l'environnement Faiblesse évaluation environnementale Autres
Révision Allégée n°4 : Le Hellès	Manque de réseau Préservation des zones A Illégalité du déclassement- maintien en zone UHb Intégration dans le STCAL Autres
Généralités	Questions diverses

10.2.3 Procès-verbal de synthèse de l'enquête

Le 13 novembre 2025, le procès-verbal de synthèse est remis, à la mairie de Plonéour-Lanvern en présence de M. Nicolas ROUXEL chargé de mission PLUiH de la CCHPB ; M. François BOULLAND bureau d'étude, Mme Sandra PEREIRA adjointe à l'urbanisme et M. Thierry JOSSE DGS de la mairie de Plonéour-Lanvern.

Le procès-verbal comprend un courrier récapitulatif de l'enquête, les observations reprises dans un tableau par thèmes retenus, ainsi que les questions que le commissaire enquêteur a souhaité poser, compte tenu à la fois des observations recueillies et de l'ensemble des éléments du dossier soumis à l'enquête, dans le cadre de la rédaction de son rapport et de ses conclusions.

10.2.4 Mémoire en réponse

Le mémoire en réponse est adressé au commissaire enquêteur par courriel le 27 novembre 2025 et est annexé à ce rapport.

Fin de la partie 1 du rapport

Fait à Quimper, le 05 décembre 2025

Le commissaire enquêteur
Béatrice Vittoz



11 Pièces annexes

11.1 Arrêté d'ouverture



Envoyé en préfecture le 05/06/2025
Reçu en préfecture le 05/06/2025
Publié le
ID : 025-242300716-20250006-AR_2025_242300716

ARRETE N°2025.240

PRESCRIVANT LA MISE A L'ENQUETE PUBLIQUE

DES PROJETS DE MODIFICATION N°1 ET DES REVISIONS ALLEGÉES N°1,2,3 ET 4

DU PLU DE LA COMMUNE DE PLONÉOUR-LANVERN

VU la loi n°83-630 du 12 Juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

VU l'ordonnance du 03 Août 2016 portant « réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement » et le décret d'application du 25 Avril 2017 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.153-2, L.153-19 et suivants, L.153-34, L.153-41, et R.153-8 et suivants ;

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.123-1 à L.123-18, et R123-1 et suivants ;

VU le PLU de la commune de Plonéour-Lanvern approuvé le 1er février 2022 ;

VU les délibérations de la Commune de Plonéour-Lanvern en date du 1er juillet 2024 prescrivant les procédures de révision allégée n°1,2,3 et 4 ainsi que la procédure de modification n°1 du plan local d'urbanisme Plonéour-Lanvern, et fixant les modalités de concertation en application des articles L.103-2 à L.103-4 du code de l'urbanisme ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 août 2024 rendant effectif le transfert de la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » des communes membres à la Communauté de communes du Haut Pays Bigouden (CCHPB) à compter du 1er septembre 2024 ;

VU la délibération du conseil municipal de la Commune de Plonéour-Lanvern en date du 24 février 2025 donnant son accord à la Communauté de communes du Haut Pays Bigouden pour la poursuite des cinq procédures d'évolution (révisions allégées n°1,2,3 et 4, modification n°1) du plan local d'urbanisme ;

VU la délibération de la Communauté de communes du Haut Pays Bigouden en date du 04 mars 2025 décidant de mener à terme les cinq procédures d'évolution (révisions allégées n°1,2,3 et 4, modification n°1) du plan local d'urbanisme, et s'en remettant aux modalités de concertation fixées par délibérations du conseil municipal de Plonéour-Lanvern en date du 1^{er} Juillet 2024,

VU la délibération du 22 mai 2025 de la Communauté de communes du Haut Pays Bigouden tirant le bilan de la concertation et arrêtant les projets de modification n°1 et de révisions allégées n°1, 2, 3 et 4 du PLU de la commune de Plonéour-Lanvern,

VU l'examen conjoint des Personnes Publiques Associées (PPA) du 4 juin 2025 concernant les procédures de révisions allégées n°1,2,3 et 4 du PLU et les avis des PPA consultés sur la modification n°1 du PLU ;

VU les avis tacites de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) en date du 25 juin 2025 ;

VU la décision du 26 juillet 2025 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Rennes désignant Madame Béatrice VITTOZ en qualité de commissaire-enquêteur,

VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;

Envoyé en préfecture le 05/08/2025
 Reçu en préfecture le 05/08/2025
 Publié le
 ID : 028-242970710-2025-0415-AR_2106_2104-VX

ARRETE**ARTICLE 1 : Ouverture et organisation de l'enquête publique**

Conformément à l'article L.123-1 du code de l'environnement, il sera procédé, pendant 30 jours consécutifs du mardi 7 octobre 2025 à 9h00 au mercredi 5 novembre 2025 à 17h30, à une enquête publique portant sur les projets de modification n°1 et de révisions allégées n°1,2,3 et 4 du PLU de la commune de Plonéour-Lanvern.

ARTICLE 2 : Autorité organisatrice de l'enquête et responsable du projet

L'autorité organisatrice de l'enquête publique et responsable du projet est la Présidente de la Communauté de communes du Haut Pays Bigouden, dont le siège est établi à l'adresse suivante : 2A Rue de la Mer – 29710 POULDREUZIC.

ARTICLE 3 : Désignation de la commissaire enquêteur

Par arrêté N ° E25000174/35 du 26 juillet 2025, Madame Béatrice VITTOZ a été désigné par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Rennes en qualité de commissaire-enquêteur pour diligenter cette enquête publique.

ARTICLE 4 : Caractéristiques du projet soumis à enquête publique

Le PLU de la Commune de Plonéour-Lanvern a été approuvé le 1er février 2022.

Les objectifs des procédures faisant l'objet de l'enquête publique sont les suivants :

- La révision allégée n°1 du PLU afin de permettre la construction de 5 logements, encadrés par une nouvelle orientation d'aménagement et de programmation sur le secteur de Kerifom,
- La révision allégée n°2 du PLU afin de créer un Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitée (STECAL) en zone agricole sur le garage Citroën, pour permettre une extension limitée du bâtiment,
- La révision allégée n°3 du PLU afin de créer un Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitée (STECAL) en zones A et N, pour permettre la construction d'une salle d'exposition d'art contemporain, la réhabilitation d'anciens corps de ferme et l'aménagement d'un espace de stationnement pour l'accueil des visiteurs à la place de l'ancienne porcherie, sur le hameau de Kervahut, en lien avec la fondation gérant le site,
- La révision allégée n°4 du PLU afin de créer un Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitée (STECAL) en zone agricole pour permettre la densification du hameau du Heliès.
- La modification n°1 du PLU afin de :
 - o Faire évoluer le zonage sur le secteur urbain de Mariano pour permettre la construction de logements ;
 - o Faire évoluer le zonage de la zone Ad1 vers Ad3 sur le secteur de Stang ar Bacoï, pour le dépôt de déchets inertes,
 - o Mettre en place des changements de destination sur plusieurs hameaux en zone agricole : Quétordan, Kergambae Vraz, Crénial Vraz, Trégalet,
 - o Ajouter une servitude de protection des rez-de-chaussée commerciaux sur le centre-bourg vis-à-vis des changements de destination,
 - o Procéder à des modifications mineures du règlement écrit (implantation en limites séparatives, clôtures, stationnements).

Compétente en matière de documents d'urbanisme depuis le 1^{er} septembre 2024, la Communauté de communes est désormais chargée de la conduite de ces 5 procédures.

En application de l'article L.103-2 du code de l'urbanisme, une concertation préalable a été organisée avec une mise à disposition du dossier au public aux jours et horaires habituels au public de la mairie de

Envoyé en préfecture le 05/03/2025
Reçu en préfecture le 05/03/2025
Publié le
IC : 2025-242500741-20250305-PLU_2025_240-AR

Plonéour-Lanvern sur une durée totale allant du 2 juillet 2024 au 29 avril 2025, avant arrêt de projet par délibération du conseil communautaire le 22 mai 2025.

ARTICLE 5 : Publicité de l'enquête publique

- Publicité dans deux journaux locaux : l'avis d'enquête publique sera publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux diffusés dans le département :

- o Journal n°1 : Ouest France
- o Journal n°2 : Le Télégramme

L'avis d'enquête publique sera également publié sur le site Internet de la Communauté de communes du Haut Pays Bigouden et sur le site internet de la Commune de Plonéour-Lanvern.

- Mesures d'affichages : En application du III de l'article R.123-11 du code de l'environnement, l'avis portant les indications mentionnées à l'article R.123-9 dudit code sera affiché selon les modalités ci-dessous, conformément aux dispositions de l'arrêté du 9 septembre 2021 fixant les caractéristiques et les dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique.

Les affiches seront au minimum d'un format A2 (42 cm x 59,4 cm), comportant le titre « Avis d'enquête publique » en caractères noirs gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur. L'ensemble sera sur fond jaune.

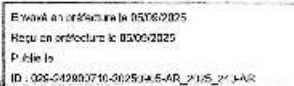
Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et durant toute la durée de celle-ci, cet avis sera affiché au siège de la Communauté de communes, en mairie de Plonéour-Lanvern visible de l'extérieur. L'avis d'enquête sera également affiché sur les panneaux d'affichage de la commune de Plonéour-Lanvern et au niveau des lieux concernés par les projets de modification et révisions allégées.

Ces mesures de publicité seront attestées par un certificat de la Présidente. Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier d'enquête publique avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la seconde insertion.

ARTICLE 6 : Composition du dossier d'enquête publique

Le dossier soumis à enquête publique est composé des éléments suivants :

- Les pièces administratives (délibérations) ;
- Les justificatifs de publicité de l'enquête ;
- Le bilan de la concertation préalable, tiré par délibération du conseil communautaire du 22 mai 2025 ;
- Les notices explicatives des projets arrêtés au conseil communautaire le 22 mai 2025, présentant les pièces avant et après modification (règlement écrit et graphique ainsi que les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)) ;
- Le Procès-Verbal de l'examen conjoint des Personnes Publiques Associées (PPA) du 04 juin 2025 concernant les procédures de révisions allégées 1,2,3 et 4 du PLU ;
- Les avis reçus des Personnes Publiques Associées consultés sur le projet de modification n°1 du PLU ;
- Les avis de l'autorité environnementale du 25 juin 2025 concernant la procédure de modification n°1, et les procédures de révisions allégées du PLU ;



- L'avis de la CDPENAF, saisi le 28 mai 2025, sera intégré au dossier des réceptions.

ARTICLE 7 : Lieux et modalités de consultation du dossier d'enquête publique

Les pièces du dossier seront consultables pendant toute la durée de l'enquête publique :

- En papier au siège de l'enquête publique : mairie de Plonéour-Lanvern, Place Charles de Gaulle 29720 Plonéour-Lanvern ;
- En ligne sur les sites internet de la Communauté de communes du Haut Pays Bigouden (www.cchpb.bzh) et de la mairie de Plonéour-Lanvern (<https://ploneour-lanvern.bzh/>) ;
- Via un accès gratuit à un poste informatique mis à disposition pendant la durée de l'enquête publique en mairie de Plonéour-Lanvern, aux jours et heures habituels d'ouverture, du mardi 7 octobre 2025 au mercredi 5 novembre 2025 inclus.

ARTICLE 8 : Modalités de présentation des observations et propositions du public

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra présenter ses observations et propositions à la commissaire-enquêtrice selon les modalités suivantes :

- sur le registre papier à feuillets non mobiles cotés et paraphés par la commissaire enquêtrice, disponible en mairie de Plonéour-Lanvern, pendant toute la durée de l'enquête, les jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- par courrier électronique à l'adresse info@cchpb ;
- Par courrier postal à l'attention de Madame Béatrice VITTOZ, Commissaire enquêtrice, cachet de la poste faisant foi, à l'adresse suivante : Communauté de communes du Haut Pays Bigouden, 2A rue de la Mer - 29710 POULDREUZIC.

En précisant obligatoirement la mention « Madame la Commissaire Enquêtrice – Évolution du PLU de la commune de Plonéour-Lanvern ».

- Entretien avec la commissaire enquêtrice : lors des 5 permanences qu'elle tiendra pour recevoir le public dont les dates horaires et lieux sont précisés à l'article 9 du présent arrêté.

Les courriers électroniques, reçus dans les délais fixés pour l'enquête publique, ainsi que les avis écrits ou annexés au registre situé en mairie de Plonéour-Lanvern seront mis en ligne sur les sites Internet de la Communauté de communes du Haut pays Bigouden et de la Commune de PLONÉOUR-LANVERN dans les plus brefs délais.

Les données personnelles de type adresse postale, adresse mail, téléphone seront masquées ; seuls les noms, prénoms et texte des observations resteront lisibles. Les observations et propositions formulées hors des modalités prévues par le présent article ou reçues postérieurement à la clôture de l'enquête, soit le mercredi 5 novembre 2025 à 17h30, ne seront pas prises en compte.

ARTICLE 9 : Permanences de la commissaire enquêtrice

La commissaire enquêtrice se tiendra à disposition du public pour recevoir les observations écrites ou orale, aux jours et horaires des permanences précisées ci-dessous :

- mardi 7 octobre (ouverture) : 9h00-12h00 (ouverture)
- lundi 13 octobre : 14h00-17h00
- samedi 18 octobre : 09h00-12h00

2A, rue de la mer - 29710 POULDREUZIC - Tél. : 02 98 54 49 04 - Fax : 02 98 54 33 06 - Email : info@cchpb.com
www.hautpaysbigouden.fr

Envoyé en préfecture le 06/10/2025
 Reçu en préfecture le 06/10/2025
 Publié le :
 ID : 029-24-2500174-20250005-AR_2025_240-AR

- vendredi 31 octobre : 16h00-19h00
- mercredi 05 novembre : 14h00-17h30 (clôture).

ARTICLE 10 : Clôture de l'enquête publique

A l'expiration du délai d'enquête fixé à l'article 1 du présent arrêté, les registres seront mis à disposition de la commissaire enquêtrice et clos et signés par elle. Dès réception du registre et des documents annexés, la commissaire-enquêtrice rencontrera, dans la huitaine, la Présidente de la Communauté de communes du Haut Pays Bigouden ou son représentant et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. La Présidente disposera d'un délai de 15 jours pour produire ses observations éventuelles en réponse.

ARTICLE 11 : Rapport de la commissaire enquêtrice

La commissaire enquêtrice disposera d'un délai de 30 jours à compter de la fin de l'enquête pour établir son rapport qui relatara le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies. Il consignera également, dans un document séparé, ses conclusions motivées en précisant si elles sont « favorables », « favorables sous réserves » ou « défavorables ». La commissaire-enquêtrice transmettra à la Présidente de la Communauté de communes du Haut Pays Bigouden l'exemplaire du dossier de l'enquête, accompagné des registres papier et pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées. Elle transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif.

ARTICLE 12 : Mise à disposition du rapport et des conclusions au public

A réception de la copie du rapport de la commissaire enquêtrice, le Président du Tribunal Administratif disposera de 15 jours pour lui demander éventuellement de compléter ses conclusions motivées. En l'absence d'intervention de la part du Président du Tribunal Administratif dans ce délai de 15 jours le rapport sera mis à la disposition du public.

ARTICLE 13 : Décision prise à l'issue de l'enquête publique

Au terme de l'enquête et des conclusions émises par la commissaire enquêtrice, le Conseil communautaire se prononcera par délibération sur l'approbation des projets de modification n°1 et de révisions allégées n°2, 3 et 4 du PLU de Plonéour-Lanvern, éventuellement modifiés pour tenir compte des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport et conclusions de la commissaire enquêtrice.

ARTICLE 14 : Mise à disposition au public du rapport et des conclusions de la commissaire enquêtrice

Le rapport et les conclusions motivées de la commissaire enquêtrice seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête au siège administratif de la Communauté de communes du Haut Pays Bigouden (2A rue de la Mer, 29710 POULDREUZIC) aux jours et heures d'ouverture habituels ainsi que sur le site Internet de la Communauté de communes.

Une copie du rapport et des conclusions de la commissaire enquêtrice sera communiquée par la Présidente au préfet. Les personnes intéressées pourront, à leur frais, obtenir communication du rapport et des conclusions de la commissaire-enquêtrice en s'adressant au siège de la Communauté de communes du Haut Pays Bigouden.

ARTICLE 15 : Publicité de l'arrêté

Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté de communes et en mairie de Plonéour-Lanvern pendant un mois et sera publié au recueil des actes administratifs. Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de son affichage. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur.

Envoyé en préfecture le 05/09/2025
Reçu en préfecture le 02/09/2025
Publié le
ID : 320-242870710-20250905-AR_2025_210-AR

dans le même délai. En cas de réponse négative ou en cas d'absence de réponse dans un délai de deux mois, le demandeur dispose d'un nouveau délai de deux mois pour introduire un recours contentieux.

ARTICLE 16 : Exécution et notification de l'arrêté

Madame la Présidente de la Communauté de communes du Haut Pays Bigouden et Maire de Plonéour-Lanvern, ainsi que Madame la commissaire enquêtrice, sont chargées, chacune en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté. Cet arrêté sera transmis :

- à la commissaire enquêtrice,
- au Préfet du Finistère,
- au Président du Tribunal Administratif de Rennes,
- à la mairie de Plonéour-Lanvern.

A Pouldreuzic, le 5 septembre 2025

La Présidente de la Communauté de communes du Haut Pays Bigouden

Josiane KERLOCH



11.2 Certificat attestation d'affichage



Tél. 02 98 82 66 00

www.ploneour-lanvern.fr

Place Charles de Gaulle

29720 Plonéour-Lanvern

Mairie de Plonéour-Lanvern

Certificat – respect des mesures de publicité de l'enquête publique

Conformément à mon arrêté n°2025-240 du 5 septembre 2025, je certifie que les mesures de publicité prévues pour l'enquête publique ont été respectées. Ces mesures sont les suivantes :

- Publicité dans deux journaux locaux : l'avis d'enquête publique sera publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux diffusés dans le département :

- o Journal n°1 : Ouest France
- o Journal n°2 : Le Télégramme
- o Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée

au dossier d'enquête publique avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la seconde insertion.

- L'avis d'enquête publique sera également publié sur le site internet de la Communauté de communes du Haut Pays Bigouden et sur le site internet de la Commune de Plonéour-Lanvern.

- Mesures d'affichages : En application du III de l'article R.123-11 du code de l'environnement, l'avis portant les indications mentionnées à l'article R.123-9 dudit code sera affiché selon les modalités ci-dessous, conformément aux dispositions de l'arrêté du 9 septembre 2021 fixant les caractéristiques et les dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique. Les affiches seront au minimum d'un format A2 (42 cm x 59,4 cm), comportant le titre « Avis d'enquête publique » en caractères noirs gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur. L'ensemble sera sur fond jaune.

- Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et durant toute la durée de celle-ci, cet avis sera affiché au siège de la Communauté de communes, en mairie de Plonéour-Lanvern visible de l'extérieur. L'avis d'enquête sera également affiché sur les panneaux d'affichage de la commune de Plonéour-Lanvern et au niveau des lieux concernés par les projets de modification et révisions allégées.

A Plonéour-Lanvern le 5 novembre 2025

Madame, Josiane Kerloc'h,

Maire de Plonéour-Lanvern
Présidente de la Communauté de communes du Haut Pays Bigouden



11.3 Parutions légales dans la presse

ANNONCES OFFICIELLES - FINISTÈRE

MARCHÉ DE TRAVAUX

Section 1 : Identification de l'acheteur.
Nom de l'acheteur : commune de Lannvro.
SIRET : 212 901 120 0012
Groupement de communes : non.
Section 2 : communication.
Portail acheteur : Mairie de Lannvro voir le site www.pays-iroise.fr/marches-publics
Identifiant interne de la consultation : 18A25-01
L'intégrité des documents de la consultation est sur le profil acheteur : oui.
Les documents de la consultation sont non communément disponibles : non.
Contact : secrétaire générale, tél. 02 98 94 86 30.
E-mail : sg@lannvro.fr
Section 3 : procédures.
Type de procédure : procédure adaptée ouverte.
Conditions de participation : selon le règlement de la consultation (grauve par tout moyen)
Technique d'achat : accord-cadre.
Date et heure limites de réception des bids : 17/10/2025, 12 h.
Présentation des offres par catalogue électronique : Interdit.
Réduction du nombre de candidats : non.
Possibilité d'attribution sans négociation : oui.
L'acheteur effectue la présentation de variantes : non.
Section 4 : Informations complémentaires.
Intitulé du marché : **entretien de la voirie sur les années 2026 à 2029.**
Type de marché : travaux.
Le principal d'exécution du marché : Finaliste.
La consultation comporte des tranches : non.
La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : non.
Section 5 : lots.
Marché alloté : non.
Section 6 : Informations complémentaires.
Visite obligatoire : non.
Variantes : Interdites.



MARCHÉ DE TRAVAUX

Création de points de sectorisation
et mise en place de stabilisateurs de pression
sur le réseau AEP de Douarnenez Communauté

Communauté, 75, rue Ar Viret, 20177 Douarnenez.
Type et numéro national de consultation : SRET 242 900 645 00027.
Déroulement de la consultation : non.
Section 2 : communication.
Moyen d'accès aux documents de la consultation :
Lien vers le profil acheteur : <https://www.marchespublics.fr/marche/bzh/identifiant-interne-de-la-consultation/2025056>
L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil acheteur : oui.
Révision de la consultation : non.
Section 3 : procédures.
Type de procédure : procédure adaptée ouverte.
Conditions de participation :
Aptitude à exercer l'activité professionnelle : conditions/moyens de preuve : se référer au règlement de la consultation.
Capacités économiques : conditions/moyens de preuve : se référer au règlement de la consultation.
Capacités techniques et professionnelles : conditions/moyens de preuve : se référer au règlement de la consultation.
Technique d'achat : sans objet.
Date et heure limite de réception des bids : 16/10/2025 à 13 h.
Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite.
Réduction du nombre de candidats : non.
Possibilité d'attribution sans négociation (attribution sur la base de l'offre initiale) : oui.
Section 4 : présentation de variantes : non.
Section 4 : Identification du marché.
Lieu du marché : en place de sécurisation et mise en place de stabilisateurs de pression sur le réseau AEP du Douarnenez Communauté.
Code CPV principal : 45121200-6.
Type de marché :
Description succincte du marché : création de points de sécurisation et mise en place de stabilisateurs de pression sur le réseau AEP du Douarnenez Communauté.
Lieu géographique du marché : territoire du Douarnenez Communauté.
La consultation comporte des tranches : non.
La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : non.
Section 5 : lots.
Marché global : non.
Section 6 : Informations complémentaires.
Visite obligatoire : non.

Publicités immobilières réglementées

VENTES JUDICIAIRES IMMOBILIÈRES

RENDEZ-VOUS
en annonces officielles

Enquêtes publiques



ENQUÊTE PUBLIQUE

**Modification n° 1 et révisions allégées n° 1, 2, 3 et 4
du PLU de Plonéour-Lanvern**

par arrêté du 28 août 2025, la présidente de la communauté de communes du Haut Pays bigouden a organisé l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification n°1 et aux éventuelles allèges n°2, 3, 4 et 5 du PLU de la commune de Plonéour-Lanvern. Cette décision a été adoptée par la communauté de communes du Haut Pays bigouden, le 17/02/2024.

A cet effet, Mme Stéphanie Viltroz a été désignée par le président du tribunal administratif de Rennes pour recevoir les observations et les propositions des citoyens.

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête seront déposés à la mairie de Plonéour-Lanvern afin que chacun puisse en prendre connaissance, du mardi 09/09/2025 à 14h jusqu'au vendredi 12/09/2025 à 17h.

Les pièces du dossier et le dossier numérique seront consultables aux horaires d'ouverture habituels, à la mairie de Plonéour-Lanvern (du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 17 h 30, du samedi de 9 h 30 à 17 h 30). Un poste informatique sera également mis à disposition à la mairie.

Les pièces du dossier seront également consultables sur le site internet de la commune de Plonéour-Lanvern (<https://www.ploneour-lanvern.fr>) et sur le site internet de la communauté de communes du Haut Pays bigouden (<https://ploneour-lanvern.bzh/>).

La commissaire enquêteuse sera la mairie de Plonéour-Lanvern les jours et heures suivants :

- Mardi 09/09/2025 : 9 h-12h (ouverture) ; 14 h-17 h 30 (fermeture)
- Lundi 13/09/2025 : 14 h-17 h ;
- Samedi 18/09/2025 : 9 h-12 h ;
- Vendredi 31/09/2025 : 16 h-19 h ;
- Mercredi 01/10/2025 : 14 h-17 h 30 (clôture).

Les observations et propositions ainsi que les questions sur le registre d'enquête ouvert à cet effet, ou toute adresse par écrit à la commissaire enquêteuse qui lui annexera au registre d'enquête, en les envoyant :

- Par courrier postal à la commissaire enquêteuse, Stéphanie Viltroz, communauté de communes du Haut Pays bigouden, 2 A, rue de la Rue, 29710 Pouldreuzic ;
- Par l'intermédiaire électronique 2 d'adresse suivante : info@ccpb.com en précisant obligatoirement la mention « Mairie la Commissaire enquêteuse (évolution du PLU) de la commune de Plonéour-Lanvern ».

Les observations et propositions enregistreées pourront être consultées à la mairie de Plonéour-Lanvern et au siège de la communauté de communes du Haut Pays bigouden pendant une durée d'un an à partir de la clôture de l'enquête publique.

La présidence de la communauté de communes du Haut Pays bigouden

Christine KÉLIOU

Par arrêté n° 20252 du 8 septembre 2025, le président du pôle d'équilibre territorial et rural du Pays de Morlaix a ordonné l'ouverture de la procédure pour le projet de Schéma de cohérence territoriale du Pays de Morlaix arrêté le 11 septembre 2025, en application de l'article L.141-1 du Code de l'urbanisme, le Code de l'environnement. A cet effet, le président du tribunal administratif de Rennes a désigné M. Jean-Luc Escande en tant que président de la commission d'enquête. M. Jean-Luc Escande est un avocat au barreau de Rennes, membre de la commission d'enquête.

L'enquête publique sera ouverte pour une durée de 34 jours consécutifs, du vendredi 12 septembre 2025 à 10 heures, jusqu'au jeudi 11 octobre 2025 à 18 heures. Le Schéma de cohérence territoriale est un document de planification stratégique prévu à l'article L.141-1 du Code de l'urbanisme. Il définit les objectifs de développement durable du territoire, les orientations de l'aménagement et de l'urbanisme. Le Pays de Morlaix est situé à la CC, antenne de Morlaix, aéroport, 29300 Morlaix. La personne responsable du projet de SCOT et auprès de laquelle les informations peuvent être demandées est M. Henri Bihan, président du PETR du Pays de Morlaix.

Le Schéma de cohérence territoriale est un document de planification stratégique et parafait par le président de la commission d'enquête, seront déposés aux lieux suivants, aux jours et heures habituels d'ouverture : PETR Pays de Morlaix, Communauté de communes du Pays de Morlaix, Communauté de communes du Haut-Léon communal, Communauté de communes du Pays de Landivisiau, mairie de Morlaix, mairie de Saint-Pol-de-Léon, mairie de Landivisiau, mairie de Landivisiau, mairie de Plouezec, mairie de Cléder, mairie de Plouzévédé, mairie de Plouguerne, mairie de Sizun, mairie de Roscoff, mairie de Carantec, mairie de

Une version numérique du dossier sera disponible, toute la durée de l'enquête publique, sur le site internet du Pays de Morlaix :

<https://www.paysdelamort.com/>

une version numérique du dossier d'enquête publique ayant été accessible à tout moment par le public, à la disposition du public au siège du PÉTR Pays de Montbéliard, CC, aéroport, 29600 Mortaux, aux jours et aux heures habituels d'ouverture.

Touta personne pourra obtenir, à sa fois, communication du dossier d'enquête publique en version papier, pendant la durée de l'enquête, sur demande écrite adressée au Président du conseil municipal, 2 Avenue de l'Europe, CC, aéroport, 29670 Mortaux.

Les commissaires enquêteurs se tiendront à disposition du public pour toutes formalités de dépôt et de retrait des observations, de la 1^{ère} au 12^{ème} mars 2025, de 9h à 12h, les jours et heures suivants :

- du mardi 12/03/2025, de 9h à 12h, au Centre Pétro, 29660 Mortaux, vendredi 12/03/2025, de 9h à 12h, rue de la Liberté, 12100 Mortaux, de 14h à 18h à 18h.
- Naut-Lion communautaire, 28, rue de Commerce, 29250 Saint-Pol-de-Léon - vendredi 12/03/2025, de 9h à 12h, rue de la Liberté, 12100 Mortaux, de 14h à 18h à 18h.
- Communauté de communes du Pays de Landivisiau, rue Robert-Schuman, 29400 Landivisiau - vendredi 12/03/2025, de 14h à 18h à 18h ; mercredi 12/03/2025, de 9h à 12h, de 14h à 18h à 18h.

12 h.

- Marie de Morlaix place des Otages, 2960 Morlaix: vendredi 19/10/2025, de 14 h 30 à 18 h; mercredi 21/10/2025, de 9 h 30 à 12 h.
- Marie de Saint-Pol-de-Léon, place de l'Église, 29350 Saint-Pol-de-Léon: samedi 20/10/2025, de 9 h 30 à 12 h.
- Marie de Landivisiau, rue Georges-Clément, 29400 Landivisiau: samedi 20/10/2025, de 9 h 30 à 12 h.
- Marie de Plouezec, 6 place de la Mairie, 29620 Lanmeur: mercredi 19/10/2025, de 9 h 30 à 12 h.
- Marie de Plouezec, place Général-de-Gaulle, 29610 Plouezec: mercredi 19/10/2025, de 9 h 30 à 12 h.
- Marie de Playchey-Cher, square Anne-de-Bretagne, 29410 Playchey-Cher: mercredi 19/10/2025, de 14 h à 17 h.
- Marie de Saint-Thégonec-Les-Églises, 2 place de la Mairie, 29410 Saint-Thégonec: samedi 19/10/2025, de 14 h 30 à 17 h.
- Marie de Plouescop, 5 rue de la Mairie, 29435 Plouescop: lundi 20/10/2025, de 9 h 30 à 12 h.
- Marie de Cléor, 1 place Charles-Gaulle, 29233 Cléor: lundi 20/10/2025, de 9 h 30 à 12 h.
- Marie de Plouzévén, 4 place de la Mairie, 29440 Plouzévén: lundi 20/10/2025, de 14 h 30 à 17 h.
- Marie de Plouven, rue Georges, 29420 Plouven: lundi 20/10/2025, de 14 h 30 à 17 h.
- Marie de Plouneour-Ménez, 6 place de la Mairie, 29410 Plouneour-Ménez: vendredi 21/10/2025, de 9 h 30 à 12 h.
- Marie de Roscoff, 6 rue Louis-Patru, 29680 Roscoff: vendredi 21/10/2025, de 9 h 30 à 12 h.
- Marie de Carantec, 1 place Général-de-Gaulle, 29660 Carantec: vendredi 21/10/2025, de 14 h à 17 h.
- Marie de Sion, 8 place Charles-de-Gaulle, 29450 Sion: vendredi 21/10/2025, de 14 h 30 à 17 h.

Le public pourra adresser ses observations :

- sur ses registres de présence à l'endroit non moté, et/ou par e-mail au lepublic@lepublic.fr ou au Parti de France, 10 rue de la République, 92000 Nanterre, au sein des sièges des trois intercommunales membres du PAF, ainsi qu'au siège de l'association des permanence du commissaire enquêteur, aux jours et heures habituels d'ouverture ;
- ou reçues à l'endroit ou à l'oral par le commissaire enquêteur aux lieux, jours et heures de ses permanence ;
- ou en contact direct avec le commissaire délégué sécurité sur le site internet suivant : <https://www.democratie-active.fr/lepublicdemoliste/> ;
- ou être transmises par courrier électronique à l'adresse mail suivante : lepublicdemoliste@lepublic.fr.

Les contributions transmises par courrier électronique seront publiées dans les mail-
ins détails sur les registres dématérialisés sécurité et donc visibles par tous ;
à l'exception de celles qui contiennent des données personnelles, à l'exception de celles
du Parti de France, 10 rue de la République, 92000 Nanterre, au sein des sièges du
commissaire enquêteur, aux jours et heures habituels d'ouverture ;

Le public pourra également recueillir toutes informations utiles en s'adressant au

[illegible]

Le président, Henri BILLON

PRÉFET DU FINISTÈRE - COMMUNE DE PLOUËNAN

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

**Demande d'autorisation environnementale relative au projet
d'extension d'une lagune de stockage des eaux brutes**

Par arrêté préfectoral du 4 septembre 2023, a été prescrite l'ouverture d'une enquête publique du lundi 06/09/2023, à 9 h 30, au 661 rue J12/023, à 17 h, soit pendant 13 jours consécutifs, portant sur la demande d'autorisation d'environnement relative à la construction d'un bâtiment, par la commune de Plouzané, et de transport d'eau de l'Hérin en application des articles L.181-1 et suivants du Code de l'environnement, pour le projet d'extension d'une lagune de stockage de l'eau destinée à l'irrigation.

La projet consiste à étendre une des deux lagunes de stockage d'eau brutes du SMH pour permettre, sans modifier la quantité d'eau totale prélevée dans le milieu naturel, d'augmenter la capacité de stockage de la commune de Plouzané, en raison de la rivière Cost Touchat étant insuffisant, d'obtenir les pompages en période critique d'été du Cost Touchat et de sécuriser la production d'eau potable en cas de sécheresse.

Le projet relève de la rubrique 3.2.5.2 de la nomenclature des Installations classées aux travaux et activités (ICITA) soumises à autorisation ou à déclaration.

Les observations et propositions des citoyens, des associations, des services de l'Etat, la retraite, se tiennent à la disposition du public pour recevoir les observations et propositions en mairie de Plouzané les: lundi 06/09/2023, de 9 h 30 à 12 h 30 et mardi 11/09/2023, de 9 h 30 à 12 h 30.

Toute information relative au projet peut être demandée à M. Charles David, chargé de mission eau potabilisée, syndicat mixte production et transport d'eau potable de Plouzané, au 06 96 59 36 36, ou au 02 97 14 00 14.

Le public est informé que le présent arrêté est la production d'une lagune de stockage de l'eau destinée à l'irrigation.

Pendant toute la durée de l'enquête, un exemplaire papier du dossier, composé de pièces prévues aux articles L.123-6 et L.123-8 du Code de l'environnement, est mis à disposition du public, à la mairie de Plouzané, au 661 rue J12/023, en même temps qu'un exemplaire électronique, accessible en ligne sur le site internet de la commune en réponse à cet avis du pétitionnaire, est consultable en mairie de Plouzané, aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Une version électronique est également accessible sur le site internet de la commune.

Un poste informatique à la préfecture du Finistère dresse des installations classées et des enquêtes publiques, aux jours et heures d'ouverture habituels au public.

Le site internet dédié à l'enquête publique :
<https://www.registre-numerique.fr/extensionlaguneploujan>

Sur le registre numérique, les observations et propositions des citoyens, des associations et propositions dans le registre à feuillets non mobiles, écrits et parafés par la commissaire enquêteur, sont en mairie de Plouzané, à la disposition du public, en même temps qu'un exemplaire électronique, accessible en ligne sur le site internet de la commune en réponse à cet avis du pétitionnaire, est consultable à la mairie de Plouzané. Les observations et propositions des citoyens, des associations et propositions dans le registre à feuillets non mobiles, écrits et parafés par la commissaire enquêteur, sont en mairie de Plouzané, à la disposition du public, en même temps qu'un exemplaire électronique, accessible en ligne sur le site internet de la commune en réponse à cet avis du pétitionnaire, est consultable à la mairie de Plouzané.

Par courrier électronique à l'attention de la commissaire enquêteur à l'adresse suivante : extensionlaguneploujan@registre-numerique.fr

Sur le registre numérique, les observations et propositions des citoyens, des associations et propositions dans le registre à feuillets non mobiles, écrits et parafés par la commissaire enquêteur, sont en mairie de Plouzané, à la disposition du public, en même temps qu'un exemplaire électronique, accessible en ligne sur le site internet de la commune en réponse à cet avis du pétitionnaire, est consultable à la mairie de Plouzané.

Par observations écrites ou orales reçues par la commissaire enquêteur.

Sur le registre numérique, les observations et propositions des citoyens, des associations et propositions orales ou écrites du public reçues par la commissaire enquêteur, sont consultables à la mairie de Plouzané. Les observations et propositions des citoyens, des associations et propositions orales ou écrites du public reçues par la commissaire enquêteur, sont consultables sur le site internet de la commune en réponse à cet avis du pétitionnaire, est consultable à la mairie de Plouzané.

Les observations et propositions écrites et orales imprimées en mairie de Plouzané, à la disposition du public, le lundi 06/09/2023, à 17 h, soit pendant 13 jours consécutifs, portant sur la demande d'autorisation d'environnement relative à la construction d'un bâtiment, par la commune de Plouzané, et de transport d'eau de l'Hérin en application des articles L.181-1 et suivants du Code de l'environnement, pour le projet d'extension d'une lagune de stockage de l'eau destinée à l'irrigation.

Le rapport et les conclusions de la commissaire enquêteur sont tenus à la disposition du public, en mairie de Plouzané, à la préfecture du Finistère et sur le site internet de la commune en réponse à cet avis du pétitionnaire, est consultable à la mairie de Plouzané.

En outre de l'enquête. Au terme de cette procédure, le préfet du Finistère est l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation d'environnement, à condition, à l'issue de l'enquête, que les observations et propositions des citoyens, des associations et propositions des services de l'Etat, la retraite, se tiennent à la disposition du public pour recevoir les observations et propositions en mairie de Plouzané les: lundi 06/09/2023, de 9 h 30 à 12 h 30 et mardi 11/09/2023, de 9 h 30 à 12 h 30.

Créez et publiez vos annonces légales

- ✓ Quelle que soit la formalité
- ✓ Quel que soit le département
- ✓ Quel que soit le journal habilité

www.regions-annonceslegales.com

Contactez-nous
02 98 33 74 44

Obsèques

Ouest-France
11 - 12 octobre

ouest-france.fr/obseques

Accédez à nos services en ligne : offrande de fleurs, de messes, dons, dépôt gratuit de condoléances

Pour passer un avis : 02 56 26 20 01 (prix d'un appel local, N° non surtaxé)
Tarifs disponibles sur ouest-france.fr/obsequesEn partenariat avec danosocoeurs.fr

Les avis d'obsèques du jour *

dans le Finistère

Brest
M. Marcel COMINASSI
M. Yvan LE VEN
Mme Fabienne PÉRON

Combril
Mme Odile TOULARASTEL

Fouesnant
M. Yann GOYAT

Gouesnou
Mme Jeanne LE BEC

Guilers
Mme Annie GUEGUEN

Guipavas
M. Xavier BELLEC
M. Yves CALVEZ

Landerneau
M. Jean Claude MIOSSEC

Landerivision
Mme Nicole PAUGAM
Mme Yvette RIOU

Léhan
M. Robert TRAQUEN

Loperhet
M. Louis SALAÜN

Morlaix
M. Christian KOENIG
Mme Simone MER

Plabennec
Mme Marie LÉON

Plouhinec
M. Henri GOURRET

Quimper
M. Michel PHILIPOT

Saint-Martin-des-Champs
Mme Maryannick GOARNISSON

Saint-Evarzec
M. Roger LE MEUR

Telgruc-sur-Mer
M. Gérard VAILLANT

Tréfléagat
Mme Louise RIOUAL

Tréflévenez
Mme Gwenaelle BONNIOU

Trégarantec
M. Vincent GUENNOG

dans les autres départements

Louargat
Mme Maryvonne RICOU

Maël-Carhaix
M. Marcel LOYER

Plumelin
Mme Annick FAOU

Rennes
Mme Odile DE GOUZILLON DE BÉLIZAL

(*) ayant fait l'objet d'un avis d'obsèques ou du décès au jour dans le journal

Les cérémonies célébrées aujourd'hui *

dans le Finistère

Brest
17 h 00 : M. Laurent FLOCH, en la salle de cérémonie du Vern. PFCA Brest

Briec
10 h 30 : M. Laurent COLIN, à la chambre funéraire Ty Eugène. Pompes Funèbres Keraval

Landerivision
10 h 30 : M. Jean Yves QUÉMENER, en la Chapelle Notre Dame de Lourdes. Pompes Funèbres Menez

Lannilis
10 h 00 : M. Paul LE GOFF, à la salle de cérémonie Laot. Pompes Funèbres Laot

Lesvenon
10 h 30 : Mme Yvette MELLOUET, en l'église. Pompes Funèbres An Avel

Léhan
14 h 30 : Mme Marie Thérèse OLLIVIER, en l'église. Pompes Funèbres An Avel

Léhan
14 h 30 : M. Robert TRAQUEN, en l'église. Pompes Funèbres Lucas

Mellau
10 h 30 : M. Christophe BEC, en l'église. Pompes Funèbres Pierregui

Plabennec
10 h 30 : Mme Jeanne Louise QUINTRIC, en l'église. PFCA Plabennec

Ploudrezeux
14 h 00 : M. Jean-Luc FAUCHON, à la salle de cérémonie Laot. Pompes Funèbres Marbrerie Laot

Plougastel-Daoulas
10 h 00 : M. Olivier CHAUSSOY, en la salle de cérémonie de Ty Ar Menez. Pompes Funèbres Bodiger

14 h 30 : M. Gilbert GOAS, à la salle de cérémonie de Ty Ar Menez. Bodiger

14 h 30 : Mme Yvonne RIOPARS, en l'église. Bodiger

Plouguerneau
14 h 30 : M. Roger LE BORGNE, en l'église de Lilia. Pompes Funèbres Prigent

Plouzan
10 h 30 : M. Louis GUÉGUEN, en l'église. Pompes Funèbres Gourio

Quénen
10 h 30 : M. Louis GUÉGUEN, en l'église. Pompes Funèbres Conan Gloarec

Quimper
10 h 00 : Mme Irène TESSIER, en l'église de Kerfontaine. Pompes Funèbres Bernard Le Comité

13 h 30 : M. Alain DAGORNE, au crématorium. Pompes Funèbres Donval

Saint-Divy
10 h 30 : Mme Jeanne ALFFRET, en l'église. Pompes Funèbres Prigent

14 h 30 : M. Olivier LE GUYEVE, en l'église. Pompes Funèbres De L'Ouest

Saint-Thégonneac-Loc-Eguiner
10 h 30 : M. Benjamin COSTELUX, au crématorium. Pompes Funèbres Menez

Tréguen
14 h 30 : Mme Hélène BRUNOU, en l'église. Pompes Funèbres Mariel

Trémoc
14 h 30 : Mme Alice LELGOUARCH, en l'église. Pompes Funèbres Daniel Yves

(*) ayant fait l'objet d'un avis dans le journal

La Fédération des Aveugles de France rend hommage à ses généreux bienfaiteurs.

En désignant notre association comme bénéficiaire de leur patrimoine, ils ont contribué à améliorer la vie quotidienne des personnes aveugles et malvoyantes.

Leur mémoire restera à jamais ancrée dans nos souvenirs. Nous ne les oublierons jamais.

FÉDÉRATION DES AVEUGLES DE FRANCE
6 rue Gagarin Cabillot • 75015 PARIS
Tel. 01 44 42 91 91 • aveuglesdefrance.org

FÉDÉRATION DES AVEUGLES DE FRANCE

LA CITOYENNETÉ, ÇA NOUS REGARDE !

Rendez hommage autrement

Vous pouvez honorer la mémoire de votre proche, tout en soutenant la recherche contre les maladies neurologiques et psychiatriques avec la Fondation pour la Recherche sur le Cerveau.

Quête du Souvenir
contre les maladies du cerveau

FAITES UN DON

frcneurodon.org

FRC
Fondation pour la Recherche sur le Cerveau

Avis de décès

Guipavas

C'est avec peine que nous vous faisons part du décès de

Monsieur Yves CALVEZ

survenu à l'âge de 90 ans.
De la part de :
ses nouveaux neveux, Dominique, Philippe, Luc, Elisabeth, Edith et Gilles ;
et toute la famille.La cérémonie religieuse sera célébrée **mercredi 15 octobre 2025, à 10 heures, en l'église de Guipavas.**
Yves repose au Centre funéraire de Lavalot, à Guipavas.
La famille remercie le personnel de l'EHPAD Korian, Bois Robillard à Nantes ainsi que ses voisins Pierre et Annie.
Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.FF Prigent,
Guipavas, 02 98 84 73 53Trégarantec, Lesvenon
Saint-Tréflé

Nous avons la tristesse de vous faire part du décès de

Vincent GUENNOG

à l'âge de 85 ans.
De la part de :
son épouse, Yvonne ;
ses enfants, Arnette et Jo, Myriam, Ludo et Sandra ;
ses petits-enfants, Julie, Cindy, Swann, Sam ;
ses arrière-petits-enfants, Léo, Jeanne ;
ses belles-sœurs et toute la famille.La cérémonie religieuse sera célébrée **lundi 13 octobre, à 10 h 30, en l'église de Trégarantec.**
Remerciements particuliers au personnel soignant de la Cavale Blanche, au groupe infirmier de la Côte des Légendes, à son médecin traitant Mme Tranchevant et à ses chers voisins Marie et Morgane.
Vincent repose au Centre funéraire du Parcours, rue Camille Douls à Ploudaniel. Visites ce samedi de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h et dimanche de 14 h à 18 h.
Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.FF An Avel,
Lesvenon, 02 98 44 11 86

..

Trégarantec

Le maire, les membres du conseil municipal, les maires honoraires ont le regret de vous annoncer le décès de

Monsieur Vincent GUENNOG et s'associent à la peine de la famille.

Les obsèques auront lieu **lundi 13 octobre 2025, à 10 h 30, en l'église de Saint-Thémar de Trégarantec.**

Landerneau

Nous avons la tristesse de vous faire part du décès de

Monsieur Jean Claude MIOSSEC

survenu à l'âge de 75 ans.
De la part de :
son épouse, Monette, née Le Meur ;
ses enfants, Lionel, Florian et Soïné, Nathalie et Jean Christophe Henry ;
ses petits-enfants, Yvonne et Ténérian, Hugo et Maëva, Killian et Emma, Noham, Lucas et Noan ;
ses sœurs, Madeleine et Annie ;
sa filleule, Cathy ;
sa belle-mère, Yvonne ;
sa tante, Marie Louise ;
toutes ses belles-sœurs et beaux-frères, neveux, nièces ainsi que toute la famille.Un hommage lui sera rendu **mardi 14 octobre 2025, à 14 h 30, au Centre funéraire Saint-Erne de Landerneau,** où il repose.
Condoléances sur www.pompesfunerairesbodiger.comFF Bodiger,
Landerneau, 02 98 40 25 80

Landerneau

Nous avons la tristesse de vous faire part du décès de

Monsieur Jean Claude MIOSSEC

survenu à l'âge de 75 ans.
De la part de :
son épouse, Monette, née Le Meur ;
ses enfants, Lionel, Florian et Soïné, Nathalie et Jean Christophe Henry ;
ses petits-enfants, Yvonne et Ténérian, Hugo et Maëva, Killian et Emma, Noham, Lucas et Noan ;
ses sœurs, Madeleine et Annie ;
sa filleule, Cathy ;
sa belle-mère, Yvonne ;
sa tante, Marie Louise ;
toutes ses belles-sœurs et beaux-frères, neveux, nièces ainsi que toute la famille.Un hommage lui sera rendu **mardi 14 octobre 2025, à 14 h 30, au Centre funéraire Saint-Erne de Landerneau,** où il repose.
Condoléances sur www.pompesfunerairesbodiger.comFF Bodiger,
Landerneau, 02 98 40 25 80

Landerneau

Nous avons la tristesse de vous faire part du décès de

Monsieur Jean Claude MIOSSEC

survenu à l'âge de 75 ans.
De la part de :
son épouse, Monette, née Le Meur ;
ses enfants, Lionel, Florian et Soïné, Nathalie et Jean Christophe Henry ;
ses petits-enfants, Yvonne et Ténérian, Hugo et Maëva, Killian et Emma, Noham, Lucas et Noan ;
ses sœurs, Madeleine et Annie ;
sa filleule, Cathy ;
sa belle-mère, Yvonne ;
sa tante, Marie Louise ;
toutes ses belles-sœurs et beaux-frères, neveux, nièces ainsi que toute la famille.Un hommage lui sera rendu **mardi 14 octobre 2025, à 14 h 30, au Centre funéraire Saint-Erne de Landerneau,** où il repose.
Condoléances sur www.pompesfunerairesbodiger.comFF Bodiger,
Landerneau, 02 98 40 25 80

Landerneau

Nous avons la tristesse de vous faire part du décès de

Monsieur Jean Claude MIOSSEC

survenu à l'âge de 75 ans.
De la part de :
son épouse, Monette, née Le Meur ;
ses enfants, Lionel, Florian et Soïné, Nathalie et Jean Christophe Henry ;
ses petits-enfants, Yvonne et Ténérian, Hugo et Maëva, Killian et Emma, Noham, Lucas et Noan ;
ses sœurs, Madeleine et Annie ;
sa filleule, Cathy ;
sa belle-mère, Yvonne ;
sa tante, Marie Louise ;
toutes ses belles-sœurs et beaux-frères, neveux, nièces ainsi que toute la famille.Un hommage lui sera rendu **mardi 14 octobre 2025, à 14 h 30, au Centre funéraire Saint-Erne de Landerneau,** où il repose.
Condoléances sur www.pompesfunerairesbodiger.comFF Bodiger,
Landerneau, 02 98 40 25 80

Landerneau

Nous avons la tristesse de vous faire part du décès de

Monsieur Jean Claude MIOSSEC

survenu à l'âge de 75 ans.
De la part de :
son épouse, Monette, née Le Meur ;
ses enfants, Lionel, Florian et Soïné, Nathalie et Jean Christophe Henry ;
ses petits-enfants, Yvonne et Ténérian, Hugo et Maëva, Killian et Emma, Noham, Lucas et Noan ;
ses sœurs, Madeleine et Annie ;
sa filleule, Cathy ;
sa belle-mère, Yvonne ;
sa tante, Marie Louise ;
toutes ses belles-sœurs et beaux-frères, neveux, nièces ainsi que toute la famille.

Guipavas, Crozon

A ceux qui l'ont connu, aimé et estimé, nous faisons part avec tristesse du décès de

Monsieur Xavier BELLEC

à l'âge de ses 96 ans.
De la part de :
son épouse, Marie-Thérèse, née Coat ;
ses fils, Philippe et Marie-France, Frédéric ;
ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants, sa sœur, Marguerite ;
et toute la famille.Nous lui rendrons hommage **mardi 14 octobre 2025, à 16 h 30, en la salle de cérémonie du Vern de Brest.**Xavier repose au salon de Lavalot, 55 rue André Chérid, Guipavas. Visites de 14 h 30 à 17 h.
La famille remercie toutes les personnes qui ont pris soin de Xavier au cours de sa maladie.
Des dons en faveur de l'Espace Christophe Caraty (amélioration de l'environnement du patient atteint d'un cancer) seront préférés aux fleurs.
Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.FF Prigent,
Guipavas, 02 98 84 73 53

Tréflévenez, Quimper

Le président, l'ensemble du conseil d'administration et du personnel de la FDESA du Finistère, le président et l'ensemble des administrateurs du syndicat cantonal de Ploudiry s'associent à la peine de la famille de

Madame Gwenaelle BONNIOU

épouse de Benoît Bonniou, président du syndicat cantonal de Ploudiry et du syndicat local de Tréflévenez de la FDESA du Finistère,

et vous prie d'assister à ses obsèques qui seront célébrées **lundi 13 octobre, à 10 h 30, en l'église de Tregourez.**

..

Coray

Le conseil d'administration de la caisse locale Groupama s'associe à la peine de la famille de

Madame Gwenaelle BONNIOU

fille de Monique Le Roy, administratrice de la caisse locale de Coray Menez Du,

et vous prie d'assister nombreux aux obsèques **lundi 13 octobre, à 10 h 30, en l'église de Tregourez.**

..

Tréflévenez

Le Comité des Filles de Tréflévenez à la tristesse de vous faire part du décès de son ancienne présidente

Madame Gwenaelle BONNIOU

et s'associe à la peine de sa famille et de ses proches.

Brest

La direction et la communauté éducative de l'Ensemble scolaire La Croix Rouge La Salle s'associent à la peine de la famille de

Monsieur Marcel COMINASSI

Ancien professeur au sein de l'établissement

père de Françoise Cominassi, enseignante au sein de l'établissement Saint-Yves.

La cérémonie a été célébrée le **jeudi 9 octobre, à 14 h 15, en l'église de Lambézellec.**Telgruc-sur-Mer, Saint-Thonan
Brest

Nous avons le regret de vous faire part du décès de

Monsieur Gérard VAILLANT

"Gégé"

à l'âge de 86 ans.
De la part de :
sa femme, Sylvie ;
sa fille, Julie et David ;
son fils, Jérôme et Maryline ;
ses petits-enfants, Méline, Léane et Mathys ;
ses beaux-enfants, Antoine et Gwenaelle, Amandine et Philippe ;
Romainet Julie ;
sa sœur, Edith et son beau-frère, Maurice.Un dernier hommage lui sera rendu **mercredi 15 octobre, à 10 h 30, en la salle de cérémonie du Vern à Brest.**Des dons pour la Recherche contre le cancer seront préférés aux fleurs.
Gérard repose au Centre funéraire des PFCA, au 945 Le Vern à Brest.
Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.PFCA,
Brest, 02 98 34 18 00

Brest

Un dernier hommage lui sera rendu **mercredi 15 octobre, à 10 h 30, en la salle de cérémonie du Vern à Brest.**Des dons pour la Recherche contre le cancer seront préférés aux fleurs.
Gérard repose au Centre funéraire des PFCA, au 945 Le Vern à Brest.
Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.PFCA,
Brest, 02 98 34 18 00

Brest

Un dernier hommage lui sera rendu **mercredi 15 octobre, à 10 h 30, en la salle de cérémonie du Vern à Brest.**Des dons pour la Recherche contre le cancer seront préférés aux fleurs.
Gérard repose au Centre funéraire des PFCA, au 945 Le Vern à Brest.
Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.PFCA,
Brest, 02 98 34 18 00

Plumelin (Kermaria)

Pouldreuzic (29)

Les Filles de Jésus de Kermaria, la communauté de la Sainte-Famille, ses frères, belle-sœur, neveux, nièces et toute la famille recommandent à votre prière

Sœur Annick FAOU
Sœur GUENOLA MARIE

décédée le 10 octobre 2025, à l'âge de 89 ans.

Les obsèques seront célébrées **lundi 13 octobre 2025, à 14 h 30, en la chapelle de Kermaria.**

Saint-Martin-des-Champs, Morlaix

Nous avons la tristesse de vous faire part du décès de

Maryannick GOARNISSON
née LE JEUNEà l'âge de 75 ans.
De la part de :
son époux, Paul ;
ses fils et sa belle-fille, Xavier, Lionel et Charlotte ;
Julie, sa petite-fille de cœur ;
sa belle-sœur, Marie Jo et son beau-frère, Joseph ;
ses neveux, ses nièces et toute la famille.La cérémonie religieuse sera célébrée **lundi 13 octobre 2025, à 14 h 30, en l'église de Morlaix.**Maryannick repose à l'Espace funéraire, 71 rue du Dr Kergaradec à Plourin-les-Morlaix. Visites de 15 h à 18 h.
La famille remercie le cabinet infirmier Carer, Elen, Moei place des Jacobins et l'ensemble du personnel qui l'a accompagnée durant ces quelques jours.
Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.FF Menz,
Plourin-les-Morlaix, 02 98 62 00 05

Plouhinec (Poulgoazec)

Nous avons le regret de vous faire part du décès de

Monsieur Henri GOURRET

survenu à l'âge de 94 ans.
De la part de :
son épouse, Monique ;
ses enfants, Arnette et Jo, Myriam, Ludo et Sandra ;
ses petits-enfants, Julie, Cindy, Swann, Sam ;
ses arrière-petits-enfants, Léo, Jeanne ;
ses belles-sœurs et toute la famille.La cérémonie religieuse sera célébrée **mardi 14 octobre 2025, à 14 h 30, en l'église de Poulgoazec.**Henri repose à la chambre funéraire du Cap, à Plouhinec.
La famille remercie le personnel de l'hôpital de Douarnenez, les infirmiers à domicile et le Dr Metzinger pour leur gentillesse et leur dévouement.
Cet avis tient lieu de faire-part.FF du Cap,
Audenne, 02 98 70 00 22

Fouesnant, Quimper

Isabelle Goyat, née Portal, son épouse ;
Yvignine et Mariu, Maxime et Perrine, ses enfants ;
Elisa, sa petite-fille ;
vous font part du décès de

Yann GOYAT

à l'âge de 65 ans.

Un hommage lui sera rendu **mardi 14 octobre 2025, à 15 h 30, au crématorium de Quimper.**

La famille remercie chaleureusement toutes les personnes qui s'associeront à sa peine.

FF Christian,
Fouesnant, 02 98 51 66 01

Loperhet

C'est avec tristesse que nous vous faisons part du décès de

Monsieur Louis SALAÜN

survenu à l'âge de 86 ans.
De la part de :
sa femme, Lilliane ;
ses filles, Isabelle, Anne-Marie ;
ses gendres, ses petits-enfants, son arrière-petite-fille et toute la famille.Un dernier hommage lui sera rendu **mardi 14 octobre 2025, à 10 heures, à la salle de cérémonie de Ty Ar Menez.**Louis repose à la chambre funéraire de Ty Ar Menez. Visites à partir de 12 h ce jour et dimanche toute la journée.
Aux fleurs seront préférés des dons pour l'association Le Pierrot-Thérèse.
Condoléances sur www.pompesfunerairesbodiger.com
Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.FF Bodiger,
Plouastel-Daoulas, 02 98 40 25 80

Brest

Un dernier hommage lui sera rendu **mercredi 15 octobre, à 10 h 30, en la salle de cérémonie du Vern à Brest.**Des dons pour la Recherche contre le cancer seront préférés aux fleurs.
Gérard repose au Centre funéraire des PFCA, au 945 Le Vern à Brest.
Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.Un dernier hommage lui sera rendu **mercredi 15 octobre, à 10 h 30, en la salle de cérémonie du Vern à Brest.**Des dons pour la Recherche contre le cancer seront préférés aux fleurs.
Gérard repose au Centre funéraire des PFCA, au 945 Le Vern à Brest.
Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.Un dernier hommage lui sera rendu **mercredi 15 octobre, à 10 h 30, en la salle de cérémonie du Vern à Brest.**Des dons pour la Recherche contre le cancer seront préférés aux fleurs.
Gérard repose au Centre funéraire des PFCA, au 945 Le Vern à Brest.
Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.Un dernier hommage lui sera rendu **mercredi 15 octobre, à 10 h 30, en la salle de cérémonie du Vern à Brest.**Des dons pour la Recherche contre le cancer seront préférés aux fleurs.
Gérard repose au Centre funéraire des PFCA, au 945 Le Vern à Brest.
Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.Un dernier hommage lui sera rendu **mercredi 15 octobre, à 10 h 30, en la salle de cérémonie du Vern à Brest.**Des dons pour la Recherche contre le cancer seront préférés aux fleurs.
Gérard repose au Centre funéraire des PFCA, au 945 Le Vern à Brest.
Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Guilers, Brest, Arpajon (91)

Nous avons la tristesse de vous faire part du décès de

Madame Annie GUEGUEN

née QUENTRIC
à l'âge de 77 ans.
De la part de :
ses enfants, Philippe, Stéphanie Diveres ;
ses petits-enfants, Alexandre, Camille, Amandine ;
et toute la famille ainsi que ses nombreux amis.

Une pensée particulière pour l'époux décédé il y a peu.

La cérémonie religieuse sera célébrée **mercredi 15 octobre 2025, à 10 heures, en l'église de Guilers.**Annie repose à la chambre funéraire, 285 rue du Vern, à Brest. Visites à partir de lundi 10 h à 14 h à 18 h.
Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.Roc Eclerc,
Brest, 02 99 00 40 00

Morlaix

Julien Koenig, son fils, et tous ses proches ont la tristesse de vous annoncer le décès de

Monsieur Christian KOENIG

survenu le jeudi 9 octobre 2025, à 74 ans.

Un hommage lui sera rendu **mardi 15 octobre 2025, à 15 heures, en la salle de cérémonie du Centre funéraire**

11.4 Procès-verbal de synthèse

11.4.1 Tableau des observations par thèmes

Résumé des observations scindées et classées par thème

Référence Obs	Requérant	Résumé de l'observation
------------------	-----------	-------------------------

**THEME: MODIF 1-MARIANO :
PROBLÉMATIQUE DU
REMBLAIEMENT**

P-LANV-C-012	Joëlle KERSUAL	Peut-on construire sur des anciens remblais non stabilisés et suivant quelles préconisations ?
P-LANV-@-015	Michel CANEVET	Rappelle que sur le secteur de Mariano, même si une évolution du zonage paraît justifiée, la partie dédiée à l'urbanisation a fait l'objet d'un vaste remblaiement et ne semble donc pas la partie la plus appropriée pour y édifier des bâtiments, une forte pente subsiste sur la partie Nord de la parcelle.

**THEME: MODIF 1-MARIANO :
CHOIX DE LA DESTINATION**

P-LANV-C-012	Joëlle KERSUAL	De par sa situation proximité des écoles du centre-bourg et de l'EPHAD ce terrain pourrait avoir une autre destination.
--------------	----------------	---

**THEME: MODIF 1-STANG AR
BACOL : POLLUTION ANTÉRIEURE
DU SITE**

P-LANV-R-011	M. et Mme BOLZER	Se demandent comment il est possible de mettre des déchets inertes sur une ancienne décharge qui a déjà été comblée par ajout de terres argileuses. Ne pas traiter les déchets existants qui se trouvent dessous est un non-sens.
P-LANV-C-014	Régis ROUFFET	Le courrier se présente sous forme d'une pétition signée par 23 personnes. Est-il prévu de dépolluer le site, suite à l'usage précédent de ce lieu comme décharge ? Pouvez-vous nous renseigner sur la nature de ces déchets précédemment enfouis ?

**THEME: MODIF 1-STANG AR
BACOL : POLLUTION ANTÉRIEURE
DU SITE**

P-LANV-C-012	Joëlle KERSUAL	Cet espace a été autrefois une décharge publique où étaient brûlés sans tri tous les déchets ménagers de la commune. Des déchets plus sensibles de déconstruction d'ordinateurs étaient jetés là sans autorisation. L'entreprise de l'époque s'est ainsi débarrassée de déchets contenant des métaux rares et des matières polluantes. Pour finir la mairie avait recouvert le site d'une couche de terre ne permettant plus d'évaluer la pollution. Est-ce qu'un sondage des sols a été réalisé pour évaluer cette pollution ? Et quid des écoulements vers le ruisseau de Creac'h Ru qui coule directement dans la réserve d'eau du pays bigouden ? Il faudra d'abord dépolluer avant de commencer à exploiter le site.
P-LANV-@-015	Michel CANEVET	Rappelle que la zone AD1 correspond à une ancienne décharge qui a été réhabilitée et recouverte d'un matériau argileux afin d'éviter les infiltrations d'eau. L'extension du site se fait sur un terrain agricole réduisant ainsi sa surface.

**THEME: MODIF 1-STANG AR
BACOL : SUR LES DÉCHETS**

P-LANV-C-003	Christophe et Véronique VINCENT	Demandent la nature exacte des déchets prévus et quel sera leur niveau de dangerosité pour l'environnement et les habitants proches ?
P-LANV-C-003	Christophe et Véronique VINCENT	Demandent comment le stockage des déchets sera possible sur un terrain plat ? S'il s'agit d'énormes monticules, l'aspect visuel ne dégradera-t-il pas l'environnement du hameau tout proche ?
P-LANV-C-012	Joëlle KERSUAL	Le volume des déchets modifiera le relief du secteur, jusqu'à quelle hauteur ce site sera utilisé ? Comment a été dessinée cette zone ? Elle ne prend pas en compte la totalité de l'ancienne décharge et grignote une partie du champ agricole mitoyen.
P-LANV-C-014	Régis ROUFFET	Le terrain étant plat, comment le stockage des déchets sera possible ? S'il s'agit d'énormes monticules, l'aspect visuel ne dégradera-t-il pas l'environnement du hameau tout proche ? Quelle sera la nature de tous les déchets prévus ? Quelle sera leur niveau de dangerosité pour l'environnement et les habitants proches ?

**THEME: MODIF 1-STANG AR
BACOL : TRAFIC ROUTIER-
FRÉQUENCE**

P-LANV-C-003	Christophe et Véronique VINCENT	Demandent : par quels types de véhicules les déversements des déchets seront-ils effectués ? L'itinéraire d'accès de ces véhicules est-il adapté ?
P-LANV-C-012	Joëlle KERSUAL	D'autre part, avez-vous évalué l'augmentation du trafic des camions dans un village où le réseau routier n'est pas du tout adapté ? Où beaucoup de familles avec des enfants résident ?
P-LANV-C-014	Régis ROUFFET	Quelle sera la fréquence des déversements ? Ces déversements auraient-ils lieu en semaine et/ou les week-ends ? Par quel type de véhicules ces déversements seront-ils effectués ? Quel sera l'itinéraire d'accès des véhicules ?

**THEME: MODIF 1-STANG AR
BACOL : AUTRES**

P-LANV-C-014	Régis ROUFFET	Qui gèrera le site (COMCOM ou entreprise privée) ? Le site est excentré par rapport à la commune, pourquoi ne pas choisir un lieu plus central pour en faciliter l'accès ?
P-LANV-@-015	Michel CANEVET	La zone AD3 ancienne carrière non remblayée est plus appropriée pour le stockage de déchets inertes.

THEME: MODIF 1- GLOBAL

P-LANV-@-015	Michel CANEVET	Favorable à tous les changements de destination envisagés dans la mesure où ils n'impactent pas une activité agricole : pour la préservation de bâtis patrimoniaux, pour répondre à un besoin de logements sur la commune pour donner du travail aux entreprises du bâtiment.
--------------	----------------	---

THEME: MODIF 1-QÉLORDON

P-LANV-C-004	Mathilde VOLANT	Propriétaire du bâtiment situé sur la parcelle YV 168 pour laquelle elle demande un changement de destination afin de pouvoir y installer le siège de son entreprise (reprise de l'exploitation familiale) elle explique l'abandon de son projet initial sur la parcelle YV93 lié au coût trop important des travaux, Elle apporte aussi l'assurance qu'il n'y a plus de hangar dédié à l'agriculture à moins de 200 mètres du bâtiment. (2 pièces jointes)
--------------	-----------------	---

THEME: MODIF 1- CRÉNIAT VRAS

P-LANV-R-008	Rémy TOULLEC	A bien pris connaissance du changement de destination demandé et s'est assuré qu'il n'y avait pas d'erreur.
--------------	--------------	---

**THEME: R A 1-KÉRIFORN :
AUGMENTATION DE ZONAGE**

P-LANV-C-006	Jean-Noël SOURON	Concerné par la révision allégée n°1 du PLU secteur de Kériforn, est favorable à la proposition mais demande une augmentation du zonage,
--------------	------------------	--

**THEME: R A 1-KÉRIFORN : ACCÈS
PARCELLE YK 586**

P-LANV-C-008	Jean-Jacques GUENEC	Propriétaire d'une parcelle sur Kériforn en zone UHC avant le PLU approuvé de 2022 qui a été classée en zone N « par erreur » en effet cette parcelle étant enclavé, une action avait été engagée avec la mairie de Plonéour afin de lui en permettre l'accessibilité par une permission de voirie accordée le 30 mai 2020. M. Guenec demande juste le respect de ces engagements, ainsi que de pouvoir se raccorder aux divers réseaux qui passent dans la parcelle communale. Il demande juste que 374 m ² de sa parcelle redevienne constructible et ne voit pas la justification d'une révision de cette ampleur. L'accès tels que présenté dans l'OAP par le terrain du voisin étant rendu impossible par le refus de ce dernier. (5 pièces jointes)
P-LANV-R-011	M. et Mme BOLZER	Considèrent que l'accès au terrain de M. Guenec devrait se faire tel qu'il avait été prévu avant cette révision. Qu'il devrait pouvoir construire sa maison sans lier ce projet à la propriété de M. Souron.
P-LANV-@-015	Michel CANEVET	Cette révision n'a pour but que de permettre l'accès aux parcelles YK546 et YK 586 totalement enclavées afin que le propriétaire puisse y construire une habitation. Des autorisations d'accès ont été délivrées antérieurement par la Mairie à partir du domaine communal, ce qui peut permettre de desservir aisément la parcelle sans avoir à ouvrir une zone constructible plus vaste.

THEME: R A 2-ROUTE DE TRÉOGAT : SATISFACTION

P-LANV-R-001	LE BEC Anthony	Propriétaire du garage Citroën est satisfait de la proposition
--------------	----------------	--

THEME: R A 3-KERVAHUT : PROXIMITÉ RÉSERVOIR DE MOULIN NEUF

P-LANV-C-013	Bernard MARTIN	Considère que l'implantation du projet dans cette zone de protection rapprochée n'est pas conforme avec l'article R1321-13 du code de la santé modifié par décret N2022-1720 du 29 déc. 2022-art1:A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, sont interdits les travaux, installations, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols susceptibles d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau impropre à la consommation.
P-LANV-@-012	Stéphane Le DOARE Pdt de la CCPBS	Rappelle que le secteur de Kervahut est inclus dans les périmètres de protection de captage de la retenue du Moulin Neuf instaurés par l'arrêté préfectoral du 15 juin 2009 modifié le 24 février 2022. La retenue du Moulin Neuf constitue l'unique ressource en eau du Pays Bigouden Sud. La retenue est identifiée dans le SDAGE come plan d'eau prioritaire pour la réduction des apports et des transferts en phosphores diffus. La qualité de l'eau reste un enjeu très fort et à ce titre, une attention particulière doit être apportée sur le traitement des eaux usées, la gestion des eaux pluviales et la préservation du bocage existant.

P-LANV-@-018	Benoît AGNES	Le requérant craint qu'un tel aménagement dans une zone de protection P2, en cas de fréquentation assidue ne risque de poser des problèmes d'évacuation à la fois des eaux usées et des eaux pluviales en l'absence de réseaux collectifs.
P-LANV-@-019	Sophie GROSJEAN	La requérante craint que des constructions et des aménagements destinés à un public nombreux ainsi que l'affluence des visiteurs et des véhicules altèrent la qualité de l'eau de la seule réserve d'eau potable du Sud du Pays Bigouden.
P-LANV-@-020	Bernard TREBERN « Bretagne Vivante »	L'anse de Kervahut est interdite à la pêche de loisir, il ne faudrait pas que la création du centre culturel augmente de façon notable la fréquentation sur les bords de l'eau, ne pas créer de cheminement entre la zone concernée et le plan d'eau.
P-LANV-@-023	Janick MORICEAU	La requérante constate qu'il manque dans le dossier l'avis de OUESCO gestionnaire du SAGE et celui de le CCPSB gestionnaire du plan d'eau. S'étonne que l'on maintienne ce projet à cet endroit alors qu'il est dans le périmètre rapproché de la seule réserve d'eau potable pour tout le Pays Bigouden sud,
P-LANV-@-024	Frédéric HEREMBERT-LARNICOL	Plusieurs raisons : accentuation du mitage du territoire communal, il s'agit de l'unique réserve d'eau potable de la partie Sud du Pays Bigouden. Il y a risque d'impacter la faune et la flore qui étaient protégées jusque-là. Il faut limiter les constructions et la fréquentation du site car il risque d'y avoir un problème avec l'évacuation des eaux usées qui en cas de débordement pourraient se déverser dans la retenue.

**THEME: R A 3-KERVAHUT :
DIMENSIONNEMENT RÉSEAUX**

P-LANV-C-013	Bernard MARTIN	Il n'y a pas de réseau d'eaux usées ce qui implique la construction d'une station d'épuration individuelle au fonctionnement aléatoire sans études de faisabilité ni d'études de sol permettant d'assurer l'assainissement des eaux usées ni dimensionnement des drains adaptés alors que diverses activités sont prévues hôtellerie/appartement, restauration, salle d'exposition. Le tout à proximité de la retenue déjà mal en point. Il n'y a pas de réseau des eaux pluviales ce qui implique de réaliser une filtration des eaux de lessivage du parking qui peuvent être chargées d'éléments chimiques hautement dangereux pour la santé humaine, Il faut aborder aussi le risque d'incendie, car la pose de panneaux solaires impose l'utilisation de produits chimiques comme les mousses hautement polluantes
P-LANV-@-020	Bernard TREBERN « Bretagne Vivante »	Le projet de révision ne parle que de la nécessaire mise en place d'un système d'assainissement individuel adapté. Mais un espace de restauration ainsi que l'accueil du public vont entraîner un flux important d'eaux usées, le site est-il capable de le supporter ? L'avis de OUESCO et du SAGE-Ouest Cornouaille semblent primordial.

**THEME: R A 3-KERVAHUT :
EMPRISE DU PROJET**

P-LANV-@-012	Stéphane Le DOARE Pdt de la CCPBS	Le règlement du PLU sur ce STECAL permet sur cette nouvelle zone At une surface bâtie sur l'ensemble de la zone de 1800 m² d'emprise au sol, sans préciser quelle est l'emprise existante conservée, celle démolie et par conséquent le potentiel qui resterait en vue de la réalisation de nouvelles constructions. Cette précision permettrait de garantir au regard de la sensibilité du site que l'emprise au sol autorisée réponde exactement aux besoins identifiés pour la mise en œuvre du projet indiqué page 7 de la notice.
--------------	--------------------------------------	--

**THEME: R A 3-KERVAHUT :
RÈGLEMENT ÉCRIT**

P-LANV-@-012	Stéphane Le DOARE Pdt de la CCPBS	L'évolution du règlement écrit autorise dans cette future zone At, une hauteur limitée à 12 mètres, en n'étayant pas la hauteur des constructions existantes sur ce secteur, mais également l'impact pouvant être généré sur le grand paysage en autorisant une hauteur de cette importance sur ce site
--------------	--------------------------------------	---

**THEME: R A 3-KERVAHUT :
INTÉRÊT DU PROJET**

P-LANV-R-004	M. et Mme Le BORGNE	Après visite du site sont enthousiasmés par le projet culturel, la démarche des propriétaires témoigne d'une vraie nécessité de s'inscrire dans le territoire et de créer du lien,
P-LANV-R-006	Françoise LEBEAU	Ce projet d'implantation et d'ouverture de la fondation « Kervahut » est une initiative ambitieuse et prometteuse qui ne manquera pas de rayonner sur l'ensemble du Pays Bigouden et de fédérer les initiatives de tous les acteurs culturels du territoire dont je fais partie en tant que Présidente d'une galerie d'art installée à Penmarc'h.
P-LANV-R-007	Sylvain PRUNENEC	Le projet du Fond « Kervahut » permettra à des artistes d'intervenir auprès des habitants de Plonéour et du territoire. Artiste chorégraphique moi-même, je sais combien ce type de projet au-delà des propositions artistiques, permet un tissage humain (au travers des pratiques artistiques) notamment en direction des enfants (des écoles), des personnes en EPAHD ou personnes en situation de handicap. Au travers de rencontres et d'ateliers ce projet participe à la cohésion du tissu social du territoire.
P-LANV-R-009	Sylvain MERESSE	Souligne l'intérêt du projet pour dynamiser il représente une chance pour tout le monde.
P-LANV-R-010	Isabelle RICHARD	Favorable au projet pour sa belle optique d'intégration dans le pays.
P-LANV-@-004	Jean-Pierre MATTON	Intérêt du projet pour les amateurs d'Art et pour ceux qui pourront s'ouvrir ainsi à l'art contemporain. Intérêt aussi pour la commune de Plonéour-Lanvern qu'il contribuera à qualifier dans le domaine culturel

		en constituant un facteur d'attractivité
P-LANV-@-006	Flore BERGOUGNOUX	Intérêt du projet du point de vue artistique et culturel mais aussi pour le territoire et ses habitants.
P-LANV-@-007	Christel DURAND	Intérêt du projet pour dynamiser la vie locale espace de rencontre, d'échanges et de création accessible à tous.
P-LANV-@-008	Marine ACKER	La création de ce lieu représente une véritable richesse pour le territoire un véritable espace de rencontres. La mise en place de projets pédagogiques en lien avec les structures éducatives ainsi que les partenariats envisagés avec les acteurs culturels et associatifs du territoire va renforcer le dynamisme du tissu local.
P-LANV-@-009	Carole PRONOST	Exprime son contentement d'avoir un tel lieu d'exposition à proximité. Faire venir des artistes en résidence présente une opportunité d'échange et de rencontres avec les habitants du territoire.
P-LANV-@-010	Elisabeth HUET	Intérêt de ce projet pour le territoire et ses habitants en particulier pour les enfants des écoles grâce à un partenariat qui leur permettra de découvrir ce domaine artistique.
P-LANV-@-015	Michel CANEVET	Le projet va permettre la suppression d'anciens bâtiments agricoles avec de l'amiante, il intègre parfaitement la situation près du plan d'eau du Moulin Neuf, dans un esprit de préservation environnementale des espaces dits sensibles. C'est une véritable opportunité.
P-LANV-@-016	Thomas DELAPORTE	Représente l'école élémentaire « Nicole et Félix Le GARREC ». Ce projet va permettre une ouverture culturelle originale aux écoles environnantes.
P-LANV-@-021	Patrick BOLZER	Le projet présente un réel atout culture, de rayonnement et un accès privilégié à l'Art Contemporain pour les habitants.
P-LANV-@-022	Maryvonne BOLZER	Projet intéressant pour le rayonnement de la commune.
P-LANV-C-010	Fonds « KERVAHUT »	Le courrier du fonds « KERVAHUT » fait 5 pages, il sera scanné et annexé en pièce jointe au présent procès-verbal de synthèse. 1) Tout d'abord rappelle que la création d'un fonds de dotation à l'art contemporain est une structure juridique pérenne garantissant la poursuite d'une mission d'intérêt général, non consomptible la dotation permet d'inscrire les activités du fonds dans le temps. Les statuts du fonds ne permettent pas de modifier l'objet de la mission (promouvoir l'art contemporain sur le territoire) ni de céder si ce n'est à un autre fonds de dotation comparable les biens acquis et les aménagements réalisés. 2) Il n'est pas question d'ouvrir une salle de spectacle, le projet est de créer des espaces d'exposition pouvant accueillir occasionnellement une performance dansée, théâtrale ou musicale. L'hébergement cité concerne exclusivement des résidences d'artistes qui sont déjà mise en place, quant à la restauration elle est prévue sous la forme d'une cafétéria destinée à accueillir le public.

**THEME: R AL 3-KERVAHUAT :
RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT**

P-LANV-@-001	Michel RAPHALEN	Considère qu'au-delà du projet culturel, il y a une réelle intégration paysagère et environnementale du site. Dans cet endroit où tout doit être fait pour protéger la qualité de l'eau et du plan d'eau ce projet y trouve aussi tout son intérêt de protection.
P-LANV-C-012	Joëlle KERSUAL	Le projet culturel de « Kervahut » a pris en compte la fragilité du lieu naturel arboré à proximité de la réserve en eau. Les porteurs du projet se sont entourés de professionnels de l'environnement ainsi que d'associations oeuvrant pour la protection des espèces ce qui leur a permis de présenter un projet intégrant toutes leurs recommandations, Très soucieux de la préservation des espaces, ils ont à coeur de transmettre ces valeurs au public qu'ils accueilleront.
P-LANV-@-002	Eric NEDELEC	De l'école Notre-Dame du Bon Secours, suite à une rencontre avec les porteurs du projet sur le site de Kervahut ont apprécié le respect du cadre naturel et en tant qu'éco-école labellisée ont été attentifs à l'insertion du projet dans le site existant avec une volonté de garder une dimension humaine et une préservation de la nature et du milieu environnemental. Ce projet permettra aux élèves de s'ouvrir à la culture.
P-LANV-@-004	Jean-Pierre MATTON	Forte prise en compte de la protection et de l'environnement : protection et mise en valeur du bâti existant, du végétal, de la perspective sur le lac, de la biodiversité, soin apporté au cycle de l'eau
P-LANV-@-006	Flore BERGOUGNOUX	Préservation de l'environnement, des études réalisées par des experts et des professionnels de l'environnement ont permis d'affiner le projet le moins impactant possible. Une régulation du public est prévue.
P-LANV-@-007	Christel DURAND	La valorisation du patrimoine naturel du site et de sa préservation.
P-LANV-@-008	Marine ACKER	Les porteurs du projet ont aussi su mener une réflexion approfondie sur l'intégration du site dans son environnement en veillant à ce que cet aménagement respecte l'équilibre paysager et la préservation du milieu naturel.
P-LANV-@-010	Elisabeth HUET	Les porteurs du projet ont aussi su mener, en s'entourant de professionnels, une réflexion approfondie sur l'intégration du site dans son environnement en veillant à ce que cet aménagement respecte l'équilibre paysager et la préservation du milieu naturel.
P-LANV-@-013	Bernard CARVAL	Le projet tient compte de l'environnement et va proposer un futur pôle artistique d'art contemporain manquant sur la commune.
P-LANV-@-021	Patrick BOLZER	L'intégration paysagère et la prise en compte des impératifs de préservation de la qualité des eaux sont au rendez-vous.
P-LANV-@-022	Maryvonne BOLZER	L'implantation paysagère du projet est respectueuse de l'environnement et répond à toutes les questions d'ordre environnementales (gestion des eaux usées et de surface) étant donné la proximité du pan d'eau. Une rencontre avec les porteurs du projet a permis de lever les doutes sur la cohérence environnementale du projet.

P-LANV-C-010	Fonds « KERVAHUT »	1) Dès l'acquisition du terrain, un inventaire de la flore a été réalisé. Il a été demandé à l'architecte de faire de l'insertion paysagère une priorité absolue, la préservation du paysage est au coeur du projet : par une limitation de l'emprise au sol aux stricts besoins d'exposition et de fréquentation ; par une construction dans la continuité des usages agricoles du site (conservation du corps de ferme, conservation du gabarit du hangar) ; une élévation maîtrisée et un choix de matériaux respectueux de l'environnement ; un système d'assainissement évitant tout impact indésirable sur le plan d'eau de la retenue du Moulin Neuf (mémoire de l'architecte sur l'assainissement envisagé scanné et annexé en pièce jointe au présent procès-verbal de synthèse). 2) Attentifs aux espèces ornithologiques présentes sur le site, les porteurs du projet en collaboration avec la Ligue de Protection des Oiseaux du Finistère (LPO) ont identifié des espaces au sein des nouveaux aménagements afin de favoriser l'installation des espèces les plus sensibles au cours de leur migration. Les préconisations de la LPO ont déjà été intégrées au projet de rénovation. 3) L'achat des terrains de Kervahut a acté l'arrêt définitif de l'activité agricole sur le site, activité déjà très réduite par la création du plan d'eau du Moulin Neuf qui a immergé une grande partie des terrains exploités. Dans le but de protéger les abords du plan d'eau et favoriser un éco-pâturage une partie des terrains a été rétrocédée à la CCPBS, en accord avec cette dernière ces terrains servent désormais de pâturage à des chevaux et à un troupeau de moutons.
--------------	--------------------	--

**THEME: R A 3-KERVAHUT :
FAIBLESSE ÉVALUATION
ENVIRONNEMENTALE**

P-LANV-@-020	Bernard TREBERN « Bretagne Vivante »	Sur la biodiversité, il est regrettable que l'évaluation environnementale concernant le patrimoine naturel se limite à la cartographie des milieux du Conservatoire Botanique. Il manque une évaluation plus précise sur la présence d'espèces à enjeux, chauves-souris et rapaces nocturnes potentiellement sur le site. Il est nécessaire de conserver les éléments boisés sur le site surtout les arbres âgés bien plus intéressants pour la captation carbone et la biodiversité.
--------------	---	---

**THEME: R A 3-KERVAHUT :
AUTRES**

P-LANV-R-002	M. et Mme DURAND	S'inquiètent des travaux générés par les nouveaux bâtiments, des passages des visiteurs et des personnels d'entretien.
P-LANV-C-013	Bernard MARTIN	Le haut de l'étang est un lieu de repos et de refuge pour les oiseaux d'eau qui risquent d'être perturbés par une animation sonore à 100 mètres. A cet endroit le réseau routier sous dimensionné ne permettra pas le croisement en sécurité des engins agricoles avec les visiteurs à fortiori de bus de transport touristique ou des véhicules de secours. Le SAGE n'a pas été consulté de même que la MRAe en retard ! Et que l'avis de la CCPBS gestionnaire du site n'apparaît pas.

P-LANV-C-010	Fonds « KERVAHUT »	<p>1) La préservation du site conditionne sa réussite. Afin de maîtriser la croissance des activités et sa fréquentation la jauge du parking est limitée à 19 places avec un système de réservation obligatoire pour les expositions présentées. L'aménagement du parking prend en compte le réseau racinaire de la parcelle identifié pour son implantation. Le traitement du sol prendra en compte perméabilité et ruissellement. Il est également étudié la mise en place d'un système de navettes au depuis Plonéour-Lanvern et Pont-l'Abbé en collaboration avec les commerçants.</p> <p>2) Les espaces devraient être ouverts au public seulement entre septembre et mai (juin-juillet et août étant réservés à l'accueil d'artistes en résidence). Du vendredi midi au dimanche en fin d'après-midi. Du mardi au jeudi exclusivement pour des groupes nécessitant une attention particulière. 2) Le fonds de dotation de Kervahut n'a pas vocation à devenir un équipement de masse, il devrait voir à terme la création de 3 ou 4 emplois. L'action s'inscrit pleinement dans l'Agenda rural promu par l'Agence nationale de la cohésion des territoires, qui fait de l'accès à la culture et de la création d'emplois dans ce domaine un axe prioritaire. 3) Le projet comme un ancrage territorial au service de la cohésion sociale, l'art est un vecteur essentiel du vivre-ensemble et du renforcement du tissu social. « La création d'un lieu pérenne, offrant de bonnes conditions d'accueil et de visibilité des œuvres, représente selon nous une opportunité de faire mieux, sans rien céder à la valeur environnementale du site.</p>
--------------	--------------------	---

**THEME: R A 4-LE HELLÈS :
PRÉSERVATION DES ZONES A**

P-LANV-R-011	M. et Mme BOLZER	S'opposent à la modification de zonage sur le secteur du Hellès. Il faut préserver les zones agricoles à tout prix de plus la proximité de la déchetterie n'est pas propice à ce changement de destination.
--------------	------------------	---

**THEME: ILLÉGALITÉ DU
DÉCLASSEMENT-MAINTIEN EN
ZONE UHB**

P-LANV-C-009	Pierre et Jean-Michel GLOANEC	Contestent le PLU approuvé en 2022, aucune justification n'ayant été apportée au déclassement du secteur de zone Uhb en zone A alors qu'il n'y a plus aucune activité agricole sur le secteur et qu'aucune étude sur le potentiel agronomique biologiques ou économiques des terres agricoles n'a été effectuée. Refusent le zonage du STECAL et demandent que l'on revienne au zonage UHb tel qu'il était délimité dans le PLU approuvé en 2008
--------------	-------------------------------	--

P-LANV-C-007	Armand et Alexis RIOU	Propriétaires des parcelles YI 50, 107, 92, 108, 216. Rappelent leur contentieux devant la Cour Administrative d'Appel de Nantes s'étonne qu'il ne soit pas cité dans le projet de révision. Ils s'étonnent de la différence d'intitulé entre le délibéré du CM de Plonéour en date du 24 février 2025 où » il est question modification de zonage sur le hameau du Hellès en continuité avec la zone urbaine d'activité de Kervalar » et le délibéré du Conseil Communautaire CCHPB en date du 04 mars 2025 qui lui parle de STECAL. Selon eux la création d'un STECAL est en inadéquation avec la charte Agriculture et Urbanisme du département du Finistère et s'étonnent qu'aucun diagnostic agricole n'ait été réalisé dans le cadre de la révision du PLU approuvé en 2022, les données agricoles datant de 2010 n'ayant pas été actualisées. La création du STECAL va marquer une rupture d'urbanisme. Ils demandent donc le retour du secteur en zone Uhb comme dans le PLU de 2008
P-LANV-C-011	Jean-Michel GLOANEC	Considère que le classement en zone A du secteur du Hellès est contraire à l'objectif de la loi ZAN, que le déclassement opéré en 2022 est en contradiction avec le classement de 2008 et demande le retour en zone Uhb de tout le secteur du Hellès
P-LANV-@-011	Armand et Alexis RIOU	Mail en doublon avec le courrier déjà traité C 7

THEME: INTÉGRATION DANS LE STECAL

P-LANV-C-007	Armand et Alexis RIOU	Ils demandent l'intégration des parcelles YI 107, 108, 216, 218 dans le zonage du hameau
--------------	-----------------------	--

THEME: R A 4-LE HELLÈS : INTÉGRATION DANS LE STECAL

P-LANV-C-011	Jean-Michel GLOANEC	En attendant le reclassement en zone Uhb, M. Gloanec demande que les parcelles Yi 200, 325, 375 soient intégrées au STECAL.
--------------	---------------------	---

THEME: R A 4-LE HELLÈS : AUTRES

P-LANV-R-003	André MORIN	Propriétaire des parcelles YI 356 et YI 357 est favorable au changement de zonage
P-LANV-C-007	Armand et Alexis RIOU	Ils soulèvent le problème de l'assainissement sur le secteur du Hellès, en effet, compte tenu de la nature des sols défavorables à un assainissement non collectif et au vu de la densification de l'habitat prévu dans la révision souhaitent la possibilité d'un raccordement au réseau d'assainissement collectif.
P-LANV-C-013	Bernard MARTIN	Au Hellès hameau qui se suffit à lui-même, il n'y a pas de réseau de tout à l'égout, ni réseau de pluvial alors que l'imperméabilisation des sols n'est pas négligeable. Pas de réseau routier permettant le cheminement

		doux et sécurisé et sans accès aux transports en commun.
--	--	--

THEME: QUESTIONS DIVERSES

P-LANV-C-003	Christophe et Véronique VINCENT	Concernant les zones de Mariano, de Kériforn et du Hellès : Si la transformation d'espaces naturels en zones urbanisées n'est-elle pas regrettable ; Si l'infrastructure routière du centre-ville est en mesure de supporter une augmentation conséquente de la population ? ; Si les services de voirie sont adaptés à une telle augmentation ? ; Si la vente des futurs terrains constructibles sera destinée en priorité aux primo-accédants de la Communauté de Communes et à des prix préférentiels, ce qui pourrait justifier cette modification du PLU ?
P-LANV-C-003	Christophe et Véronique VINCENT	Au sujet de Kervahut : projet privé à l'architecture contemporaine transformant un habitat traditionnel et un milieu naturel fréquenté ; quels en sont les bénéfices, pour la population ? Des ateliers de découverte accessibles aux enfants et aux adultes sont-ils prévus à des tarifs abordables ? Les visites seront-elles gratuites ?
P-LANV-C-013	Bernard MARTIN	Kériforn est le seul site raccordé à la station d'épuration qui vu l'expansion des habitats en quelques années risque de se retrouver au-delà de 9000 EH surtout avec un réseau poreux, quid de la rupture de ce printemps qui a pollué toute la rivière de Pont-l'Abbé.
P-LANV-@-020	Bernard TREBERN « Bretagne Vivante »	Sur les STECAL : ces révisions allégées portent à 11 le nombre de STECAL mis en place sur la commune depuis le PLU de 2022 ce qui leur enlève leur caractère exceptionnel, en faisant plus un moyen d'accroître les zones urbanisées, accélérant le mitage hors du bourg.
P-LANV-@-020	Bernard TREBERN « Bretagne Vivante »	Sur Kériforn : Le fait de fractionner la zone N actuelle en trois zones séparées va entraîner une perte de la fonctionnalité de la zone N.

THEME: HORS SUJET

P-LANV-C-001	Arnaud et Valérie DOUGUET	Parcelle YN 62 demande un changement de destination. (10 pièces jointes)
P-LANV-C-002	TCHING PIOU Sabrina	Changement de zonage de la parcelle XB152. (6 pièces jointes)
P-LANV-R-005	Famille SAUTREUIL DEVOUGE	Demande un changement de zonage pour un terrain n°344, en doublon avec le courrier C5 enregistré le 31/10/25
P-LANV-C-005	Famille SAUTREUIL DEVOUGE	Doublon avec l'observation R5 déposée dans le registre le 27/10/2025
P-LANV-@-003	Isabelle MILLELIRI- Michèle ROLLAND- Corinne QUENET	Demande un changement de zonage pour les parcelles AB 224, 85, 226 et A124 classées en zone 2AU,
P-LANV-@-005	Christiane PITON	Demande un changement de destination pour deux bâtiments

P-LANV-@-014	Pierre et Jean-Michel GLOANEC	Les requérants demandent l'extension de l'assainissement collectif à l'ensemble du hameau du Hellès.
--------------	-------------------------------	--

THEME: -non défini dans la feuille Obs-Saisie

P-LANV-@-017	Joëlle KERSUAL	Mail en doublon d'un courrier C12
--------------	----------------	-----------------------------------

11.4.2 Questions du commissaire enquêteur

Pouldreuzic, le 13 novembre 2025

Modification n°1 et Révisions Allégées n°1, 2, 3 et 4 du PLU de la commune de Plonéour-Lanvern

Observations et questions du commissaire enquêteur

1. Sur le dossier

Modification n°1

- Page 5 : explication de la phrase « Comparé cette fois au PLU en vigueur, il est observé une nette réduction des zones U et U au PLU révisé. Par rapport au PLU en vigueur, le PLU révisé est donc moins consommateur d'espace » Pourquoi cette phrase puisqu'aujourd'hui le PLU en vigueur est le PLU révisé et approuvé en 2022 ?

- Page 6 : tableau point 2 : évolution du zonage de la zone Ad1 vers Ad2 sur Stang ar Bacol, ne s'agit-il pas plutôt de la zone Ad1 vers Ad3 ?
- Page 16 : **Secteur Mariano** Comment justifiez-vous cette modification par rapport à l'orientation du SCoT pour la trame verte et bleue, l'argumentaire de compatibilité « ...imposent d'envisager un maintien de cette trame verte pour des raisons écologiques et paysagères.. » ce qui ne semble pas suffisamment développé dans le schéma de l'OAP proposé ?
- Page 23 : **Secteur Stang ar Bacol** : Articulation avec les objectifs du SCoT : optimiser la gestion des déchets, l'argumentaire de compatibilité « L'ancien camping répond aux critères des espaces déjà artificialisé » ne semble pas approprié.
- Page 30 : **Changement de destination** : Articulation avec les objectifs du SCoT, le changement de destination devra être justifié par le document d'urbanisme inférieur ?
- Pages 6 et 35 : Il faudrait préciser dans les en têtes « Modification des règles sur les marges de recul, les clôtures et les règles sur les stationnements »

Révision allégée n°1

- Page 9 : dans le croquis de l'OAP manque la placette de retournement.

2. Questions diverses

Modification n° 1 :

Concernant les règles de stationnement : **y a-t-il des prescriptions concernant l'aménagement des places de stationnements, notamment pour éviter l'imperméabilisation des sols ?**

Révision allégée n° 2 :

Page 14 : dans synthèse de l'état initial sur la gestion des eaux pluviales : dans les enjeux potentiels, le rejet des eaux pluviales directement dans le fossé crée un risque de pollution (hydrocarbures par ex.) **Pourrait-on prévoir une filtration avant le rejet ?**

En général :

Vous nous présentez des tableaux de surface pour chacune des opérations prévues, ce qui ne nous permet pas d'avoir une vision globale à l'échelle de toute la commune. Vous ne nous fournissez aucune indication quant aux surfaces déjà consommées depuis l'approbation du PLU en 2022, alors que dans un mail reçu durant l'enquête (@003 le 29/10/2025 de Mmes Milleliri, Rolland et Quenet) il est fait état « *nous a fait part d'une possible évolution positive dans la mesure où la surface urbanisable actuelle était totalement en voie d'être consommée.* » **Il serait souhaitable, pour justifier ces changements de zonage de connaître les surfaces consommées depuis l'approbation du PLU en 2022. Un tableau global à l'échelle de la commune mis à jour, dans lequel toutes les modifications de surface par zones apparaîtraient, serait opportun.**

11.5 Mémoire en réponse de la CCHPB

11.5.1 Aux questions du commissaire enquêteur

Pouldreuzic, le 27 novembre 2025

Modification n°1 et révisions allégées 1,2,3 et 4 PLU de Plonéour-Lanvern

Réponse de la CCHPB aux observations et questions du commissaire enquêteur

3. Sur le dossier

Modification n°1

- Page 5 : explication de la phrase « Comparé cette fois au PLU en vigueur, il est observé une nette réduction des zones U et U au PLU révisé. Par rapport au PLU en vigueur, le PLU révisé est donc moins consommateur d'espace ». Pourquoi cette phrase puisqu'aujourd'hui le PLU en vigueur est le PLU révisé et approuvé en 2022 ?

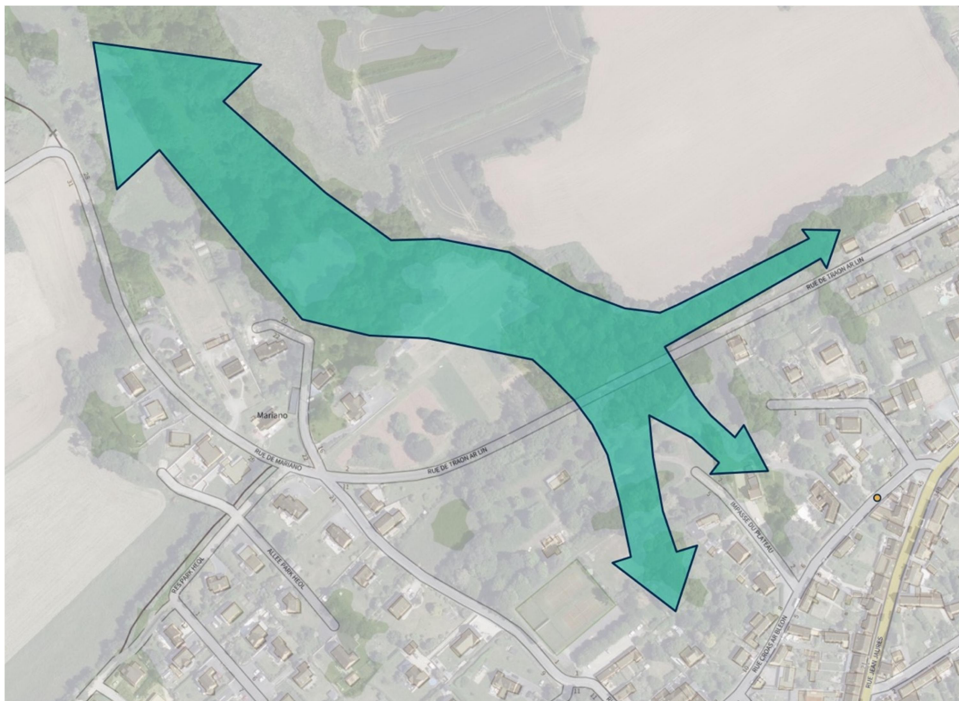
Oui, cette phrase est maladroite. Cette partie a pour but à la base d'introduire le PLU révisé. Lorsqu'il est question du PLU « en vigueur » il s'agit en fait de l'ancien PLU (celui en approuvé en 2008 avant la dernière révision en 2022).

- Page 6 : tableau point 2 : évolution du zonage de la zone Ad1 vers Ad2 sur Stang ar Bacol, ne s'agit-il pas plutôt de la zone Ad1 vers Ad3 ?

Oui, c'est une erreur matérielle. C'est bien AD1 vers AD3

- Page 16 : **Secteur Mariano** Comment justifiez-vous cette modification par rapport à l'orientation du SCoT pour la trame verte et bleue, l'argumentaire de compatibilité « ...imposent d'envisager un maintien de cette trame verte pour des raisons écologiques et paysagères.. » ce qui ne semble pas suffisamment développé dans le schéma de l'OAP proposé ?

Le site de Mariano se situe sur une interface entre l'urbain et les espaces naturels et agricoles. En contrebas au Nord, de l'autre côté de la rue Traon ar Lin, se déploient des espaces boisés classés en A et N et qui représentent une amorce de corridor écologique. Des zones humides sont d'ailleurs identifiées dans ce secteur en aval. Les terrains de l'ancien camping affichent une certaine continuité avec ces espaces boisés. En effet, ils sont eux-mêmes partiellement arborés. Les ambitions de maintenir une partie de ces boisements à travers les OAP ainsi que de prévoir des replantation sur la partie Est s'inscrivent dans cette démarche de poursuivre cette continuité verte jusque dans le bourg comme le montre le schéma ci-dessous :



- Page 23 : **Secteur Stang ar Bacol** : Articulation avec les objectifs du SCoT : optimiser la gestion des déchets, l'argumentaire de compatibilité « L'ancien camping répond aux critères des espaces déjà artificialisé » ne semble pas approprié.

Effectivement, c'est un mauvais copié-collé. Il convient de remplacer le contenu de cette case par :

« Une relocalisation des infrastructures de stockage de déchets inertes sur la commune de Plonéour-Lanvern se justifie dans la mesure où la commune concentre une part importante des projets du territoire. Elle éviterait aux entreprises de menée des transports de matériaux sur des sites plus éloignés engendrant des surcoûts en termes de transport. »

- Page 30 : **Changement de destination** : Articulation avec les objectifs du SCoT, le changement de destination devra être justifié par le document d'urbanisme inférieur ?

Le SCoT consacre des orientations sur la question des changements de destination. Dans le respect de la démarche d'articulation, on reprend juste ces éléments pour montrer qu'on est en cohérence avec ces principes. Mais dans la mesure où les changements de destination représentent des évolutions « mineures » cette notion d'articulation apparaît vraiment secondaire.

- Pages 6 et 35 : Il faudrait préciser dans les en têtes « Modification des règles sur les marges de recul, les clôtures et les règles sur les stationnements »

Révision allégée n°1

- Page 9 : dans le croquis de l'OAP manque la placette de retournement.

C'est une erreur matérielle. La légende n'a pas été modifiée. Il s'agit d'un reliquat d'une ancienne version des OAP sur ce secteur.

4. Questions diverses

Modification n° 1 :

Concernant les règles de stationnement : **y a-t-il des prescriptions concernant l'aménagement des places de stationnements, notamment pour éviter l'imperméabilisation des sols ?**

Non, à ce jour le PLU n'impose pas de prescriptions particulières pour les stationnements.

Révision allégée n° 2 :

Page 14 : dans synthèse de l'état initial sur la gestion des eaux pluviales : dans les enjeux potentiels, le rejet des eaux pluviales directement dans le fossé crée un risque de pollution (hydrocarbures par ex.) **Pourrait-on prévoir une filtration avant le rejet ?**

À priori non, il n'y a pas d'obligation. Ces dispositifs sont obligatoires par exemple sur des infrastructures de type ISDND mais dans le cas présent, le code de l'urbanisme ne peut pas imposer ce type de dispositif.

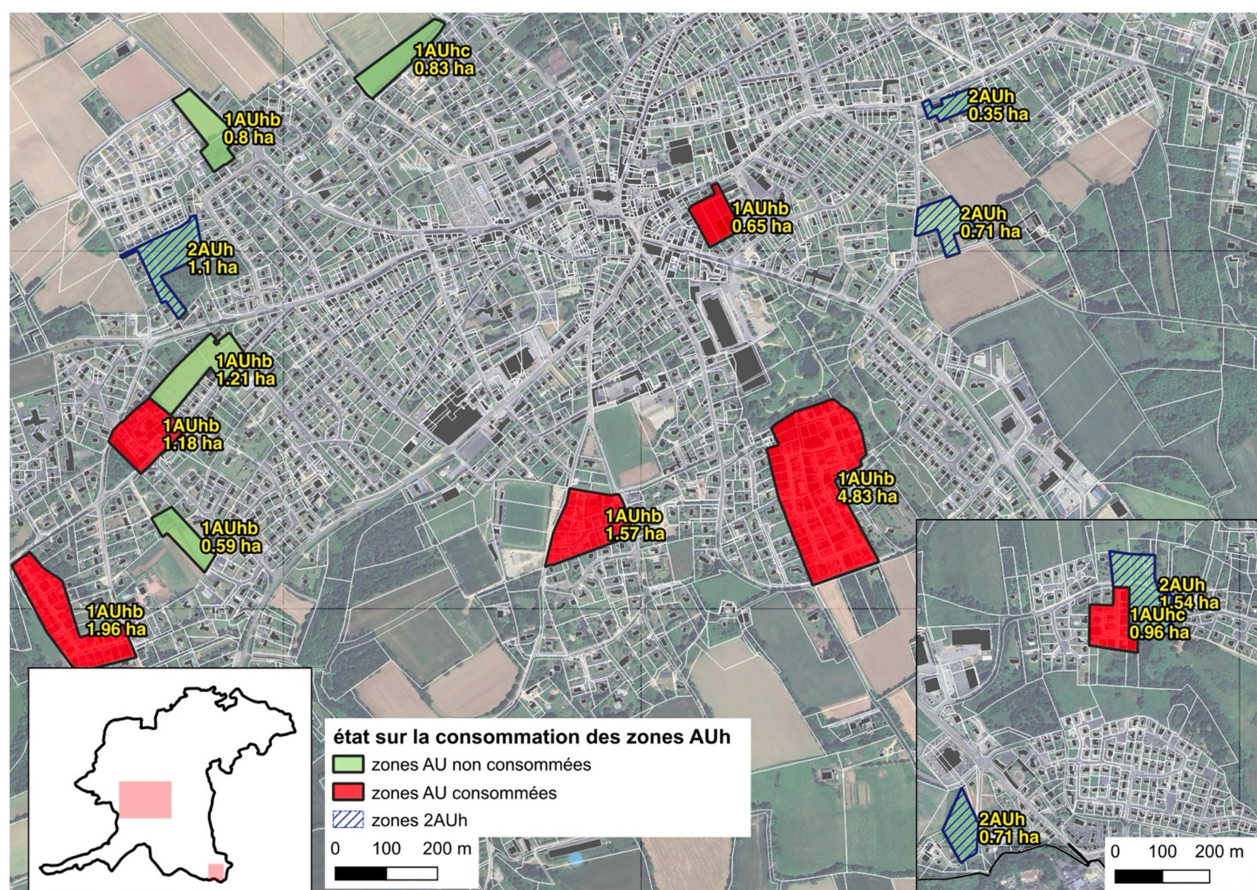
En général :

Vous nous présentez des tableaux de surface pour chacune des opérations prévues, ce qui ne nous permet pas d'avoir une vision globale à l'échelle de toute la commune. Vous ne nous fournissez aucune indication quant aux surfaces déjà consommées depuis l'approbation du PLU en 2022, alors que dans un mail reçu durant l'enquête (@003 le 29/10/2025 de Mmes Milleliri, Rolland et Quenet) il est fait état « *nous a fait part d'une possible évolution positive dans la mesure où la surface urbanisable actuelle était totalement en voie d'être consommée.* » **Il serait souhaitable, pour justifier ces changements de zonage de connaître les surfaces consommées depuis l'approbation du PLU en 2022. Un tableau global à l'échelle de la commune mis à jour, dans lequel toutes les modifications de surface par zones apparaîtraient serait opportun.**

L'état de consommation des zones à urbaniser pour du logement est décrite dans le tableau ci-dessous. Une carte de localisation de ces zones est proposé page suivante :

Type de zone	Surface (en hectare)	pourcentage
1AUh consommées	11,15	58,7%

1AUh non consommées	3,43	18%
2AUh (pas urbanisables dans l'immédiat	4,41	23%
total	18,99	100%



11.5.2 Aux observations recueillies par thèmes

PROCES VERBAL DE SYNTHESE

Résumé des observations scindées et classées par thème et réponses de la Communauté de Communes

	Requérant	Résumé de l'observation	Réponse de la collectivité
THEME: MODIF 1-MARIANO : PROBLÉMATIQUE DU REMBLAIEMENT			
C-	Joëlle KERSUAL	Peut-on construire sur des anciens remblais non stabilisés et suivant quelles préconisations ?	Les remblais ne constituent pas un caractère rédhibitoire à ce terrain même si des études de sols préalables seront sans doute nécessaires pour les porteurs de projet. Les futurs espaces à vocation résidentielle seront à définir par les fortes pentes.
@-	Michel CANEVET	Rappelle que sur le secteur de Mariano, même si une évolution du zonage paraît justifiée, la partie dédiée à l’urbanisation a fait l’objet d’un vaste remblaiement et ne semble donc pas la partie la plus appropriée pour y édifier des bâtiments, une forte pente subsiste sur la partie Nord de la parcelle.	
THEME: MODIF 1-MARIANO : CHOIX DE LA DESTINATION			
C-	Joëlle KERSUAL	De par sa situation proximité des écoles du centre-bourg et de l’EPHAD ce terrain pourrait avoir une autre destination.	Les orientations projetées sur ce terrain sont multiples : le projet prévoit qu’une partie de la zone qui aura aussi une vocation de loisir (jeux partagés, maintien des terrain de tennis. Ces choix se justifient par le maintien des espaces de rencontre et récréatifs pour le voisinage.

			destination d'un public jeune mais aussi les personnes à espace de promenade.
THEME: MODIF 1-STANG AR BACOL : POLLUTION ANTÉRIEURE DU SITE			
-LANV-R-11	M. et Mme BOLZER	Se demandent comment il est possible de mettre des déchets inertes sur une ancienne décharge qui a déjà été comblée par ajout de terres argileuses. Ne pas traiter les déchets existants qui se trouvent dessous est un non-sens.	La dépollution du site n'est pas envisagée sur ce site. Il le référentiel des sites BASIAS (Anciens Sites Industriels (Secteurs d'Information sur les Sols) qui recensent pollutions avérées ou suspectées nécessitant une vig
-LANV-C-14	Régis ROUFFET	Le courrier se présente sous forme d'une pétition signée par 23 personnes. Est-il prévu de dépolluer le site, suite à l'usage précédent de ce lieu comme décharge ? Pouvez-vous nous renseigner sur la nature de ces déchets précédemment enfouis ?	Il convient de rappeler que la création d'un espace de d du régime des Installations Classées pour la Protection soumises à enregistrement. Le projet devra faire l'obj d'exploitation auprès de la DREAL afin d'obtenir une aut cadre de cette demande d'autorisation, le porteur de l'état initial du site, notamment ses caractéristiques géo et plus largement à analyser les effets directs et indirect de l'installation sur l'environnement (voir article l'Environnement).

THEME: MODIF 1-STANG AR BACOL : POLLUTION ANTÉRIEURE DU SITE

-LANV-C-012	Joëlle KERSUAL	Cet espace a été autrefois une décharge publique où étaient brûlés sans tri tous les déchets ménagers de la commune. Des déchets plus sensibles de déconstruction d'ordinateurs étaient jetés là sans autorisation. L'entreprise de l'époque s'est ainsi débarrassée de déchets contenant des métaux rares et des matières polluantes. Pour finir la mairie avait recouvert le site d'une couche de terre ne permettant plus d'évaluer la pollution. Est-ce qu'un sondage des sols a été réalisé pour évaluer cette pollution ? Et quid des écoulements vers le ruisseau de Creac'h Ru qui coule directement dans la réserve d'eau du pays bigouden ? Il faudra d'abord dépolluer avant de commencer à exploiter le site.	La dépollution du site n'est pas envisagée sur ce site. Il dans le référentiel des sites BASIAS (Anciens Sites In Service) ni SIS (Secteurs d'Information sur les Sols) qui r l'objet de pollutions avérées ou suspectées nécessitant une particulière en cas de changement d'usage. L'extension du site ne se fait que sur l'emprise des empiéter sur des espaces de production agricoles. A actuelle rogne en partie des parcelles agricoles.
-LANV-@-015	Michel CANEVET	Rappelle que la zone AD1 correspond à une ancienne décharge qui a été réhabilitée et recouverte d'un matériau argileux afin d'éviter les infiltrations d'eau. L'extension du site se fait sur un terrain agricole réduisant ainsi sa surface.	Il convient de rappeler que la création d'un espace de c relève du régime des Installations Classées po l'Environnement (ICPE) soumises à enregistrement. Le d'un dossier d'autorisation d'exploitation auprès de la D autorisation préfectorale. Dans le cadre de cette dem porteur de projet s'attachera à décrire l'état initial c caractéristiques géologiques et hydrogéologiques, et pl les effets directs et indirects, temporaires et perman l'environnement (voir article R.541-66 du Code de l'Envi

THEME: MODIF 1-STANG AR BACOL : SUR LES DÉCHETS

-LANV-C-003	Christophe et Véronique VINCENT	Demandent la nature exacte des déchets prévus et quel sera leur niveau de dangerosité pour l'environnement et les habitants proches ?	Concernant l'impact sur les environnements bâti habitations sont situées à environ 270 mètres ave qui sont protégés au PLU donc une atténuation des largement limitées.
-LANV-C-003	Christophe et Véronique VINCENT	Demandent comment le stockage des déchets sera possible sur un terrain plat ? S'il s'agit d'énormes monticules, l'aspect visuel ne dégradera-t-il pas l'environnement du hameau tout proche ?	Concernant le projet d'unité de stockage, celui-ci Installations Classées pour la Protection de l'Enviro à enregistrement. Il devra faire l'objet d'une d'exploitation auprès de la DREAL afin d'ob préfectorale. C'est dans le cadre de cette deman points relatifs à la nature des déchets et la fréquen
-LANV-C-012	Joëlle KERSUAL	Le volume des déchets modifiera le relief du secteur, jusqu'à quelle hauteur ce site sera utilisé ? Comment a été dessinée cette zone ? Elle ne prend pas en compte la totalité de l'ancienne décharge et grignote une partie du champ agricole mitoyen.	

C-014	Régis ROUFFET	Le terrain étant plat, comment le stockage des déchets sera possible ? S'il s'agit d'énormes monticules, l'aspect visuel ne dégradera-t-il pas l'environnement du hameau tout proche ? Quelle sera la nature de tous les déchets prévus ? Quelle sera leur niveau de dangerosité pour l'environnement et les habitants proches ?	plus largement l'analyse des effets directs et indirects permanents de l'installation sur l'environnement, seront évaluable (voir article R.541-66 du Code de l'Environnement). Cependant au regard des engagements, la concrétisation d'un tel projet devrait rester limitée. Il convient de rappeler que dans le PLU opposable, une zone naturelle est effective sur un périmètre nettement plus large (près de 200 m) et proche du hameau de Stang ar Bacol (environ 80 m des habitations proches). Dans le cadre de la modification, ce zonage sera rétabli en zone naturelle en guise de compensation.
-------	---------------	--	--

THEME: MODIF 1-STANG AR BACOL : TRAFIC ROUTIER- FRÉQUENCE

C-003	Christophe et Véronique VINCENT	Demandent : par quels types de véhicules les déversements des déchets seront-ils effectués ? L'itinéraire d'accès de ces véhicules est-il adapté ?	Sur la question du calibre de la voie de desserte, la D240 départementale qui offre une largeur suffisante aux véhicules lourds. Ce changement de zonage ne constitue pas un problème opérationnel. La création d'un espace de stockage devra être l'objet d'une demande d'autorisation d'exploitation auprès de la préfecture pour obtenir une autorisation préfectorale. C'est dans le cadre de la demande d'autorisation que les points relatifs à la nature des déchets et la fréquence des déversements, et plus largement les effets directs et indirects, temporaires et permanents de la modification sur l'environnement notamment en matière de trafic routier seront étudiés (voir article R.541-66 du Code de l'Environnement).
C-012	Joëlle KERSUAL	D'autre part, avez-vous évalué l'augmentation du trafic des camions dans un village ou le réseau routier n'est pas du tout adapté ? Où beaucoup de familles avec des enfants résident ?	
C-014	Régis ROUFFET	Quelle sera la fréquence des déversements ? Ces déversements auraient-ils lieu en semaine et/ou les week-ends ? Par quel type de véhicules ces déversements seront-ils effectués ? Quel sera l'itinéraire d'accès des véhicules ?	

THEME: MODIF 1-STANG AR BACOL : AUTRES

C-014	Régis ROUFFET	Qui gèrera le site (COMCOM ou entreprise privée) ? Le site est excentré par rapport à la commune, pourquoi ne pas choisir un lieu plus central pour en faciliter l'accès ?	L'ancienne carrière est aujourd'hui couverte par une protection. La suppression de cette protection demanderait en premier lieu la suppression du PLU, puis une autorisation de défrichement auprès du préfet, une tête de bassin versant et s'intègre dans une continuité paysagère. Le PLU opposable, rendant impossible toute modification de zonage dans ce document. La zone transformée en AD3 fera l'objet d'une répartition des gravats existants.
@-015	Michel CANEVET	La zone AD3 ancienne carrière non remblayée est plus appropriée pour le stockage de déchets inertes.	

THEME: MODIF 1- GLOBAL

@-015	Michel CANEVET	Favorable à tous les changements de destination envisagés dans la mesure où ils n'impactent pas une activité agricole : pour la préservation de bâtiments patrimoniaux, pour répondre à un besoin de logements sur la commune pour donner du travail aux entreprises du bâtiment.	La transformation, via permis de construire, de ces bâtiments en logements, la CDPENAF qui, pour le cas de Quélordan a déjà donné son avis en proximité aux bâtiments agricoles. De plus, les règles actuelles permettent la création d'un nouveau logement sur ce secteur. Un arbitrage sera à l'élus communautaires sur ce point de modification, selon les associations déjà reçus et du rapport et conclusions de la commission.
-------	----------------	---	--

THEME: MODIF 1-QUÉLORDAN

C-004	Mathilde VOLANT	Propriétaire du bâtiment situé sur la parcelle YV 168 pour laquelle elle demande un changement de destination afin de pouvoir y installer le siège de son entreprise (reprise de l'exploitation familiale) elle explique l'abandon de son projet initial sur la parcelle YV93 lié au coût trop important des travaux. Elle apporte aussi l'assurance qu'il n'y a plus de hangar dédié à l'agriculture à moins de 200 mètres du bâtiment. (2 pièces jointes)	
-------	-----------------	---	--

THEME: MODIF 1- CRÉNIAT VRAS

-LANV-R-008	Rémy TOULLEC	A bien pris connaissance du changement de destination demandé et s'est assuré qu'il n'y avait pas d'erreur.
-------------	--------------	---

THEME: R A 1-KÉRIFORN : AUGMENTATION DE ZONAGE

-LANV-C-006	Jean-Noël SOURON	Concerné par la révision allégée n°1 du PLU secteur de Kériforn, est favorable à la proposition mais demande une augmentation du zonage,
-------------	------------------	--

THEME: R A 1-KÉRIFORN : ACCÈS PARCELLE YK 586

-LANV-C-008	Jean-Jacques GUENEC	Propriétaire d'une parcelle sur Kériforn en zone UHC avant le PLU approuvé de 2022 qui a été classée en zone N « par erreur » en effet cette parcelle étant enclavé, une action avait été engagée avec la mairie de Plonéour afin de lui en permettre l'accessibilité par une permission de voirie accordée le 30 mai 2020. M. Guenec demande juste le respect de ces engagements, ainsi que de pouvoir se raccorder aux divers réseaux qui passent dans la parcelle communale. Il demande juste que 374 m ² de sa parcelle redevienne constructible et ne voit pas la justification d'une révision de cette ampleur. L'accès tels que présenté dans l'OAP par le terrain du voisin étant rendu impossible par le refus de ce dernier. (5 pièces jointes)
-LANV-R-011	M. et Mme BOLZER	Considèrent que l'accès au terrain de M. Guenec devrait se faire tel qu'il avait été prévu avant cette révision. Qu'il devrait pouvoir construire sa maison sans lier ce projet à la propriété de M. Souron.
-LANV-@-015	Michel CANEVET	Cette révision n'a pour but que de permettre l'accès aux parcelles YK546 et YK 586 totalement enclavées afin que le propriétaire puisse y construire une habitation. Des autorisations d'accès ont été délivrées antérieurement par la Mairie à partir du domaine communal, ce qui peut permettre de desservir aisément la parcelle sans avoir à ouvrir une zone constructible plus vaste.

Le projet ne peut pas favoriser individuellement le risque de le fragiliser juridiquement. Dans un d'équité, le découpage proposé intègre donc plusieurs

THEME: R A 2-ROUTE DE TRÉOGAT : SATISFACTION

-LANV-R-001	LE BEC Anthony	Propriétaire du garage Citroën est satisfait de la proposition
-------------	----------------	--

THEME: R A 3-KERVAHUT : PROXIMITÉ RÉSERVOIR DE MOULIN NEUF

-LANV-C-013	Bernard MARTIN	Considère que l'implantation du projet dans cette zone de protection rapprochée n'est pas conforme avec l'article R1321-13 du code de la santé modifié par décret N2022-1720 du 29 déc. 2022-art1: A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, sont interdits les travaux, installations, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols susceptibles d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau impropre à la consommation.
-------------	----------------	--

Les installations projetées ont aussi pour objectif d'assainissement afin d'assurer une conformité sans d'études spécialisé a été mandaté pour concevoir garantissant la protection de la ressource en eau et convient de rappeler que ce projet vise à une fréquence maximum pour des événements ponctuels) ce qui particulièrement limités :

- 19 emplacements de stationnement racines et avec sols perméables ;
- recours aux mobilités douces et à commerces du bourg ;
- mise en place d'un système de réservation quiétude du site ;
- limitation de la fréquentation : ouvert dimanche soir, de septembre à mai,

			scolaires et associatifs ; • en été, accueil limité à trois artistes en résidence
@-012	Stéphane Le DOARE Pdt de la CCPBS	Rappelle que le secteur de Kervahut est inclus dans les périmètres de protection de captage de la retenue du Moulin Neuf instaurés par l'arrêté préfectoral du 15 juin 2009 modifié le 24 février 2022. La retenue du Moulin Neuf constitue l'unique ressource en eau du Pays Bigouden Sud. La retenue est identifiée dans le SDAGE come plan d'eau prioritaire pour la réduction des apports et des transferts en phosphores diffus. La qualité de l'eau reste un enjeu très fort et à ce titre, une attention particulière doit être apportée sur le traitement des eaux usées, la gestion des eaux pluviales et la préservation du bocage existant.	Les ajustements réglementaires proposés seront ajoutés au projet.
@-018	Benoît AGNES	Le requérant craint qu'un tel aménagement dans une zone de protection P2, en cas de fréquentation assidue ne risque de poser des problèmes d'évacuation à la fois des eaux usées et des eaux pluviales en l'absence de réseaux collectifs.	Les installations projetées ont aussi pour objectif une d'assainissement afin d'assurer une conformité sanitaire d'études spécialisé a été mandaté pour concevoir un garantissant la protection de la ressource en eau et l'absence convient de rappeler que ce projet vise à une fréquentation maximum pour des événements ponctuels) ce qui rend les particulièrement limités : • 19 emplacements de stationnement seulement racines et avec sols perméables ; • recours aux mobilités douces et à un système commerces du bourg ; • mise en place d'un système de réservation visant la quiétude du site ; • limitation de la fréquentation : ouverture au public dimanche soir, de septembre à mai, les autres jours scolaires et associatifs ; • en été, accueil limité à trois artistes en résidence
@-019	Sophie GROSJEAN	La requérante craint que des constructions et des aménagements destinés à un public nombreux ainsi que l'affluence des visiteurs et des véhicules altèrent la qualité de l'eau de la seule réserve d'eau potable du Sud du Pays Bigouden.	
@-020	Bernard TREBERN « Bretagne Vivante »	L'anse de Kervahut est interdite à la pêche de loisir, il ne faudrait pas que la création du centre culturel augmente de façon notable la fréquentation sur les bords de l'eau, ne pas créer de cheminement entre la zone concernée et le plan d'eau.	
@-023	Janick MORICEAU	La requérante constate qu'il manque dans le dossier l'avis de l'OUESCO gestionnaire du SAGE et celui de la CCPBS gestionnaire du plan d'eau. S'étonne que l'on maintienne ce projet à cet endroit alors qu'il est dans le périmètre rapproché de la seule réserve d'eau potable pour tout le Pays Bigouden sud,	
@-024	Frédéric HEREMBERT-LARNICOL	Plusieurs raisons : accentuation du mitage du territoire communal, il s'agit de l'unique réserve d'eau potable de la partie Sud du Pays Bigouden. Il y a risque d'impacter la faune et la flore qui étaient protégées jusque-là. Il faut limiter les constructions et la fréquentation du site car il risque d'y avoir un problème avec l'évacuation des eaux usées qui en cas de débordement pourraient se déverser dans la retenue.	

**THEME: R A 3-KERVAHUT :
DIMENSIONNEMENT RÉSEAUX**

P-LANV-C-013	Bernard MARTIN	Il n'y a pas de réseau d'eaux usées ce qui implique la construction d'une station d'épuration individuelle au fonctionnement aléatoire sans études de faisabilité ni d'études de sol permettant d'assurer l'assainissement des eaux usées ni dimensionnement des drains adaptés alors que diverses activités sont prévues hôtellerie/appartement, restauration, salle d'exposition. Le tout à proximité de la retenue déjà mal en point. Il n'y a pas de réseau des eaux pluviales ce qui implique de réaliser une filtration des eaux de lessivage du parking qui peuvent être chargées d'éléments chimiques hautement dangereux pour la santé humaine, Il faut aborder aussi le risque d'incendie, car la pose de panneaux solaires impose l'utilisation de produits chimiques comme les mousses hautement polluantes	Les installations projetées ont aussi pour objectif d'assainissement afin d'assurer une conformité sans d'études spécialisé a été mandaté pour concevoir garantissant la protection de la ressource en eau et Il convient de rappeler que ce projet vise à accueillir un maximum de personnes maximum pour des événements ponctuels sur une ressource particulièrement limités : <ul style="list-style-type: none"> • 19 emplacements de stationnement sans racines et avec sols perméables ; • recours aux mobilités douces et à un commerce du bourg ; • mise en place d'un système de réservation pour la quiétude du site ; • limitation de la fréquentation : ouvertures au dimanche soir, de septembre à mai, scolaires et associatifs ; • en été, accueil limité à trois artistes en résidence
P-LANV-@-020	Bernard TREBERN « Bretagne Vivante »	Le projet de révision ne parle que de la nécessaire mise en place d'un système d'assainissement individuel adapté. Mais un espace de restauration ainsi que l'accueil du public vont entraîner un flux important d'eaux usées, le site est-il capable de le supporter ? L'avis de OUESCO et du SAGE-Ouest Cornouaille semblent primordial.	

**THEME: R A 3-KERVAHUT : EMPRISE DU
PROJET**

P-LANV-@-012	Stéphane Le DOARE Pdt de la CCPBS	Le règlement du PLU sur ce STECAL permet sur cette nouvelle zone At une surface bâtie sur l'ensemble de la zone de 1800 m² d'emprise au sol, sans préciser quelle est l'emprise existante conservée, celle démolie et par conséquent le potentiel qui resterait en vue de la réalisation de nouvelles constructions. Cette précision permettrait de garantir au regard de la sensibilité du site que l'emprise au sol autorisée réponde exactement aux besoins identifiés pour la mise en œuvre du projet indiqué page 7 de la notice.	Les ajustements réglementaires proposés seront en accord avec le projet.
--------------	-----------------------------------	--	--

THEME: R A 3-KERVAHUT : RÈGLEMENT ÉCRIT

P-LANV-@-012	Stéphane Le DOARE Pdt de la CCPBS	L'évolution du règlement écrit autorise dans cette future zone At, une hauteur limitée à 12 mètres, en n'étayant pas la hauteur des constructions existantes sur ce secteur, mais également l'impact pouvant être généré sur le grand paysage en autorisant une hauteur de cette importance sur ce site	Les ajustements réglementaires proposés seront en accord avec le projet.
--------------	-----------------------------------	---	--

**THEME: R A 3-KERVAHUT : INTÉRÊT DU
PROJET**

LANV-R-004	M. et Mme Le BORGNE	Après visite du site sont enthousiasmés par le projet culturel, la démarche des propriétaires témoigne d'une vraie nécessité de s'inscrire dans le territoire et de créer du lien,
LANV-R-006	Françoise LEBEAU	Ce projet d'implantation et d'ouverture de la fondation « Kervahut » est une initiative ambitieuse et prometteuse qui ne manquera pas de rayonner sur l'ensemble du Pays Bigouden et de fédérer les initiatives de tous les acteurs culturels du territoire dont je fais partie en tant que Présidente d'une galerie d'art installée à Penmarc'h.
LANV-R-007	Sylvain PRUNENEC	Le projet du Fond « Kervahut » permettra à des artistes d'intervenir auprès des habitants de Plonéour et du territoire. Artiste chorégraphique moi-même, je sais combien ce type de projet au-delà des propositions artistiques, permet un tissage humain (au travers des pratiques artistiques) notamment en direction des enfants (des écoles), des personnes en EPAHD ou personnes en situation de handicap. Au travers de rencontres et d'ateliers ce projet participe à la cohésion du tissu social du territoire.
LANV-R-009	Sylvain MERESSE	Souligne l'intérêt du projet pour dynamiser il représente une chance pour tout le monde.
LANV-R-010	Isabelle RICHARD	Favorable au projet pour sa belle optique d'intégration dans le pays.
LANV-@-004	Jean-Pierre MATTON	Intérêt du projet pour les amateurs d'Art et pour ceux qui pourront s'ouvrir ainsi à l'art contemporain. Intérêt aussi pour la commune de Plonéour-Lanvern qu'il contribuera à qualifier dans le domaine culturel en constituant un facteur d'attractivité
LANV-@-006	Flore BERGOUGNOUX	Intérêt du projet du point de vue artistique et culturel mais aussi pour le territoire et ses habitants.
LANV-@-007	Christel DURAND	Intérêt du projet pour dynamiser la vie locale espace de rencontre, d'échanges et de création accessible à tous.
LANV-@-008	Marine ACKER	La création de ce lieu représente une véritable richesse pour le territoire un véritable espace de rencontres. La mise en place de projets pédagogiques en lien avec les structures éducatives ainsi que les partenariats envisagés avec les acteurs culturels et associatifs du territoire va renforcer le dynamisme du tissu local.
LANV-@-009	Carole PRONOST	Exprime son contentement d'avoir un tel lieu d'exposition à proximité. Faire venir des artistes en résidence présente une opportunité d'échange et de rencontres avec les habitants du territoire.
LANV-@-010	Elisabeth HUET	Intérêt de ce projet pour le territoire et ses habitants en particulier pour les enfants des écoles grâce à un partenariat qui leur permettra de découvrir ce domaine artistique.
LANV-@-015	Michel CANEVET	Le projet va permettre la suppression d'anciens bâtiments agricoles avec de l'amiante, il intègre parfaitement la situation près du plan d'eau du Moulin Neuf, dans un esprit de préservation environnementale des espaces dits sensibles. C'est une véritable opportunité.
LANV-@-016	Thomas DELAPORTE	Représente l'école élémentaire « Nicole et Félix Le GARREC ». Ce projet va permettre une ouverture culturelle originale aux écoles environnantes.
LANV-@-021	Patrick BOLZER	Le projet présente un réel atout culture, de rayonnement et un accès privilégié à l'Art Contemporain pour les habitants.
LANV-@-022	Maryvonne BOLZER	Projet intéressant pour le rayonnement de la commune.

P-LANV-C-010	Fonds « KERVAHUT »	Le courrier du fonds « KERVAHUT » fait 5 pages, il sera scanné et annexé en pièce jointe au présent procès-verbal de synthèse. 1) Tout d'abord rappelle que la création d'un fonds de dotation à l'art contemporain est une structure juridique pérenne garantissant la poursuite d'une mission d'intérêt général, non consomptible la dotation permet d'inscrire les activités du fonds dans le temps. Les statuts du fonds ne permettent pas de modifier l'objet de la mission (promouvoir l'art contemporain sur le territoire) ni de céder si ce n'est à un autre fonds de dotation comparable les biens acquis et les aménagements réalisés. 2) Il n'est pas question d'ouvrir une salle de spectacle, le projet est de créer des espaces d'exposition pouvant accueillir occasionnellement une performance dansée, théâtrale ou musicale. L'hébergement cité concerne exclusivement des résidences d'artistes qui sont déjà mise en place, quant à la restauration elle est prévue sous la forme d'une cafétéria destinée à accueillir le public.
--------------	--------------------	---

**THEME: R AL 3-KERVAHUT : RESPECT DE
L'ENVIRONNEMENT**

P-LANV-@-001	Michel RAPHALEN	Considère qu'au-delà du projet culturel, il y a une réelle intégration paysagère et environnementale du site. Dans cet endroit où tout doit être fait pour protéger la qualité de l'eau et du plan d'eau ce projet y trouve aussi tout son intérêt de protection.
P-LANV-C-012	Joëlle KERSUAL	Le projet culturel de « Kervahut » a pris en compte la fragilité du lieu naturel arboré à proximité de la réserve en eau. Les porteurs du projet se sont entourés de professionnels de l'environnement ainsi que d'associations oeuvrant pour la protection des espèces ce qui leur a permis de présenter un projet intégrant toutes leurs recommandations, Très soucieux de la préservation des espaces, ils ont à coeur de transmettre ces valeurs au public qu'ils accueilleront.
P-LANV-@-002	Eric NEDELEC	De l'école Notre-Dame du Bon Secours, suite à une rencontre avec les porteurs du projet sur le site de Kervahut ont apprécié le respect du cadre naturel et en tant qu'éco-école labellisée ont été attentifs à l'insertion du projet dans le site existant avec une volonté de garder une dimension humaine et une préservation de la nature et du milieu environnemental. Ce projet permettra aux élèves de s'ouvrir à la culture.
P-LANV-@-004	Jean-Pierre MATTON	Forte prise en compte de la protection et de l'environnement : protection et mise en valeur du bâti existant, du végétal, de la perspective sur le lac, de la biodiversité, soin apporté au cycle de l'eau
P-LANV-@-006	Flore BERGOUIGNOUX	Préservation de l'environnement, des études réalisées par des experts et des professionnels de l'environnement ont permis d'affiner le projet le moins impactant possible. Une régulation du public est prévue.
P-LANV-@-007	Christel DURAND	La valorisation du patrimoine naturel du site et de sa préservation.
P-LANV-@-008	Marine ACKER	Les porteurs du projet ont aussi su mener une réflexion approfondie sur l'intégration du site dans son environnement en veillant à ce que cet aménagement respecte l'équilibre paysager et la préservation du milieu naturel.
P-LANV-@-010	Elisabeth HUET	Les porteurs du projet ont aussi su mener, en s'entourant de professionnels, une réflexion approfondie sur l'intégration du site dans son environnement en veillant à ce que cet aménagement respecte l'équilibre paysager et la préservation du milieu naturel.
P-LANV-@-013	Bernard CARVAL	Le projet tient compte de l'environnement et va proposer un futur pôle artistique d'art contemporain manquant sur la commune.
P-LANV-@-021	Patrick BOLZER	L'intégration paysagère et la prise en compte des impératifs de préservation de la qualité des eaux sont au rendez-vous.
P-LANV-@-022	Maryvonne BOLZER	L'implantation paysagère du projet est respectueuse de l'environnement et répond à toutes les questions d'ordre environnementales (gestion des eaux usées et de surface) étant donné la proximité du plan d'eau. Une rencontre avec les porteurs du projet a permis de lever les doutes sur la cohérence environnementale du projet.

LANV-C-010	Fonds « KERVAHUT »	1) Dès l'acquisition du terrain, un inventaire de la flore a été réalisé. Il a été demandé à l'architecte de faire de l'insertion paysagère une priorité absolue, la préservation du paysage est au cœur du projet : par une limitation de l'emprise au sol aux stricts besoins d'exposition et de fréquentation ; par une construction dans la continuité des usages agricoles du site (conservation du corps de ferme, conservation du gabarit du hangar) ; une élévation maîtrisée et un choix de matériaux respectueux de l'environnement ; un système d'assainissement évitant tout impact indésirable sur le plan d'eau de la retenue du Moulin Neuf (mémoire de l'architecte sur l'assainissement envisagé scanné et annexé en pièce jointe au présent procès-verbal de synthèse). 2) Attentifs aux espèces ornithologiques présentes sur le site, les porteurs du projet en collaboration avec la Ligue de Protection des Oiseaux du Finistère (LPO) ont identifié des espaces au sein des nouveaux aménagements afin de favoriser l'installation des espèces les plus sensibles au cours de leur migration. Les préconisations de la LPO ont déjà été intégrées au projet de rénovation. 3) L'achat des terrains de Kervahut a acté l'arrêt définitif de l'activité agricole sur le site, activité déjà très réduite par la création du plan d'eau du Moulin Neuf qui a immergé une grande partie des terrains exploités. Dans le but de protéger les abords du plan d'eau et favoriser un éco-pâturage une partie des terrains a été rétrocédée à la CCPBS, en accord avec cette dernière ces terrains servent désormais de pâturage à des chevaux et à un troupeau de moutons.
------------	--------------------	---

**THEME: R A 3-KERVAHUT : FAIBLESSE
ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE**

LANV-@-020	Bernard TREBERN « Bretagne Vivante »	Sur la biodiversité, il est regrettable que l'évaluation environnementale concernant le patrimoine naturel se limite à la cartographie des milieux du Conservatoire Botanique. Il manque une évaluation plus précise sur la présence d'espèces à enjeux, chauves-souris et rapaces nocturnes potentiellement sur le site. Il est nécessaire de conserver les éléments boisés sur le site surtout les arbres âgés bien plus intéressants pour la captation carbone et la biodiversité.	Le projet du Fonds d'Art Contemporain de Kervahut est particulièrement soucieuse de la préservation environnementale. Un inventaire complet du patrimoine arboré a été réalisé par le paysagiste. Une étude approfondie des sols, de la faune et de la flore a été réalisée par l'Environnement. Ces expertises ont permis d'adapter les aménagements écologiques. Depuis 2022, les porteurs du projet collaborent étroitement. Les recommandations et mesures compensatoires ont été intégrées dans le projet par l'architecte Jean-François Madec. Ainsi, des aménagements pour le maintien d'un faux grenier sous charpente pour accueillir les chemins de cheminement par des plantations de ronciers et d'arbustes, des hectares en bordure de la réserve d'eau à la CCPBS pour un
------------	--------------------------------------	---	--

THEME: R A 3-KERVAHUT : AUTRES

LANV-R-002	M. et Mme DURAND	S'inquiètent des travaux générés par les nouveaux bâtiments, des passages des visiteurs et des personnels d'entretien.	La fréquentation du site a vocation à rester limitée avec un maximum de 80 personnes pour les événements ponctuels.
LANV-C-013	Bernard MARTIN	Le haut de l'étang est un lieu de repos et de refuge pour les oiseaux d'eau qui risquent d'être perturbés par une animation sonore à 100 mètres. A cet endroit le réseau routier sous dimensionné ne permettra pas le croisement en sécurité des engins agricoles avec les visiteurs à fortiori de bus de transport touristique ou des véhicules de secours. Le SAGE n'a pas été consulté de même que la MRAe en retard ! Et que l'avis de la CCPBS gestionnaire du site n'apparaît pas.	19 emplacements de stationnement seulement, aménagés sur des sols perméables ; recours aux mobilités douces et à un système de navette pour le bourg ; mise en place d'un système de réservation visant à réduire la fréquentation ; limitation de la fréquentation : ouverture au public le dimanche soir, de septembre à mai, les autres jours états généraux associatifs ; en été, accueil limité à trois artistes en résidence ; La Commission Locale de l'Eau, de même que la structure de gestion de la partie des PPA obligatoires, de même que la CCPBS. Cette dernière a été consultée la fois lors de la réunion conjointe des services et lors de la

P-LANV-C-010	Fonds « KERVAHUT »	1) La préservation du site conditionne sa réussite. Afin de maîtriser la croissance des activités et sa fréquentation la jauge du parking est limitée à 19 places avec un système de réservation obligatoire pour les expositions présentées. L'aménagement du parking prend en compte le réseau racinaire de la parcelle identifié pour son implantation. Le traitement du sol prendra en compte perméabilité et ruissellement. Il est également étudié la mise en place d'un système de navettes au depuis Plonéour-Lanvern et Pont-l'Abbé en collaboration avec les commerçants. 2) Les espaces devraient être ouverts au public seulement entre septembre et mai (juin-juillet et août étant réservés à l'accueil d'artistes en résidence). Du vendredi midi au dimanche en fin d'après-midi. Du mardi au jeudi exclusivement pour des groupes nécessitant une attention particulière. 2) Le fonds de dotation de Kervahut n'a pas vocation à devenir un équipement de masse, il devrait voir à terme la création de 3 ou 4 emplois. L'action s'inscrit pleinement dans l'Agenda rural promu par l'Agence nationale de la cohésion des territoires, qui fait de l'accès à la culture et de la création d'emplois dans ce domaine un axe prioritaire. 3) Le projet comme un ancrage territorial au service de la cohésion sociale, l'art est un vecteur essentiel du vivre-ensemble et du renforcement du tissu social. « La création d'un lieu pérenne, offrant de bonnes conditions d'accueil et de visibilité des œuvres, représente selon nous une opportunité de faire mieux, sans rien céder à la valeur environnementale du site.
--------------	--------------------	---

THEME: R A 4-LE HELLÈS : PRÉSERVATION DES ZONES A

P-LANV-R-011	M. et Mme BOLZER	S'opposent à la modification de zonage sur le secteur du Hellès. Il faut préserver les zones agricoles à tout prix de plus la proximité de la déchetterie n'est pas propice à ce changement de destination.
--------------	------------------	---

THEME: ILLÉGALITÉ DU DÉCLASSEMENT- MAINTIEN EN ZONE UHB

P-LANV-C-009	Pierre et Jean-Michel GLOANEC	Contestent le PLU approuvé en 2022, aucune justification n'ayant été apportée au déclassement du secteur de zone Uhb en zone A alors qu'il n'y a plus aucune activité agricole sur le secteur et qu'aucune étude sur le potentiel agronomique biologiques ou économiques des terres agricoles n'a été effectuée. Refusent le zonage du STECAL et demandent que l'on revienne au zonage UHB tel qu'il était délimité dans le PLU approuvé en 2008
--------------	-------------------------------	--

Le classement en UHB du hameau du Helles est inc...

Le STECAL et son règlement permettent néanmoins...

U mais de manière limitée et uniquement en d...

hameau n'est pas privilégiée dans la mesure où d'a...

prioritaires au contact direct ou au sein de l'agglom...

P-LANV-C-007	Armand et Alexis RIOU	Propriétaires des parcelles YI 50, 107, 92, 108, 216. Rappelent leur contentieux devant la Cour Administrative d'Appel de Nantes s'étonne qu'il ne soit pas cité dans le projet de révision. Ils s'étonnent de la différence d'intitulé entre le délibéré du CM de Plonéour en date du 24 février 2025 où « il est question modification de zonage sur le hameau du Hellès en continuité avec la zone urbaine d'activité de Kervalar » et le délibéré du Conseil Communautaire CCHPB en date du 04 mars 2025 qui lui parle de STECAL. Selon eux la création d'un STECAL est en inadéquation avec la charte Agriculture et Urbanisme du département du Finistère et s'étonnent qu'aucun diagnostic agricole n'ait été réalisé dans le cadre de la révision du PLU approuvé en 2022, les données agricoles datant de 2010 n'ayant pas été actualisées. La création du STECAL va marquer une rupture d'urbanisme. Ils demandent donc le retour du secteur en zone Uhb comme dans le PLU de 2008
--------------	-----------------------	--

La collectivité prend acte de ce positionnement en...

de la présente procédure (hors procédure de re...

hameau du hameau du Helles en zone agricole, s...

principales à usage d'habitation.

P-LANV-C-011	Jean-Michel GLOANEC	Considère que le classement en zone A du secteur du Hellès est contraire à l'objectif de la loi ZAN, que le déclassement opéré en 2022 est en contradiction avec le classement de 2008 et demande le retour en zone Uhb de tout le secteur du Hellès
P-LANV-@-011	Armand et Alexis RIOU	Mail en doublon avec le courrier déjà traité C 7

THEME: INTÉGRATION DANS LE STECAL

LANV-C-007	Armand et Alexis RIOU	Ils demandent l'intégration des parcelles YI 107, 108, 216, 218 dans le zonage du hameau	L'extension bâtie du hameau n'est pas privilégiée dans le développement s'avèrent prioritaires au contact direct du bourg.
------------	-----------------------	--	--

THEME: R A 4-LE HELLÈS : INTÉGRATION DANS LE STECAL

LANV-C-011	Jean-Michel GLOANEC	En attendant le reclassement en zone Uhb, M. Gloanec demande que les parcelles Yi 200, 325, 375 soient intégrées au STECAL.	L'extension bâtie du hameau n'est pas privilégiée dans le développement s'avèrent prioritaires au contact direct du bourg.
------------	---------------------	---	--

THEME: R A 4-LE HELLÈS : AUTRES

LANV-R-003	André MORIN	Propriétaire des parcelles YI 356 et YI 357 est favorable au changement de zonage	
LANV-C-007	Armand et Alexis RIOU	Ils soulèvent le problème de l'assainissement sur le secteur du Hellès, en effet, compte tenu de la nature des sols défavorables à un assainissement non collectif et au vu de la densification de l'habitat prévu dans la révision souhaitent la possibilité d'un raccordement au réseau d'assainissement collectif.	S'agissant du raccordement du hameau du Helles au réseau, l'option n'a pas été retenue par la communauté de communes économiques, dans le cadre de la révision du zonage d'assainissement.
LANV-C-013	Bernard MARTIN	Au Hellès hameau qui se suffit à lui-même, il n'y a pas de réseau de tout à l'égout, ni réseau de pluvial alors que l'imperméabilisation des sols n'est pas négligeable. Pas de réseau routier permettant le cheminement doux et sécurisé et sans accès aux transports en commun.	

THEME: QUESTIONS DIVERSES

LANV-C-003	Christophe et Véronique VINCENT	Concernant les zones de Mariano, de Kériforn et du Hellès : Si la transformation d'espaces naturels en zones urbanisées n'est-elle pas regrettable ; Si l'infrastructure routière du centre-ville est en mesure de supporter une augmentation conséquente de la population ? ; Si les services de voirie sont adaptés à une telle augmentation ? ; Si la vente des futurs terrains constructibles sera destinée en priorité aux primo-accédants de la Communauté de Communes et à des prix préférentiels, ce qui pourrait justifier cette modification du PLU ?	<p>"Les développements programmés concernent des surfaces importantes. Le réseau viaire est tout à fait en mesure de répondre à ces besoins, sur ces espaces reste très mesurée.</p> <p>Le PLU n'a pas vocation à cibler une clientèle privilégiée, un minimum de logement sociaux sur les opérations, ce qui est le cas à Kériforn mais qui pour Mariano est une option pertinente.</p> <p>Sur l'attractivité des terrains, le bourg de Plonéour-Lanvern est une commune, et a fortiori de la Communauté de communes de Plonéour-Lanvern, Pont-l'Abbé et de Quimper. En cohérence avec l'objectif de Développement Durables (PADD) du PLU et les orientations qui doivent être menés en priorité les développements doivent être favorisés (le moyen le plus évident de favoriser des modes de vie durables (services et équipements de la commune), conforter les modes de consommation de surfaces agricoles et naturelles en dehors des zones relatives à l'extension des réseaux pour les collectivités."</p>
LANV-C-003	Christophe et Véronique VINCENT	Au sujet de Kervahut : projet privé à l'architecture contemporaine transformant un habitat traditionnel et un milieu naturel fréquenté ; quels en sont les bénéfices, pour la population ? Des ateliers de découverte accessibles aux enfants et aux adultes sont-ils prévus à des tarifs abordables ? Les visites seront-elles gratuites ?	<p>Les transformations projetées sur ce lieu restent limitées à la réhabilitation de bâtiments. Les infrastructures contemporaines sont paysager limité. De même, la fréquentation de ce site n'a rien de bien à rester à une échelle limitée. L'ouverture de ce lieu est une démarche ponctuelle.</p> <p>Le Haut Pays Bigouden a réalisé un diagnostic culturel qui a permis de constater dans certains secteurs (et pour certains types de publics) un manque de lieux contemporains et des enseignements artistiques, notamment en matière de plastiques. Les habitants et les acteurs culturels ont fait des attentes en termes de présence (artistes, œuvres, lieux de médiation pratique).</p> <p>Plus largement, on peut noter une présence très faible de lieux contemporains (hors galeries et ateliers d'artistes) et plus spécifiquement le FRAC Bretagne a d'ailleurs repéré ce manque dans l'ouest de la région (Sizun, Pays de Douarnenez).</p> <p>Les habitants du Haut Pays Bigouden ont également exprimé ce manque.</p>

			<p>musées et les arts visuels dans le cadre de la démarche</p> <p>À l'échelle du Haut Pays Bigouden, le projet de Keriform est le diagnostic culturel, dont se saisit le projet culturel des politiques culturelles de l'État-DRAC Bretagne, de la stratégie de développement culturel du Haut Pays Bigouden) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en œuvre des droits culturels, dont l'accès à la culture encourageant notamment la participation des habitants, en protégeant et en promouvant la diversité des expressions culturelles ; - le développement d'une politique d'éducation artistique et culturelle, par le renforcement de l'accès aux pratiques culturelles, contribuer à l'épanouissement et à l'émancipation culturelle ; - l'accompagnement vers un déploiement équilibré et diversifiés en tous points du territoire, dans un souci de cohésion territoriale ; <p>Plus spécifiquement, il propose une réponse aux besoins du territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - participant au développement d'une offre diversifiée de la présence de l'art contemporain sur le territoire ; - la destination des publics-cibles de la CCHPB (enfants, jeunes, seniors, etc.) ; - participant au développement de la présence artistique ; - la création de lieux de résidences (une offre quasi-permanente, proposition d'accueil d'artistes, par des actions de médiation, murs, etc. ; - participant au développement de parcours d'éducation artistique et culturelle des établissements scolaires en lien avec l'Éducation nationale, communales, intercommunales ; - participant au développement de la coopération avec les autres politiques publiques (social, santé, éducation, etc.) ; - intégrant dès la réflexion du projet les enjeux de cohésion sociale du Haut Pays Bigouden (accessibilité et mobilité, cohésion sociale, etc.) ; <p>Le développement de ce lieu consacré à l'art contemporain répond à ce besoin et ces enjeux.</p>
P-LANV-C-013	Bernard MARTIN	Keriform est le seul site raccordé à la station d'épuration qui vu l'expansion des habitats en quelques années risque de se retrouver au-delà de 9000 EH surtout avec un réseau poreux, quid de la rupture de ce printemps qui a pollué toute la rivière de Pont-l'Abbé.	La STEU de Keriform a une capacité nominale de 9000 EH. La capacité en entrée est de 5490 EH. Il y a donc une marge de 3510 EH. Limite. L'incident du 20 mai 2025 évoqué n'est pas un problème de réseau mais à une erreur accidentelle dans le traitement programmée et validée par les services de la Préfecture de l'État d'un bassin, réalisée par l'exploitant délégataire du service.
P-LANV-@-020	Bernard TREBERN « Bretagne Vivante »	Sur les STECAL : ces révisions allégées portent à 11 le nombre de STECAL mis en place sur la commune depuis le PLU de 2022 ce qui leur enlève leur caractère exceptionnel, en faisant plus un moyen d'accroître les zones urbanisées, accélérant le mitage hors du bourg.	Plonéour-Lanvern est un territoire très grand. Si on considère son caractère exceptionnel, il convient avant tout de préserver sa capacité de développement. A titre d'exemple, l'impact environnemental qu'un impact très minime sur l'artificialisation.
P-LANV-@-020	Bernard TREBERN « Bretagne Vivante »	Sur Keriform : Le fait de fractionner la zone N actuelle en trois zones séparées va entraîner une perte de la fonctionnalité de la zone N.	

THEME: HORS SUJET

P-LANV-C-001	Arnaud et Valérie DOUGUET	Parcelle YN 62 demande un changement de destination. (10 pièces jointes)	Demandes à prendre dans le cadre de la concertation
P-LANV-C-002	TCHING PIOU Sabrina	Changement de zonage de la parcelle XB152. (6 pièces jointes)	
P-LANV-R-005	Famille SAUTREUIL DEVOUGE	Demande un changement de zonage pour un terrain n°344, en doublon avec le courrier C5 enregistré le 31/10/25	
P-LANV-C-005	Famille SAUTREUIL DEVOUGE	Doublon avec l'observation R5 déposée dans le registre le 27/10/2025	
P-LANV-@-003	Isabelle MILLELIRI-Michèle ROLLAND-Corinne QUENET	Demande un changement de zonage pour les parcelles AB 224, 85, 226 et A124 classées en zone 2AU,	
P-LANV-@-005	Christiane PITON	Demande un changement de destination pour deux bâtiments	
P-LANV-@-014	Pierre et Jean-Michel GLOANEC	Les requérants demandent l'extension de l'assainissement collectif à l'ensemble du hameau du Hellès.	

			économiques, dans le cadre de la révision du zonage d'ass
--	--	--	---

THEME: -non défini dans la feuille Obs-Saisie

LANV-@-017	Joëlle KERSUAL	Mail en doublon d'un courrier C12
------------	----------------	-----------------------------------

11.6 Plan Masse de « Kervahut »

